

LA RECONSTITUTION DU SYNDICALISME OUEST-ALLEMAND: STRATÉGIES OCCIDENTALES ET TRIOMPHE AMÉRICAIN 1945-1949

Annie Lacroix-Riz, publié dans *Cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes, 1989 et 1990*

« I. 1945-1946: débats de fond et prédominance de l'action souterraine », n° 36, 1989, p. 65-92.

« II. Vers la fusion syndicale trizonale: combats d'arrière-garde français et offensive américaine, 1947-1949 », n° 39, 1990, p. 35-70.

Le rôle déterminant des Etats-Unis, via l'AFL notamment, dans la reconstitution syndicale du monde occidental après la seconde guerre mondiale, a fait l'objet de nombreux travaux, anglo-saxons particulièrement ⁽¹⁾. Le cas allemand, moins soigneusement étudié que celui du syndicalisme français ⁽²⁾, reçoit un éclairage particulièrement précieux des Archives du Quai d'Orsay. Celles-ci mettent en valeur les aspects classiquement syndicaux de l'oeuvre des occupants occidentaux -accomplie par les appareils d'Etat au sens propre et, dans les cas américain et britannique, par les grandes organisations syndicales qui leur servirent d'instruments-; mais elles éclairent aussi les terribles contradictions de la politique allemande des Trois Occidentaux, auxquels le ciment de l'anticommunisme n'offrit pas toujours l'adoucissement trompeur des apparences.

C'est donc sous un double signe que sera ici traitée la question de la reconstitution des syndicats dans les trois zones occidentales de l'Allemagne, de la capitulation à la naissance de la RFA: d'une part, réorganisation politico-syndicale *anticommuniste et centraliste* sous l'égide des Anglo-Saxons face à une France officielle impuissante en général, et privée en l'espèce de l'efficace relais des grandes centrales ouvrières dont la direction était acquise sans réserve au principe de la reconstitution de syndicats allemands réformistes et résolument anti-bolcheviques; affrontements inter-occidentaux sous le masque du syndicalisme, dont sortit vaincu le bon dernier des vainqueurs, tiraillé entre son anticommunisme et sa crainte d'une Allemagne occidentale où le péril rouge ne figurait pas objectivement parmi les priorités de l'après-guerre.

I 1945-1946: DÉBATS DE FOND ET PRÉDOMINANCE DE L'ACTION SOUTERRAINE

A. POUR OU CONTRE LA CENTRALISATION: LES AMBIGUÏTÉS DU CONSENSUS ANTIFRANÇAIS EN 1945

1. Le consensus des Trois Grands

Avant même d'être ouvertement placé sur le terrain plus familier du combat contre l'influence communiste au sein de la classe ouvrière, le débat de 1945 sembla prioritairement s'engager, parmi les occupants de l'Allemagne vaincue, sur la lettre des Accords de Potsdam: la constitution des "administrations centrales" ou des "organismes centraux" n'offrait-elle pas au syndicalisme à reconstituer -considéré comme un des artisans majeurs de la démocratisation et de la dénazification allemandes, objectif officiel des signataires de Yalta et Potsdam- le meilleur point d'application?

A l'automne, un consensus fut formellement établi contre les Français, fermement décidés à faire barrage à toute tentative de centralisation allemande et qui, au Conseil de Contrôle, mirent en octobre leur veto à la loi relative à la réorganisation des syndicats allemands ⁽³⁾, qu'avait officiellement encouragée l'Accord tripartite d'août 1945. La position ainsi prise, fort peu liée en réalité avec la conjoncture strictement syndicale -mais avec les revendications, territoriales notamment, de la France ⁽⁴⁾-, offrit aux Anglo-Saxons l'occasion de pressions renforcées contre les velléités françaises. Les Américains, qu'assurément ne taraudaient point les priorités de la reconstitution d'un syndicalisme régénérateur de l'Allemagne rongée par le nazisme ⁽⁵⁾, manièrent à l'occasion la grosse caisse tandis que, pour aboutir au même résultat, les Britanniques optaient pour la douceur: fin octobre, Murphy fit savoir sans précaution "que le Général Clay", tout juste parti pour Washington, "comptait /y/ réclamer avec ardeur le maintien d'une politique intransigeante pour une application rapide

des accords de Potsdam, au besoin sans la France"; les Britanniques masquèrent leur traditionnelle (et autonome) opposition aux desiderata français derrière les rudes contraintes de l'alignement sur Washington, "la position très absolue des Américains empêch/ant/", osa déclarer Steel, "le Foreign Office de se rapprocher utilement de la thèse française tant que ne serait pas réglée la question des administrations centrales" ⁽⁶⁾. Début novembre, Strang tenta d'utiliser la conjoncture (volonté affichée par les Américains, Clay et Murphy en tête, de régler à la hussarde le cas français, favorisée par la position de demandeur de crédits qu'illustrait simultanément le voyage de Couve de Murville à Washington) pour tenter de convaincre son interlocuteur, le Conseiller politique de Koenig, Tarbé de Saint-Hardouin. Ce dernier lui ayant rappelé "nos appréhensions légitimes en présence d'une (politique) (*sic*) qui fatalement conduisait à la reconstruction de l'unité allemande", fut prié de sauter le pas comme sans y penser ⁽⁷⁾.

Apparemment, Paris se heurtait à l'accord américano-soviétique, auquel les Britanniques se prétendaient tenus de se conformer. Les séances du Conseil de Contrôle de la fin d'octobre 1945 avaient nettement isolé la France: les Soviétiques, assurés après le voyage de de Gaulle à Washington de la netteté des choix généraux de Paris en faveur du "bloc occidental" en gestation ⁽⁸⁾, semblèrent s'étonner du non-ralliement des Français à leurs alliés privilégiés (le "Maréchal Joukov, *rapporta Koenig*, m'a déclaré à titre personnel que la France obtiendrait d'autant plus facilement ce qu'elle désire qu'elle se montrerait plus compréhensive quant à l'accord de Potsdam") ⁽⁹⁾. La réunion du 10 novembre, consacrée à la discussion du problème syndical, parut donc établir l'unanimité contre les Français: "une position extrêmement ferme", câbla Koeltz le lendemain, "avait été convenue avant séance entre délégations représentant puissances signataires de Potsdam (...) dès l'origine décidées non seulement à refuser tout compromis sur l'article 1, mais encore", surtout les Américains et les Russes, "à présenter une opposition éventuelle (*sic*) française comme un désir d'empêcher création syndicats en Allemagne et partant rééducation démocratique du peuple allemand"; le Maréchal Montgomery ne s'était "pas montré conciliant" et Clay déclara "que la délégation américaine était prête à se mettre d'accord avec les délégations britannique et soviétique pour signer la loi" ⁽¹⁰⁾.

2. Les limites anticommunistes du consensus syndical

Unanimité fort trompeuse, comme l'attestèrent nombre de signes simultanés. L'accord sur l'unité de l'Allemagne dissimulait à peine ce que nul décideur n'ignorait au terme du conflit mondial: la prochaine fracture de l'Allemagne entre les deux camps qui en étaient issus ⁽¹¹⁾, à ceci près -nuance décisive- que, sur le terrain syndical, les Soviétiques et les communistes allemands évoluaient *en 1945-1946* avec autant d'aisance, dans le pire des cas, bien davantage souvent, que leurs adversaires. De ces premiers débats ouverts sur l'avenir d'une Allemagne divisée, filtrèrent des préoccupations plus strictement politico-syndicales, dont les Britanniques se firent les porte-parole auprès des Français. Les premiers n'hésitèrent pas, en effet, à faire vibrer la corde anticommuniste pour inciter les seconds à signer le fameux texte sur les syndicats où Paris voyait tout autre chose que ce qu'on lui promettait: "M. Harvey, *releva Massigli, depuis Londres, le 2 novembre 1945*, a souligné que /son/ adoption (...) constituerait un (succès) (*sic*) car l'organisation syndicale qu'elle prévoit s'inspire des principes syndicalistes anglais et français, au lieu de s'inspirer de l'exemple russe; elle contribuerait ainsi à encourager le développement de l'esprit démocratique en Allemagne. La Sous-Secrétaire d'Etat adjoint a donc vivement insisté pour que nous levions notre veto" ⁽¹²⁾.

La tactique anticommuniste fit long feu en l'espèce, mais les Français ne la pratiquèrent pas moins que leurs alliés pour obtenir d'eux un rapprochement que le reste des questions allemandes ne risquait guère de provoquer. Ralliement progressif que les véritables enjeux politiques de la guerre froide -et non simplement l'habileté idéologique "occidentale"- allaient assurer, tant le combat communiste pour l'unité syndicale éveillait au lendemain de la guerre d'échos dans une classe ouvrière allemande qu'Harvey préféra décrire comme "apath/iqu/e" et parfaitement indifférente au sujet ⁽¹³⁾.

C'est à propos de la situation syndicale à Berlin que se livrèrent les premiers assauts à découvert entre Soviétiques et Occidentaux (pour le coup unis en un solide front anticommuniste). La reddition à peine acquise, l'initiative conjuguée des communistes et du vainqueur soviétique avait précédé, sous la forme d'une désignation des délégués syndicaux

d'usines, l'arrivée dans la capitale des "trois autres alliés". Ce rapport de forces éminemment favorable aux communistes berlinois -et surtout, nous y reviendrons, défavorable aux nazis, préoccupation plus tenaillante encore des Soviétiques- souda derrière la France, à l'automne 1945, notamment à l'occasion de la séance du Conseil de Contrôle du 10 novembre, les Anglo-Américains: contre les Soviétiques, qui prétendaient limiter les élections syndicales prochaines au choix des "postes non pourvus par les trois autres alliés avant les élections générales", les Occidentaux, officiellement à la suite de la France, exigeaient que tous les postes fussent rapidement soumis à la consultation ⁽¹⁴⁾. En séance, le représentant français Koeltz s'offrit le luxe d'un affrontement avec Joukov, auquel il reprocha ses "observations inexactes et tendancieuses" sur les intentions françaises ⁽¹⁵⁾, que le Soviétique n'avait pas moins aisément reconnues que ses partenaires. Le conflit porta également sur l'ensemble du dossier -la loi à laquelle les Français opposaient leur veto: "tout délai, dans la signature de cette loi, *déclara Joukov à Koeltz*, sera un coup très dur pour les ouvriers. Il nous rendra à nous-mêmes le travail très difficile pour l'extirpation des derniers vestiges du nazisme en Allemagne" ⁽¹⁶⁾.

Les Anglo-Américains laissèrent donc volontiers aux Français l'initiative pour freiner l'ardeur syndicale des Soviétiques -si nette et précoce dans leur propre zone. L'occasion se présenta lorsque ces derniers, rendant compte de la session du 10 novembre, adjoignirent à un texte, présenté comme approuvé par le Conseil de Contrôle et prescrivant la constitution de syndicats libres sur tout le territoire de l'Allemagne (article 6), "un paragraphe autorisant les syndicats à faire de la propagande": ce texte, protesta le délégué de la France, appuyée par les Américains et les Britanniques, n'a "jamais /été/ discuté ni au Comité ni au Directoire ni au Comité de Coordination" ⁽¹⁷⁾.

B. LE PROBLÈME DE FOND POUR LES OCCIDENTAUX (L'INFLUENCE COMMUNISTE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE) ET LES MOYENS DE LE RÉSOUDRE EN 1945-1946

1. La conjoncture syndicale de 1945: la base d'une alliance anticommuniste à l'Ouest

Très précocement, les Anglo-Américains surent tactiquement utiliser une des deux préoccupations des Français en matière de syndicalisme allemand, à l'évidence de très loin la plus importante, même lorsque la langue de bois de guerre froide souligna la priorité de la lutte anticommuniste: la terreur d'une centralisation à l'échelle de l'Allemagne entière. Ce souci essentiel des Français -que la peur du communisme dans les zones occidentales ne tarauda jamais sérieusement après 1945 ⁽¹⁸⁾-, servit *objectivement* (en édifiant un efficace barrage contre l'unification de l'ensemble des zones d'occupation, favorable, en raison des seules données numériques -les effectifs syndicaux respectifs- aux Soviétiques et aux communistes ⁽¹⁹⁾) la stratégie anglo-américaine (américaine surtout) de centralisation syndicale, sur de solides bases anticommunistes, des seules zones occidentales.

La conjoncture favorisait incontestablement l'unité d'action de tous ceux qu'obsédaient, pour des raisons diverses sur lesquelles nous ne nous étendrons pas ici, mais qu'il convient de mentionner, le communisme: l'antibolchevisme, héritier de (ou amplement enrichi par) la longue période hitlérienne, fortement enraciné dans les couches populaires allemandes; un nationalisme plus ou moins mêlé (souvent plus que moins) de nazisme, imprégnant des courants politiques dont le SPD ne s'excluait pas (les Français, particulièrement haineux et méprisants vis-à-vis d'une social-démocratie prompte à disculper le peuple allemand et à prêcher la reconstitution de l'Allemagne dans ses frontières de 1937, ne furent pas les seuls à dénoncer des tendances que les observateurs des zones britannique et américaine constatèrent pareillement); l'anticommunisme des occupants occidentaux, résolu à amarrer l'Allemagne, partenaire à reconstruire promptement -objectif qui n'enchantait point la France, malgré les pièges du consensus idéologique-, à la sphère européenne maintenue dans le *statu quo* socio-économique. Bref, tous ceux qui, à un titre quelconque, redoutaient les bouleversements structurels, se trouvèrent un intérêt commun qui n'avait pas toujours attendu la capitulation de l'Allemagne pour se manifester ⁽²⁰⁾. Cette donnée générale ne fit pas défaut à la sphère syndicale: "de source américaine, très bien renseignée", les Français apprirent qu'après le débarquement, et surtout lors de l'offensive alliée en Allemagne, une organisation nommée OCC ou COC "joua un rôle considérable" en transmettant au Haut Commandement

américain des renseignements politiques obtenus essentiellement par l'intermédiaire d'anciens dirigeants syndicalistes allemands ⁽²¹⁾.

On ne peut prétendre que les intérêts des dirigeants syndicaux anti-communistes allemands se soient totalement confondus avec ceux des occupants anglais et américains -que leur appartenance sociale majoritaire incitait à une solide méfiance vis-à-vis d'une activité toujours susceptible de "dérive" rouge et qui n'éprouvaient pas, vis-à-vis de l'unité allemande, l'attraction que la démagogie pro-allemande leur faisait affecter. Le large domaine d'accord anti-bolchevique fut cependant d'emblée propice à des plans communs d'envergure. La conjoncture de 1945, telle que le responsable CDU de Berlin Kaiser, ancien chef des syndicats chrétiens sous la République de Weimar, l'analysait à l'automne, montra, démentant les fantasmes sur l'urgence du péril bolchevique à l'Ouest, l'ampleur des champs ouverts à la collaboration syndicale. La longue citation qui suit, qui n'évite pas, à dessein le caractère répétitif des proclamations de Kaiser et de ses proches, vise simplement à faire clairement saisir au lecteur quelle assurance la précoce alliance anticommuniste nouée par les vainqueurs anglais et américains avec les forces socio-politiques fondatrices de la future RFA communiqua à ces dernières.

La division traditionnelle du syndicalisme non-communiste allemand pré-hitlérien - syndicats chrétiens groupant membres et sympathisants du *Zentrum* et des Nationaux-Allemands; socialistes ou "syndicats libres", SPD; "syndicats jaunes" (*Gelbgewerkschaften* et *Hirschdunckerschenwerschaften*)- avait fait place à l'union sacrée: Kaiser était désormais partisan "d'un *Syndicat unique* pour toute l'Allemagne, d'accord avec les socialistes en raison de la *communauté de buts* qu'ils poursuivaient. On ne pensait pas aller à l'avènement du communisme /qui/ représente un fait nouveau et dont il y a lieu de tenir compte". Le péril ne semblait pas suffisamment menaçant pour que le leader chrétien-démocrate eût renoncé à l'objectif d'un "syndicat unique ou unitaire (...) Si les Chrétiens et les Socialistes avaient /en effet/ refusé de collaborer, les Communistes, protégés par Moscou, auraient édifié eux-mêmes la nouvelle organisation.

La mission des syndicalistes chrétiens est actuellement d'entrer dans le mouvement pour essayer de le freiner et pour empêcher les réformes les plus radicales"; accusant les communistes d'introduire "la *politique* dans le syndicalisme, ils insistent sur la depolitisation (*sic*) (Entpolitisierung) des syndicats", qu'il faudrait "cantonner exclusivement sur le terrain professionnel et économique. Dans cet effort de réaction, ils *comptent sur l'appui des puissances occidentales* plus encore que sur eux-mêmes". Si les chrétiens éprouvaient quelque inquiétude sur le rapport des forces à Berlin, où le "bureau (...) provisoire", avec ses trois communistes, trois socialistes et deux chrétiens, "ne représent/ait/ nullement, *au dire de Kaiser*, les forces respectives", ils n'affichaient pas les mêmes craintes sur l'avenir syndical des zones occidentales. Que Kaiser et les siens se soient révélés fort présomptueux sur la force du courant anti-communiste qu'ils représentaient au sein du monde salarié allemand ne change rien à la pertinence de leur sérénité sur l'efficacité de l'appui que l'occupant occidental fournirait à leur objectif prioritaire -la marginalisation du courant communiste dans le syndicalisme de l'Allemagne de l'Ouest: "ils espèrent que le jour où les Syndicats seront étendus à toute l'Allemagne, même selon la formule élaborée à Berlin, ils deviendront les maîtres, car ils disposeront de l'appui des masses syndicales chrétiennes qui se trouvent en Ruhr et en Rhénanie, alors qu'ici, ils sont en minorité. Kaiser aura, de ce fait, plus de pouvoir et pourra imposer ses hommes au directoire central". Le risque encouru à Berlin "aussi longtemps que les Russes /y/ seront (...) paraît à Kaiser et à Hermes, chef du parti chrétien-démocrate, tout à fait improbable (...) en province (...) car jamais les masses ouvrières de l'Ouest et du Sud ne se laisseraient imposer des représentants du dehors qui ne seraient pas du même bord. Cependant si la partie s'avérait perdue, il resterait aux syndicalistes chrétiens à quitter Berlin et à constituer en Rhénanie des syndicats *purement* chrétiens et socialistes. (...) Ces dirigeants", insista l'auteur du rapport d'octobre 1945, officier de liaison auprès de l'Armée américaine en poste à Berlin, "ne paraissent pas sensibles au danger de l'emprise de Moscou sur les dirigeants allemands, dirigés de Berlin; ils croient qu'il y a assez de forces dans les provinces pour contrebalancer cette influence, surtout avec l'appui des Alliés. *C'est sur ceux-ci qu'on compte surtout*" ⁽²²⁾. Propos dont on retrouve l'écho au mot près dans le courrier de Fritz Tarnow, responsable syndical weimarien et futur homme de confiance des Américains, "à un ami social-démocrate à la veille de son retour en Allemagne en 1945: "Une des principales revendications des ouvriers sera l'unité... Nous devons essayer de l'éviter à tout

prix, car cela donnerait aux communistes la possibilité de dominer les syndicats. Nous devons faire en sorte de rentrer en Allemagne aussi vite que possible pour présider au développement de syndicats anticommunistes. Nous devrions pouvoir compter sur l'aide des autorités d'occupation /occidentales/ (*sic*)" (23).

La faiblesse initiale des communistes n'incitait pourtant pas à l'expectative. Le recours prioritaire aux services des Occidentaux si complaisamment mis en avant reposait évidemment sur des préoccupations très sincères: les communistes, aussi affaiblis fussent-ils par les terribles handicaps des séquelles de la répression et de la propagande hitlériennes et par le statut d'amis convaincus de l'occupant le plus haï -le vrai vainqueur militaire, affronté sans merci sur le terrain, de l'Allemagne hitlérienne (24)-, faisaient preuve depuis la capitulation d'un dynamisme militant qui risquait, dans les syndicats, de leur rendre les forces que l'ère nazie leur avait ravies (25). Ce qui se passait à Berlin depuis quelques mois faisait peser sur les projets de collaboration antibolchevique une sérieuse hypothèque: le rôle amoindri des organisations syndicales par rapport à une situation "normale" -soviétique ou de démocratie occidentale- (grèves et intervention dans la politique des salaires demeuraient proscrites; "même les assurances sociales ne sont pas de leur ressort") n'avait pas empêché les communistes d'en appeler à l'initiative des masses, pour secouer l'"apathie" que Harvey faisait mine de déplorer. "On s'en sert aujourd'hui pour la remise en marche de l'économie. L'activité des communistes est ici très nette: ils incitent les ouvriers à se mettre à la tête des entreprises". On trouvait les syndicats au premier rang dans la tâche d'épuration contre les fascistes, ils étaient représentés au bureau de contrôle des prix, au comité du ravitaillement (26).

Dans ce milieu, les militants communistes, comme l'observèrent à maintes reprises les diplomates français (27), évoluaient comme des poissons dans l'eau. C'est de ce bain qu'allait les priver l'initiative des Occidentaux, Anglo-Saxons en tête, fort précocement alliés à leurs homologues et souvent partenaires d'affaires de longue date, les grands industriels nazis baptisés, pour la cause de la reprise des relations communes, "hommes honorables" (28). Au service d'une stratégie qui n'était rien moins que syndicale ou idéologique, les occupants des deux principales zones occidentales de l'Allemagne allaient largement utiliser les ressources de spécialistes du syndicalisme qui pallieraient les carences, en ce domaine, des sphères classiques de leur appareil d'Etat.

2. Les artisans d'un syndicalisme occidental: politique des Gouvernements militaires, centrales anglo-américaines et syndicalistes anticommunistes allemands

La France fut, sur le terrain syndical, très durablement dépourvue de relais ou d'instruments directs de sa politique étatique -à défaut de CGT docile ou compréhensive, elle devrait utiliser, pour des objectifs qui n'étaient que partiellement les siens, les services obligeamment prêtés par les éléments modérés, britanniques en l'espèce, de la FSM. A l'inverse, ses partenaires occidentaux ne se heurtèrent pas (ou pas longtemps) à de semblables difficultés.

a) Le cas britannique

On ne saurait certes, à la lumière des dossiers consultés, conclure que la fusion entre appareil d'Etat *stricto sensu* et directions des organisations ouvrières fut assurée d'emblée dans les pratiques "syndicales" des responsables de la zone britannique. L'équipe du début, assez franchement monocolore (*Tory*), affirma sa fidélité aux bonnes vieilles méthodes, laissant aux hommes d'affaires nazis une totale liberté -à Hanovre comme ailleurs, "la Chambre d'Industrie et de Commerce fonctionna sans interruption avant et après mai 1945"-, et serrant la bride à tout mouvement, politique et social, de coloration antinazie (29). Sur le plan politico-syndical, les Britanniques, avant même de faire directement appel au *Trade Union Congress* (le tandem syndical Gouvernement-éléments modérés du *TUC* allait caractériser l'ère travailliste postérieure à la victoire électorale de l'été 1945), remirent après mûre réflexion -la documentation du *Foreign Office* atteste que "les postes les plus importants avaient été affectés pendant la guerre"- le destin de leur zone aux éléments du SPD qui, dès avant 1933, avaient montré les dispositions antibolcheviques les plus encourageantes: le Gouvernement militaire britannique "se reposa", comme l'expose Barbara Marshall avec un sens aigu de la litote, "pour la conduite des affaires locales sur les hommes qui avaient déjà de l'expérience

dans ce domaine". Aux côtés de Barth, promu chef de la police et récupérant ainsi le poste, occupé avant 1933, qui lui avait permis d'"intervenir/ir/ vigoureusement contre l'aile gauche de son propre parti et contre les communistes", triompha l'*Oberbürgermeister* Bratke qui mena le combat, comme naguère, contre les bolcheviques, avec une énergie qui lui faisait totalement défaut dans le domaine de la dénazification⁽³⁰⁾. Barth, qui "assista aux premières réunions des syndicats et du SPD", véritable enfant chéri de l'occupant qui lui assura dès la mi-mai 1945 la disposition d'une maison particulière "-grand privilège dans une ville où soixante pour cent de toutes les maisons avaient été détruites-", contribua évidemment au façonnement du paysage syndical.

Aux antipodes des pratiques soviétiques, qui tendaient à faire assumer par les syndicats nombre de tâches essentielles, épuration des dirigeants nazis en particulier⁽³¹⁾, les Britanniques prirent appui sur un rapport de forces point trop défavorable à la droite du SPD pour réduire à néant l'activité que les velléités de l'aile gauche et du KPD seraient susceptibles d'animer efficacement: le "Comité de Reconstruction" (CR) multipartite constitué dès l'occupation de Hanovre, mais à majorité SPD, chargé de faire face "aux besoins matériels les plus urgents de la population", comptait dans ses rangs de nombreux syndicalistes; considéré comme trop antinazi, il fut dissous le 2 juin 1945, sous prétexte qu'"un nombre croissant de comités s'arrogeaient des pouvoirs qui ne pouvaient être autorisés". "La façon dont les syndicats furent reconstitués à Hanovre montre clairement, estime *Barbara Marshall*, que cela ne se produisit pas spontanément, mais que des fonctionnaires expérimentés de l'ère pré-hitlérienne furent envoyés dans les usines par le Gouvernement militaire sur recommandation du CR". Le paysage weimarien (répartition des forces SPD, CDU héritier du *Zentrum* et KPD) fut, dès mai 1945, entièrement reconstitué dans la réorganisation des Conseils d'ateliers comme dans la formation du "syndicat unitaire" (*Einheitsgewerkschaft*, *EG*). La nomination, le 24 mai 1945, à la tête de l'organisation, d'Albin Karl -dont "la servilité extraordinaire (...) à l'égard des Britanniques" a frappé l'historienne anglaise-, ne désarma même pas les méfiances nourries par l'occupant quant aux dérives possibles d'une action politique et syndicale: le 2 juin, la mesure qui frappa le RC paralysa les activités syndicales au-delà du niveau strictement local, et ce, jusqu'en novembre 1945.⁽³²⁾

Il est difficile d'imputer au caractère borné et réactionnaire des Conservateurs britanniques cette opposition au "syndicat unitaire" qui hantait également les travaillistes. Pour mettre en œuvre une politique allemande qui ne se distingua en rien de celle de leurs prédécesseurs⁽³³⁾, ces derniers ne se contentèrent pas de la confiance placée dans des éléments qui offraient pourtant, du point de vue considéré comme essentiel, toute garantie, tant ils continuaient à redouter les périls d'une organisation unitaire *allemande*, toutes zones confondues, dont communistes et Soviétiques allaient, jusqu'à l'été 1948, demeurer les champions.

Barbara Marshall mentionne un voyage de William Lawther, du Syndicat des Mineurs britanniques, pour convaincre les leaders SPD de renoncer à la centralisation syndicale, en novembre 1945⁽³⁴⁾. Les dossiers consultés au Quai d'Orsay dressent le bilan de la mission syndicale de décembre 1945, liée de façon directe, malgré les fioritures de la langue diplomatique, aux soucis du *Foreign Office* (celui-ci, selon les termes de Massigli, "qui n'a pas été en contact direct avec la délégation, confirme que le Congrès des Trade Unions fera certainement part de ses vues au "Département de contrôle"): le *TUC*, au terme d'un périple allemand qui permit évidemment de fructueux contacts, se prononça officiellement contre "la création d'un seul syndicat unitaire pour l'ensemble de l'Allemagne", mais en faveur de "la formation d'unions autonomes et libres"⁽³⁵⁾. Le *Trade Union Congress* maintint ses relations privilégiées avec les syndicalistes socialistes allemands avant même que le second semestre de 1946 ne vînt consacrer quasi officiellement des échanges jusqu'alors plus discrets: une note de la Direction d'Europe de janvier 1947, fort acerbe sur "la Grande-Bretagne" et la "bonne Allemagne", mentionna la reprise d'échanges sur une grande échelle depuis juin 1946 ("Les visites en zone britannique des membres des Trade Unions et du Labour Party commencèrent en Juin (*sic*) 1946 et furent destinées à explorer les possibilités de liaison avec les syndicats, les partis politiques et les mouvements coopératifs allemands"), mais suggéra des liens bien antérieurs: "depuis les élections anglaises /de juin 1945/ les milieux gouvernementaux n'ont ménagé aucune occasion de s'attirer les sympathies du parti social-démocrate allemand dans la pensée de former avec son concours un écran de caractère réformiste, s'opposant à la pression marxiste"⁽³⁶⁾.

La conjoncture syndicale du début de 1946, illustrée notamment par les élections de février à Berlin et la fondation du *FDGB*, marqua un gauchissement qui allait accentuer l'astucieuse utilisation, par les Anglais et les Américains -les premiers surtout- des veto renouvelés de l'empêcheur officiel d'unité syndicale, l'occupant français. Véritable tournant, par la profondeur des sentiments unitaires parmi les masses ouvrières qu'il révéla⁽³⁷⁾, il incita les Britanniques à faire flèche de tout bois contre les progrès sérieux, via la capitale, de l'unification syndicale: disposant alors de la Présidence de la Kommandatura de Berlin, "le représentant français a, le 11 février, avec l'accord tacite de ses collègues anglais et américain, interdit aux syndicats du Grand-Berlin de participer aux élections syndicales de la zone soviétique"; ceux-ci ont "passé outre à cette injonction" et le bureau, constitué à la fois de délégués du Grand-Berlin et de la zone russe, a été élu. "Nous assistons, câbla Tarbé le 14 février, sur le plan syndical à un effort exactement analogue" à celui conduit "sur le plan des partis", mais "qui peut avoir beaucoup plus de chances de succès"⁽³⁸⁾.

La composition dudit bureau de 45 membres -19 KPD, 18 SPD, 4 CDU, 4 sans parti⁽³⁹⁾- mit en fureur les Britanniques. "A en croire les Autorités britanniques, rapporta Koeltz le 18 février, les élections syndicales allemandes ne reflèteraient pas le sentiment de la classe ouvrière, car elles seraient entachées de violence et de fraude. La social-démocratie, en dépit de son organisation s'effacerait devant le parti communiste, comme elle l'avait fait en 1933, devant le national-socialisme. Les Autorités britanniques s'efforceront de contester la validité de ces élections en regrettant que l'opinion anglaise ne prête pas d'attention à cette question"⁽⁴⁰⁾. Il est vrai qu'à la séance du Conseil de Contrôle du 19 février 1946, le Britannique Hinde se contenta de remarques assez prudentes sur "la fusion" berlinoise ("autant que je le sache, ce n'est pas illégal") il laissa l'Américain Barker prendre, avec le Français de Beauchesne, avant de s'aligner sur eux en fin de séance, la tête du combat contre les syndicalistes berlinois rebelles aux prescriptions occidentales, en particulier contre le communiste Jendretzky, face au Soviétique Smirnov qui jouait les naïfs sur l'origine de l'ire de ses interlocuteurs⁽⁴¹⁾.

Les gouvernants travaillistes furent en effet relativement bridés, dans les débuts de leur collaboration allemande, et plus largement internationale, avec le syndicalisme britannique, par les rapports de forces internes: un très sincère philosoviétisme dominait les milieux ouvriers pendant et au lendemain de la guerre⁽⁴²⁾ et une nette méfiance se manifestait à l'égard des intentions, fort menaçantes pour la puissance anglaise, du capitalisme américain (sentiment qui n'était pas l'apanage, on le verra, de la classe ouvrière). Ces deux données rendaient délicat l'affichage sans précaution d'une alliance avec les Allemands que fondait la crainte des progrès communistes à Berlin et dans le reste de l'Allemagne.

Les initiatives directes de l'équipe Gouvernement- responsables syndicaux *TUC* furent donc précocement complétées par celles qu'autorisa la présence dans la Fédération Syndicale Mondiale, dont le syndicalisme britannique constituait l'élément occidental majeur et fut porté à la Présidence en la personne de Sir Walter Citrine. Ce dernier s'était officiellement prononcé dans la phase fondatrice de la FSM -à la Conférence Internationale des Syndicats de février 1945- en faveur d'un traitement très rude de l'Allemagne, parfaitement conforme aux aspirations majoritaires alors dans les classes ouvrières de l'Europe récemment ou encore occupée (capitulation, désarmement, démilitarisation), et d'un étai syndical solide à une dénazification radicale, par la reconstitution "aussi rapide(...) que possible /d/ un mouvement syndical libre en Allemagne"⁽⁴³⁾. Les envolées lyriques adaptées à l'état d'esprit des masses travaillistes ne résistèrent pas aux impératifs dictés par les liens privilégiés avec le *Foreign Office* et à la poussée communiste au sein des syndicats allemands relevée au début de février 1946: conduisant une délégation de la FSM chargée d'enquêter sur les conditions de la reconstitution syndicale dans toutes les zones d'occupation, Citrine modéra en tous points des conclusions qui eussent incontestablement renforcé le prestige des Soviétiques et de leurs alliés politiques.

Toute prise de position nette sur ce que les enquêteurs avaient vu eût naturellement desservi les Anglais -et les Américains- qui avaient promptement mis un terme aux ardeurs anti-patronales et anti-nazies des Comités d'urgence, dont on a évoqué le cas à propos de Hanovre. Le leader britannique opta donc devant le Directoire du Travail de la Commission de Contrôle quadripartite de Berlin comme devant les auditoires de la FSM pour un flou commode, susceptible de désarmer les suspicions sur des agissements discrets peu propices à la réunification syndicale. Il pesa de tout son poids -fort important dans une FSM où, au nom de l'unité, les Soviétiques cherchaient à faire oublier que leurs effectifs syndicaux auraient pu

leur procurer une majorité automatique ⁽⁴⁴⁾-, pour maintenir le silence public sur une "discussion" animée parmi les responsables de la FSM qui avaient sillonné l'Allemagne occupée: ils avaient débattu "sur le fait de savoir s'il fallait indiquer par le (*sic*) nom, les zones dans lesquelles la Dénazification (*sic*) était bonne et les zones dans lesquelles elle était moins poussée". Citrine obtint donc que ce "rapport provisoire" de la FSM ne contînt que "des conclusions générales", sans mentionner les zones dans lesquelles la dénazification et, en particulier la contribution des syndicats à cette tâche essentielle au regard officiel des Alliés, étaient ardemment poussées. Il devenait ainsi peu dangereux pour les Anglo-Américains que fussent entendus ou publiés les propos, auxquels chacun pouvait moralement souscrire -mais qui, géographiquement situés, eussent été accablants pour l'Occident-, du Président britannique de la FSM, le 20 mars 1946, au Directoire du Travail: Citrine prôna ainsi la "collaboration active des syndicats et des militants syndicalistes à la dénazification, notamment au sein des "Comités de Dénazification" où ils ne devaient pas être placés "en minorité"; il ne précisa pas davantage en quels lieux les nazis paraient en toute quiétude en déclarant: certes, "la reconstruction industrielle de l'Allemagne est importante. Il n'était cependant pas permis de garder un nazi dans un poste dirigeant sous le prétexte que celui-ci était indispensable"; c'est dans le même flou artistique qu'il "attir/a/ également l'attention des Syndiqués sur le fait qui lui a été signalé, d'anciens officiers ou sous-officiers de la Wehrmacht (*sic*) qui étaient acceptés dans les cadres de la police".

La même tactique servit les mêmes buts au coeur du sujet syndical, lorsque Citrine releva que, "dans certaines zones, le développement des Syndicats était bien plus facile que dans d'autres". Manifestement gêné par l'incontournable volonté majoritaire, dans la classe ouvrière allemande, d'une unification syndicale à fort contenu unitaire *national* -quelles que fussent donc les idéologies professées ⁽⁴⁵⁾-, incompatible avec la stratégie britannique, il reconnut une volonté générale de centralisation syndicale -y compris au sein de la FSM qui envisageait "une certaine union des Fédérations d'Industrie des quatre Zones". Mais le représentant officiel de l'organisation internationale omit son mandat au profit d'une proposition qui ne pouvait déplaire à Londres: "certains syndicalistes" souhaitaient que fussent constituées des fédérations industrielles couvrant "les quatre zones", mais "la généralité" convenait qu'une telle formule "ne serait pas pratique dans les circonstances actuelles"; l'idée qui se dégageait le plus généralement était "une union des Fédérations de la Zone"; la volonté de former "un seul Syndicat regroupant toutes les classes et toutes les catégories de travailleurs" avait été abandonnée "après une discussion détaillée", partout sauf "à Hanovre" ⁽⁴⁶⁾. Citrine verrouilla durablement la compromettante enquête de la FSM ⁽⁴⁷⁾, dont les Américains s'offrirent le luxe de sembler réclamer la publication extensive: dès la séance du 20 mars 1946, tandis que le Soviétique ne prononça pas une parole qui eût pu irriter le mandataire théorique de la FSM, l'Américain, auquel la préservation de l'organisation-pont entre l'Est et l'Ouest ne pouvait, et pour cause, inspirer les mêmes scrupules, demanda instamment des précisions sur "les endroits et les zones où certaines constatations furent faites" -sans succès d'ailleurs- et "insist/a/ sur /la/ publication immédiate /du/ rapport provisoire" ⁽⁴⁸⁾.

La différence de comportement relevée ici met l'accent sur des contradictions entre Anglais et Américains que la ferveur anticommuniste ne parvint jamais totalement à effacer. L'extrême méfiance britannique vis-à-vis des "ingérences" tentaculaires américaines que la constitution de la Bizone allait légaliser et amplifier toucha la sphère syndicale bien avant que les laborieuses fusions bizonales de 1948-1949 ne la révélat clairement. L'alliance tactique implicite ou explicite entre Paris et Londres dès le début de 1946, via Citrine et la FSM, pour freiner au maximum la seule reconstitution *zonale* n'eut pas pour fondement essentiel la hantise anticommuniste -malgré les justifications *a posteriori* des Français en 1949. La FSM avait apporté à la France, grâce aux prises de position de Citrine depuis février 1946, une aide très précieuse, reconnut dix-huit mois plus tard l'Ingénieur Ziegel, Chef de la Division du Travail à Berlin: c'est sous la pression du responsable britannique que l'organisation avait prévu que les conférences intersyndicales interzones à réunir prochainement auraient lieu, non pas à Berlin, mais alternativement dans chaque zone; c'est sous la même influence que le rapport de la Commission d'Enquête décida de conserver aux contacts entre syndicalistes des diverses zones un "caractère lâche (*sic*) et officieux" ⁽⁴⁹⁾.

La méfiance britannique ne visait point exclusivement la fusion *quadripartite*, mais aussi la fusion syndicale *occidentale*, et surtout anglo-américaine qui, sur ce plan comme dans

tous les domaines, consacrerait la supériorité écrasante des Etats-Unis, associés à une Allemagne occidentale rendue à la puissance, sur la Grande-Bretagne affaiblie. Les Anglais l'avouèrent dès l'été 1946 tout en enrobant le propos dans l'antisoviétisme de rigueur au *Foreign Office*. Alors que commençaient les négociations bizonales, il ne fait aucun doute que ce n'était pas uniquement parce qu'ils redoutaient la concurrence soviétique ("moins certains, semble-t-il, que les Américains des chances qu'ils ont de concurrencer les Russes, plus exposés aussi au danger russe ou allemand et donc moins prêts à risquer une enchère sans avoir bien considéré toutes les incidences possibles de la partie") que les Britanniques prônèrent une "prudence" qui n'embarrassait pas leurs alliés américains: s'ils se prononçaient en faveur d'une "unification syndicale (...) par étapes (...), une fois le mouvement syndical organisé et convenablement orienté sur le plan local"⁽⁵⁰⁾, c'est que les conséquences de la hâte de leurs alliés-concurrents les menaçaient directement. Dans la mesure où l'orientation "convenable" était assurée en zone britannique depuis les premiers pas du syndicalisme d'après-guerre, le souci, fort compréhensible, on va le voir, de préserver pour la période où les Allemands recouvreraient la souveraineté de solides liens avec "les chefs sociaux-démocrates" -qui faisaient, selon la cruelle expression de Tarbé en novembre 1946, "figure de clients de la Grande-Bretagne"⁽⁵¹⁾-, concerna au cours de la seconde année de l'occupation les Américains bien plus que les Soviétiques.

b) Le cas américain à l'ère de la clandestinité: des difficultés de 1945 aux premiers succès de 1946

La puissance américaine n'épargna en effet naturellement pas l'aire syndicale allemande. L'action conduite avec résolution et précocité emprunta certes des voies discrètes avant que la conjoncture décidément favorable -les élections d'octobre 1946 à Berlin, triomphe officiel de l'antibolchevisme occidental- ne permît à l'AFL d'occuper le terrain avec beaucoup moins de précautions. Par bonheur, pour la période où les archives françaises consultées n'ont guère relevé les traces de cette action clandestine, celles de l'AFL étudiées par Ronald Radosh comblent bien des lacunes.

Le tandem appareil d'Etat-directions syndicales majoritaires ne semble pas avoir éprouvé le flottement ou les difficultés que le rapport des forces britannique interne infligea parfois -avant que la guerre froide n'eût abattu l'aile gauche du travaillisme- à la collaboration du *TUC* et du *Foreign Office*. On sait que l'oeuvre du Département d'Etat s'appuya, à l'heure où le *Congress for Industrial Organization (CIO)*, d'origine plus radicale, comptait parmi les membres fondateurs de la FSM, prioritairement, sinon exclusivement, sur l'*American Federation of Labor (AFL)*. L'organisation ultra-réformiste voyait depuis le début du siècle un rouge dangereux dans tout responsable politique et syndical, fût-il très modéré, que le rapport de forces et les traditions européennes poussaient à user d'un vocabulaire frotté du moindre marxisme verbal⁽⁵²⁾: elle s'inquiéta donc très précocement d'un avenir européen où elle apercevait en tout lieu l'effrayant péril bolchevique, ce qui conféra d'ailleurs d'emblée à son discours les excès manifestes que le Département d'Etat fut ainsi dispensé d'endosser. Il demeure, malgré les pièges du vocabulaire -Washington allait se retrancher volontiers, à propos de l'Allemagne, comme d'ailleurs à propos des colonies des pays alliés, derrière les lamentations de l'AFL sur le sort affreux réservé par les Soviétiques et les Français à leur malheureuse victime allemande-, que c'est à tout moment l'appareil d'Etat américain qui eut la main-mise complète, financière singulièrement, sur les activités internationales de la grande centrale américaine, et *en aucun cas l'inverse*.

On rappellera pour mémoire, l'organisation "européenne" de l'AFL ayant été étudiée à propos du cas français, que la "diplomatie Lovestone", selon les termes de Ronald Radosh⁽⁵³⁾, fut mise sur pied, dans l'ignorance totale du dossier par les syndiqués américains concernés, pendant la guerre: Matthew Woll, placé à la tête de la "Ligue du Travail pour les Droits de l'Homme" (*Labor League for Human Rights*) fut chargé des liens avec les "dirigeants ouvriers démocratiques" -c'est-à-dire non ou plus précisément anti-communistes- exilés et avec "les organisations clandestines de l'Europe occupée" de même appartenance; l'étape suivante consista en la création, lors du Congrès de l'automne 1944, d'un "Comité des Syndicats Libres" (*Free Trade Union Committee*) explicitement voué à la croisade anticommuniste. Le tout, constitué en "corps indépendant" échappant à tout contrôle des adhérents, instrument des cercles syndicaux dirigeants de New York, fut placé sous la responsabilité d'un "secrétaire

exécutif", d'abord Abraham Bluestein, puis Jay Lovestone, transfuge du communisme animé d'une extraordinaire haine ou obsession à l'égard des convictions de sa jeunesse.

Aux côtés de ce dernier, véritable symbole de l'ardeur et de l'extrême efficacité de l'inlassable action scissionniste du syndicalisme américain depuis la guerre, se tint aussitôt ou presque l'infatigable Irving Brown, ami de longue date (ils avaient, dans les années trente, animé de concert, au sein du Syndicat de l'Automobile, l'*United Auto Workers*, un groupe chargé de débusquer et de vaincre les militants communistes). "Brown avait déjà travaillé en Europe comme Directeur de la Division du Travail et de la Main-d'oeuvre de la *Foreign Economic Administration* (...) d'avril à septembre 1945". Cette mission aussitôt achevée, Brown, qui "partageait l'inquiétude de Lovestone quant aux progrès du communisme dans le mouvement ouvrier européen (...) accepta immédiatement" sa proposition "de faire du travail pour le *FTUC* en Europe". C'est ainsi que la cheville ouvrière des scissions européennes et maghrébines, future "bête noire" des "unitaires" de la CGT française⁽⁵⁴⁾, prit du service pour un bail de "dix-sept ans" qui allait en faire "le plus important artisan" de la stratégie syndicale américaine en Europe occidentale. Il va sans dire que la tâche assignée à Irving Brown - "l'aide à la constitution de syndicats du type *AFL*"-, supposait, outre sa routine antibolchevique, que les alliés ainsi protégés et portés au pouvoir syndical, ralliassent "les travailleurs européens /au.../ soutien des objectifs de la politique étrangère des Etats-Unis". Le *FTUC* fut exclusivement peuplé d'hommes pareillement liés au "Gouvernement des Etats-Unis" -tel Joseph Keenan, secrétaire de la Fédération ouvrière de Chicago, promu au poste de "conseiller du Travail du Général Clay"- et au "Bureau EUR-X du Département d'Etat, petite unité chargée du renseignement sur le mouvement communiste international". L'organisme fut d'emblée logiquement financé par les fonds de l'Etat auquel tout le rattachait⁽⁵⁵⁾, d'une façon assez spectaculaire pour attirer vivement l'attention des diplomates français lorsque ses émissaires entameraient leurs voyantes missions européennes, à partir de l'automne 1946.

Traditions syndicales -la puissance numérique et le caractère fort conservateur de l'*ADGB*- et amples projets américains relatifs au rôle de la partie occidentale de l'Allemagne dans l'Europe d'après-guerre assignèrent naturellement au secteur allemand des activités internationales de l'*AFL* une importance décisive. L'action précocement conduite ne fut pas totalement exempte de contradictions entre appareil d'Etat au sens strict et instruments syndicaux. Ceux-ci furent évidemment gênés, par les insuffisances, voire les réelles contradictions, en matière syndicale, de la politique américaine, *dans les premiers mois de l'occupation*. D'une part, on y reviendra, le Gouvernement militaire comptait, notamment au sein des services du Travail, des éléments sincèrement anti-nazis -minoritaires sans doute, mais plus nombreux que dans la zone britannique. Ces derniers, pour tenter de purger l'Allemagne de son nazisme enraciné, n'étaient donc pas hantés par l'urgence ou l'exclusivité antibolchevique que revendiquait l'*AFL*. Le problème, il est vrai, fut promptement résolu par l'élimination de ces indésirables, pratiquement achevée à la fin de 1945. D'autre part, la ligne Murphy-Donovan s'appuyait prioritairement voire uniquement sur la droite de l'ancien Zentrum⁽⁵⁶⁾: or, c'est *essentiellement* du SPD que les Américains, comme les Britanniques, avaient besoin pour reconstituer de solides syndicats résolument anticommunistes, et non de la CDU, compte tenu de sa faiblesse dans cette sphère. Le groupe "international" de l'*AFL* largement représenté en Allemagne s'irrita donc de la défiance qu'inspirait aux financiers américains (qui formaient le gros des effectifs) du Gouvernement Militaire toute activité ouvrière, fût-elle guidée ou canalisée par des chefs raisonnables et compréhensifs.

Véritable quadrature du cercle, le problème allait conférer à la politique syndicale des Occidentaux, au moins pendant quelques mois, une incohérence apparente, reflet d'hésitations légitimes: l'activité syndicale précoce, sur des bases militantes antinazies prioritaires, très mobilisatrices pour des travailleurs qui n'avaient guère de sympathie pour les gros bonnets bénéficiaires voyants du régime hitlérien, risquait de redonner "des muscles fermes et des joues roses"⁽⁵⁷⁾ au KPD; on ne voit donc pas comment les gouvernants américains, comme leurs homologues britanniques, pouvaient esquiver la nécessité -pendant le temps nécessaire à la préparation d'un terrain plus favorable- de verrouiller l'activité syndicale. Cet impératif catégorique gêna effectivement à certains égards les mandataires syndicaux de la politique américaine; la contradiction majeure de cette tactique inévitable, dénoncée par Brown en 1945, était bien sûr de laisser au syndicalisme de zone soviétique, mais aussi de Berlin, "un substantiel avantage", numérique notamment, "sur les organisations des autres zones"⁽⁵⁸⁾. On ne saurait cependant exagérer de telles divergences: d'une part, dans la mesure où l'efficacité

de l'oeuvre occidentale écarta rapidement, avec une certitude absolue vers la fin de 1946, la perspective d'une unification syndicale des quatre zones, l'argument polémique perdait largement son objet; d'autre part et surtout, le seul statut de dépendance financière exclusive des représentants de l'*AFL* contint leurs critiques acerbes dans les strictes limites, fort peu gênantes pour les responsables américains de Berlin et de Washington, de la surenchère anticommuniste.

Dès les premiers mois de l'occupation, une sérieuse épuration à rebours fut entreprise pour chasser des rangs des responsables des questions du Travail les brebis galeuses considérées, en raison des priorités de l'heure qu'elles avaient mal comprises -l'antinazisme plutôt que l'anticommunisme-, comme susceptibles de sympathies pour les "rouges". C'est ainsi que ne furent maintenus en Allemagne que les éléments de la droite du *CIO* -la tendance Reuther- qui ne risquaient pas de s'opposer à l'action de l'*AFL*. Les dossiers du Quai d'Orsay concordent parfaitement sur ce point avec ceux des archives syndicales consultées par Radosh sur les circonstances de la promotion de l'*AFL* dans les rangs du corps d'occupation: l'*OCC* ou *COC* mentionnée plus haut pour ses relations de guerre avec les anciens dirigeants syndicalistes allemands, composée de responsables syndicaux américains "et particulièrement" du *CIO*, fut dès l'occupation qualifiée par le Haut Commandement de "mission politique "imposée" par le Président Roosevelt". L'"organisation "de gauche"'- au sens français du terme selon le chargé d'affaires français à Berne- subit immédiatement les assauts du Conseiller politique d'Eisenhower (puis de Clay) Murphy, "qui disposait d'une organisation semblable à celle du (*sic*) *OCC* ou du *COC* mais poursuivant un but politique extrêmement différent". La lutte dura quelques mois, au cours desquels les membres du groupement se partagèrent entre le retour aux Etats-Unis et le maintien en Allemagne, avant l'estocade finale de la fin de 1945 et des premiers mois de 1946: en décembre, l'*OCC* avait cessé toute activité; après le départ de ses chefs, "les amis de M. Murphy s'empressèrent de "saper" les positions de tous les anciens agents du *OCC* (...) maintenant /juin 1946/ congédiés les uns après les autres et renvoyés en Amérique. On croit que cette "offensive" de la ligne Murphy contre les milieux syndicalistes américains en Europe ne sera pas sans conséquence sur la politique américaine d'occupation" ⁽⁵⁹⁾.

Il ressort de la lecture de l'ouvrage de Radosh que "la ligne Murphy" dut beaucoup à la collaboration entre Brown et l'équipe formée par Frank J. Mc Sherry, Directeur de la Division du Travail du Gouvernement militaire, l'un de ses directeurs adjoints, le Lieutenant-Colonel George Cassidy, "partisan "de régler soigneusement les syndicats pour les rendre démocratiques"" et leur "chef des conditions et relations de travail", le Capitaine Henry Rutz, "ancien secrétaire du Syndicat international des Typographes", qui allait en 1946 "représenter Brown et l'*AFL* en Allemagne". Le groupe fut sans répit stimulé par Brown, qui suspectait absolument partout -véritable Mc Carthy du syndicalisme-, dès que se dressait la moindre difficulté, souvent totalement indépendante d'intentions progressistes ou communistes, contre ses ambitieux projets, la main des rouges ou de leurs sympathisants. Brown, en contact évident avec les éléments anticommunistes allemands dès le printemps de 1945 au plus tard (il n'ignorait rien des premières réunions syndicales tenues, en avril 1945, à Francfort), interpréta la politique américaine des premiers mois, qui -comme la britannique et pour les mêmes raisons fort peu propices aux progrès du communisme- "décourageait et même interdisait l'organisation syndicale", comme le signe d'une sympathie clandestine pour l'ennemi: ainsi présenta-t-il l'autorisation donnée à l'élection de délégués d'ateliers dans les usines -alors que tout regroupement syndical au-delà de ces limites demeurait strictement prohibé- comme ""donn/ant/ l'avantage aux communistes dans la prise de contrôle des organisations locales d'usines. En l'absence de dirigeants expérimentés et de conseils", il n'était pas "difficile pour un petit noyau communiste de prendre le contrôle"". Les services trouvés sur place n'échappèrent naturellement pas à l'accusation d'"infiltration communiste". Peu soucieux des contradictions de son argumentation, il tonna contre les prétendus infiltrés, "qui s'opposaient à "toute renaissance de l'organisation syndicale pour le moment, même à l'échelon local""; fustigea, sans les nommer, ""les fidèles du Parti (*Party-liners*) de la Division de la Main-d'oeuvre /qui/ étaient déjà là" lorsque Mc Sherry prit son poste". Ce dernier même, "honnête (...) mais (...) un peu naïf", n'échappa pas à tout reproche. Brown et les siens passèrent en effet une partie non négligeable de leur temps à justifier leur présence sur place et l'importance des fonds qui leur étaient alloués par l'ampleur de la tâche à accomplir: non seulement dans les syndicats allemands, où l'influence des "vieux leaders socialistes" leur

paraissait toujours menacée par les rouges déclarés, mais aussi dans le Gouvernement militaire où il convenait d'assainir radicalement une "politique américaine (...) "formulée, selon les termes de Bluestein en décembre 1945, par un groupe de communistes et de compagnons de route (*Fellow Travellers*) de l'Armée""⁽⁶⁰⁾.

Il semble que l'inquiétude américaine ait été au moins en partie fondée en 1945. Certes, à l'inverse de la litanie de Brown, Rutz et autres animateurs de l'oeuvre syndicale passant du Gouvernement militaire à des postes officiellement offerts par l'AFL, l'appareil d'Etat en place en Allemagne ne fut pas truffé de communistes clandestins -absurdité qui ne résiste pas à la consultation des archives, françaises notamment. Le seul reproche que l'équipe Brown pût valablement adresser à certains éléments du corps d'occupation chargé des questions du Travail, très vite délesté, on l'a vu, de ses éléments les plus progressistes, fut peut-être une tendance à l'anti-nazisme qui freinait leur obsession, absolument univoque au sein du *FTUC*, du péril bolchevique. L'AFL, pour sa part, à l'image d'ailleurs des milieux gouvernementaux américains, ne manifesta jamais la moindre crainte "d' enrôler des sympathisants nazis"⁽⁶¹⁾, pourvu que l'une et les autres s'accordassent sur les objectifs de la commune croisade. Des enquêtes Gallup révélèrent, à l'été 1945, que "le parti communiste, le seul fortement organisé, a, dans la zone américaine, une influence prépondérante et y jouit des plus larges sympathies"⁽⁶²⁾. Il semble bien en effet que, dans la classe ouvrière de la zone américaine, le mot d'ordre de "démocratie de fond en comble (*from the bottom up*)", destiné, notamment en Bavière, "à empêcher les vieux dirigeants socialistes de prendre la direction des syndicats" -"un slogan, *fulmina Bingham en novembre 1945*, avec lequel ils ont complètement possédé Mc Sherry"- ait reçu un bon accueil.

Situation réellement inquiétante? Exagération manifeste pour obtenir davantage de moyens? Rutz, encore représentant du Gouvernement, se lamenta en septembre 1945 à l'attention de George Meany -alors Trésorier de la Centrale- que "l'occasion de reconstruire un mouvement syndical allemand démocratique /fût/ bel et bien en train d'être perdue". De Paris, à la fin de novembre, Marksheffel réclama des subsides pour permettre le retour en Allemagne de socialistes émigrés et redonner des forces à ceux qui "avaient organisé un contre-groupe" voué au combat contre les membres de l'organisation "Allemagne libre, liée à la CGT française et considérée comme communiste par l'AFL": "si le secteur socialiste du mouvement syndical allemand en cours de constitution n'est pas renforcé", appuya-t-il, "l'influence des communistes dans l'avenir immédiat reste (*sic*) écrasante". Fin 1945, l'AFL stigmatisait plus que jamais "la politique pro-communiste de Mc Sherry" et les "pro-communistes" -autre façon de désigner les membres *CIO* de l'équipe du Travail non encore réexpédiés outre-Atlantique-, avec l'aide des éléments les plus droitiers de ce dernier syndicat, tel Newman Jeffrey, responsable de l'*UAW*, "membre du groupe de Walter Reuther", soutenu par l'AFL comme "vigoureusement opposé aux communistes" et qui dut, en décembre, quitter la Division du Travail tant ses pratiques juraient avec "la politique officielle suivie par le groupe de contrôle américain en Allemagne". "Le caractère sérieux de la situation conduisit l'AFL à envoyer Irving Brown en Allemagne".

Les grandes manoeuvres semblent avoir été entamées "au début de 1946" par des discussions qui eurent lieu "en Grande-Bretagne" entre le représentant du *FTUC* en Europe et une délégation de responsables syndicaux allemands SPD "conduite par Erich Ollenhauer". C'est à partir de ce moment que le SPD, sous sa forme syndicale, reçut régulièrement et massivement les fonds considérables et les faveurs du Gouvernement militaire qui allaient accomplir la remise en selle menacée dans la période précédente. L'aide financière fut fournie sous les deux formes indissociables du financement des activités proprement syndicales et de l'entretien matériel privilégié des obligés syndicaux des Américains. Ce dernier trait du soutien américain, qui frappa beaucoup les observateurs diplomatiques français, constitua, qu'on le veuille ou non, un fondement au moins aussi solide que les communes convictions idéologiques de la très durable collaboration politico-syndicale germano-américaine.

L'AFL lança dès le début de 1946 une grande offensive dont la tonalité idéologique, comme de coutume, insistait sur la nécessité de ne point se laisser distancer par l'ennemi. Il fallait désormais bannir toutes les timidités et les blocages maintenus vis-à-vis du syndicalisme en donnant toutes les chances à des dirigeants absolument sûrs. "Pour construire des syndicats anticommunistes", le Gouvernement militaire devait restituer d'urgence aux anciens syndicats socialistes les fonds, les imprimeries et les locaux confisqués naguère par les nazis; pour leur part, "les représentants soviétiques (*sic*) avaient des voitures, de

l'équipement de bureau, du papier et des imprimeries. Empêcher les syndicalistes occidentaux de bénéficier du même genre d'équipement signifiait abandonner les travailleurs allemands au communisme". Cette question constituait une "priorité-clé". Le second aspect des subventions ne fut pas davantage négligé: dans le cadre plus général de la politique des distributions charitables à la "pauvre Allemagne" conduite à grande échelle depuis les premiers mois de 1946⁽⁶³⁾, l'AFL demanda au Secrétaire d'Etat Byrnes, le 3 juin, "de changer la politique américaine pour permettre aux amis des familles allemandes d'envoyer des colis alimentaires". C'est le secrétaire (AFL) au Travail de Clay, Joseph Keenan, qui se chargea de l'entreprise, pour laquelle il requit en juillet, l'aide, à titre permanent dorénavant, d'Henry Rutz (qui avait rejoint les Etats-Unis après sa mission officielle à la Division de la Main-d'oeuvre) en Allemagne et de Brown comme représentant général de l'AFL en Europe. "Les représentants de la centrale à travers l'Europe", selon un rapport d'août 1946 de l'économiste Boris Shiskin plaisamment intitulé "les activités d'éducation de l'AFL parmi les "syndicats étrangers"", "avaient préparé les listes d'articles dont les/dits/ syndicats avaient besoin".

A l'été 1946, avant même donc que la coalition Washington-Gouvernement militaire de Berlin-AFL n'eût revêtu le caractère officiel qu'allait lui conférer la conjoncture automnale, l'avenir de la zone américaine avait cessé d'inquiéter -fût-ce à titre purement tactique- les artisans de la reconstitution syndicale. Le "Comité des Relations ouvrières internationales" (*International Labor Relations Committee*) réuni début août reconnut que "le Général Clay avait répondu /aux/ demandes /des.../ agents de l'AFL": la réorganisation syndicale s'effectuait à meilleure allure et "les nouveaux syndicats ressemblaient à certains de leurs prédécesseurs dirigés par les socialistes allemands. Dans les nouvelles fusions zonales, les communistes contrôlaient moins de dix pour cent des syndicats". Clay avait ordonné la restitution des propriétés saisies et prescrit l'octroi aux "bonnes" directions syndicales des voitures, des pneus et de l'essence nécessaires à leurs activités. "Keenan put faire état de l'envoi de trois cents colis alimentaires par mois aux dirigeants syndicaux allemands, pour un montant de trois mille dollars".⁽⁶⁴⁾.

c) Premiers succès américains: le second semestre de 1946

C'est évidemment cet optimisme ou plutôt cette assurance à tout épreuve qui motiva l'allant américain -lequel assombrit tant les représentants de la France en 1946 et enthousiasma peu les Britanniques, à la veille de la formation de la Bizone- dans la réorganisation syndicale à l'échelon zonal. Le terrain syndical, peu sûr à l'époque du troublant épisode de la fusion berlinoise (février), avait retrouvé une solidité qui incitait à l'audace. La France, qui avait apprécié que les Anglo-Saxons, officiellement ralliés aux prescriptions syndicales de Potsdam, soutinssent sans l'avouer ses efforts répétés contre la reconstitution unitaire, s'inquiéta franchement des développements de l'été 1946.

Le Directoire du Travail de Berlin avait été chargé, après l'enquête de la FSM et les "incidents" de la fusion syndicale de Berlin, de "préparer un nouveau projet" qui fut présenté le 20 juillet par le Comité spécial désigné à cet effet: formellement rassurant, le texte prévoyait que le syndicalisme fût préalablement à toute initiative à l'échelle quadripartite développé "à l'intérieur de chaque zone" et que l'autorisation des unions ou fédérations interzones fût "réservée à l'Autorité Alliée de contrôle", ce qui revenait à subordonner le dossier au droit de veto des Commandants en chef. Les Français pensaient alors pouvoir "profiter" des nouvelles dispositions anglo-saxonnes et des craintes soviétiques relatives au projet de fusion (générale) bizonale pour bloquer l'évolution centraliste. Il fallut déchanter aussitôt, les Américains, comme "les Russes", rapporta Tarbé le 30 juillet, montrant la volonté -et désormais la capacité- de "faire du syndicalisme allemand un moyen d'action politique important qui leur permette d'exercer une action efficace sur l'évolution du pays"⁽⁶⁵⁾. Si les Américains maintenaient bien leur opposition discrète à la fusion quadripartite, ils avaient totalement renoncé à leurs hésitations du début face aux "amalgamations" au niveau zonal.

Véritable test de la conjoncture générale, la situation berlinoise les avait inquiétés en février; au fil des mois d'une action politico-syndicale menée sans relâche et avec des moyens matériels considérables, elle devint au contraire le signe avant-coureur du triomphe -non seulement d'ailleurs sur les Soviétiques, mais encore sur "le commissaire-priseur anglais"- de la stratégie américaine. Les élections municipales d'octobre 1946 à Berlin, véritable "victoire anglo-saxonne sur les soviétiques (*sic*)"⁽⁶⁶⁾, minutieusement préparée et attendue, obtenue via le SPD, (héritier au sens plein du terme d'un nationalisme et d'un antisoviétisme violemment

antislave qui avaient fleuri sous le régime précédent ⁽⁶⁷⁾), marquèrent une étape non moins décisive en matière syndicale. Les Français lièrent immédiatement le succès occidental écrasant du 20 octobre au sort du débat syndical quadripartite du 24: les trois autres, câbla Noiret aussitôt, exigèrent que ne fût désormais apportée "aucune restriction à l'extension des fédérations des syndicats même sur la base de l'Allemagne entière". Sans doute les partisans, plus ou moins sincèrement convaincus, de l'unification syndicale allemande, purent-ils continuer à imputer les obstacles à l'entreprise dressés par l'inlassable veto français -qui fit, selon l'immuable rite observé depuis un an, "retir/er la/ question (...) de l'ordre du jour" ⁽⁶⁸⁾. Le résultat du scrutin municipal ne fut "pas, *comprit Seydoux*, étranger à la fermeté de l'attitude anglo-saxonne": "nos Alliés occidentaux" ont désormais acquis "le sentiment d'être assez forts pour prétendre contrôler, par le truchement des syndicats, l'ensemble de la vie ouvrière allemande, et de n'avoir pas à craindre sérieusement dans ce domaine, la concurrence soviétique" ⁽⁶⁹⁾.

La sortie partielle de la clandestinité allemande de l'AFL correspondit précisément au triomphe conjoint du SPD et des Etats-Unis à Berlin: c'est à son Congrès d'octobre 1946, à Chicago, que la centrale rendit publiques les intentions germano-européennes jusqu'alors écartées des tréteaux, "témoign/ant, selon les mots pudiques de Francis Lacoste, / de son intérêt croissant /pour le / syndicalisme européen, et de son souci de contrebalancer, dans les milieux ouvriers, l'influence de la Fédération Syndicale Mondiale". Ouvrant l'ère des proclamations tonitruantes contre la FSM et le bolchevisme infiltré en Allemagne, William Doherty, Vice-Président de l'AFL, tint dans les premiers jours de novembre des propos fort remarquables sur le passé et l'avenir immédiats du syndicalisme occidental (sans préjudice de propos généraux sur l'Allemagne qui rappelaient à coup sûr le mandat de porte-parole du Département d'Etat assigné à la centrale ⁽⁷⁰⁾): il annonça l'ouverture prochaine par l'AFL d'un bureau permanent en Allemagne, dont "M. Henry Rutz, ancien chef de la main-d'oeuvre du Gouvernement militaire, avait déjà quitté New York pour (...) prendre la direction". Lui-même avait effectué à Berlin, en compagnie d'Israel Feinsberg, Vice-Président de l'Union Internationale des Travailleurs de la Confection pour Femmes et d'Anton Jakobs, de l'Union Internationales des Bouchers, un séjour de dix jours: il avait "été frappé par l'esprit "éclairé" et "démocratique" (*les guillemets sont de Lacoste*) des syndicalistes allemands", au bénéfice desquels il réclamait donc "des allocations plus larges de papier, de matériel d'imprimerie et d'automobiles". L'AFL pour sa part "désir/ait/ participer activement à une fédération mondiale des "syndicats libres et démocratiques" à laquelle pourraient bientôt se joindre les syndicats allemands" ⁽⁷¹⁾.

A l'époque même où se réunit, en novembre 1946, à Mayence, la première conférence interzones, sous l'égide de la FSM, la lutte s'intensifia ouvertement et une véritable course de vitesse s'engagea entre cette dernière et l'AFL. Tandis que la délégation Doherty -la première officielle de l'après-guerre- "tent/a/ d'assister à cette conférence, soutenu/e/ par les Américains", le Secrétaire général de la FSM Louis Saillant (ancien confédéré que les aléas de l'après-guerre, particulièrement l'antipathie pour la scission ouvrière et pour le Plan Marshall allait rallier aux unitaires de la CGT ⁽⁷²⁾) demanda l'adhésion des syndicats allemands à la Fédération ⁽⁷³⁾. Le bureau exécutif tenu à Paris, vers la mi-décembre, mit officiellement la question à l'ordre du jour, les modalités devant être discutées au prochain Congrès de la FSM, prévu à Prague pour juillet 1947 ⁽⁷⁴⁾.

Les envoyés de l'AFL sillonnèrent désormais l'Europe sans séparer leur croisade proprement allemande du combat contre la FSM, à l'avenir de laquelle le sort du syndicalisme allemand était étroitement lié.

II VERS LA FUSION SYNDICALE TRIZONALE: COMBATS D'ARRIERE-GARDE FRANÇAIS ET OFFENSIVE AMÉRICAINE 1947-1949

A. LE SYNDICALISME BIZONAL: LES ÉLÉMENTS DU CONSENSUS DES ANGLO-AMÉRICAINS: UN SYNDICALISME ANTICOMMUNISTE, PARAVENT DE LEUR STRATÉGIE "ALLEMANDE"

1947 confirma l'ampleur du succès anglo-américain dans la constitution d'un syndicalisme modéré et anticommuniste. Ce fondement du consensus entre Anglais et Américains ne supprima aucunement leurs graves divergences, qui traduisaient des conflits autrement plus larges que la question de l'orientation idéologique des syndicats allemands (au

premier plan, la lutte pour le contrôle économique d'une Allemagne bientôt reconstruite et souveraine).

1. La zone britannique

A première vue, les convergences l'emportèrent, qui oeuvraient en faveur d'un syndicalisme raisonnable et redoutant plus que tout la mobilisation des masses ouvrières. La victoire assurée dès les débuts de la reconstitution syndicale atténua les réserves de 1945-1946 vis-à-vis d'organisations dépassant le cadre local. Londres cessa donc de s'opposer au regroupement des fédérations zonales, acquis au Congrès de Bielefeld des 22-25 avril 1947⁽⁷⁵⁾. Les Britanniques, malgré la concurrence, ou plutôt la surenchère des Américains, purent comme ces derniers masquer des aspects essentiels -fort peu idéologiques ou syndicaux- de leur stratégie économique derrière les prises de position de "leurs" syndicalistes. Ceux-ci avaient pu annoncer à leurs mandants des mesures de nationalisation dont tous les auteurs ont souligné l'écho dans les deux premières années de l'après-guerre⁽⁷⁶⁾ et qui contribuèrent évidemment au succès du recrutement syndical, avec le concours verbal de l'occupant travailliste: le premier Secrétaire travailliste aux Affaires allemandes (jusqu'en avril 1947) John Hynd, qui, à ce poste, selon les propos acides de Massigli, "se consacra avec prédilection aux problèmes de l'organisation syndicale"⁽⁷⁷⁾ et qui ne renonça pas à sa passion dans la période suivante⁽⁷⁸⁾, promit à la fin de 1946 que, quelles que fussent les modalités des "mesures de socialisation qui /étaient/ sur le point d'être prises, (...) en tous cas une influence considérable serait réservée aux syndicats"⁽⁷⁹⁾.

Les chefs SPD de ces derniers furent cependant incités à mettre en sourdine les revendications de nationalisation ou "socialisation" de la Ruhr⁽⁸⁰⁾ -dont la revendication officielle travailliste dissimulait *seulement* la vive concurrence avec Washington quant aux bénéficiaires, américains ou britanniques, de la restitution des mines et grandes usines à leurs propriétaires allemands: personne ne crut à Paris que le leader du SPD Schumacher, porte-parole du Parti autant que des syndicalistes social-démocrates, eût pu innocemment déclarer, à Londres précisément, "à Transport House que les autorités britanniques ne devaient pas se hâter d'adopter des mesures qui auront moins de chances d'être acceptées par la population si elles sont imposées par la puissance occupante que si elles étaient prises par les autorités allemandes elles-mêmes"⁽⁸¹⁾. Les Français n'ignoraient pas, et l'écrivirent souvent dès les premiers mois de 1947, que les intérêts passés⁽⁸²⁾ et à venir de "la City" en Allemagne, particulièrement dans la Ruhr, écartaient résolument la perspective (si lénifiante pour les salariés allemands auxquels il ne demeurait des espoirs de transformation sociale de 1945 que ce lambeau) de transformation des bastions du capital allemand en propriété publique assortie de réelle participation ouvrière à la gestion⁽⁸³⁾.

De même les Britanniques imputèrent-ils volontiers aux récriminations des syndicats contre les démontages d'usines toujours baptisées "pacifiques" une opposition aux réparations qui ne datait point de la guerre froide -mais du premier après-guerre⁽⁸⁴⁾ - et qui ne devait rien au risque sans trêve invoqué d'allumer une colère ouvrière synonyme de subversion bolchevique⁽⁸⁵⁾. Steel, alors Conseiller politique de Robertson, avoua à l'occasion -ainsi le 1er novembre 1947 devant Seydoux- que même sur ce sujet, l'initiative demeurait dans les mains du Pygmalion britannique et non dans celles des syndicats dont on prétendait redouter les réactions: "Nous savons que nous pouvons compter sur leur compréhension; ils nous le prouvent encore ces jours-ci en marquant vis-à-vis du plan des démontages une hostilité beaucoup moins accusée que les partis politiques"⁽⁸⁶⁾.

Les Français ne manquèrent pas de relever l'étroitesse des relations entre les Britanniques et les dirigeants SPD que ceux-ci avaient depuis 1945 hissés à la tête des syndicats de leur zone, lorsque la croisade en faveur de la "pauvre et bonne Allemagne" sortit de la clandestinité où elle se trouvait confinée avant la déclaration officielle de la guerre froide. 1947 écarta à cet égard les antiques pudeurs, que l'an de grâce 1948 bannit absolument. Paris n'eut que le choix entre la démagogie des responsables de la politique allemande -de Bevin à Robertson en passant par l'ineffable Secrétaire aux Affaires allemandes, Lord Pakenham⁽⁸⁷⁾- et celle des dirigeants syndicaux britanniques qui ne cachaient plus leurs rapports privilégiés avec leurs homologues allemands: "discours extrêmement brutal" de Bob Edwards, du Syndicat ouvrier de la Chimie à la conférence zonale ouvrière d'usines de Hanovre à la fin d'octobre 1947 revêtant la reconstruction prioritaire de l'Allemagne absoute et souveraine des atours de la solidarité prolétarienne⁽⁸⁸⁾; échanges germano-britanniques

considérablement développés, sous l'égide de l'Etat britannique, Lord Pakenham en tête, depuis l'été 1947, tel, en juillet, le voyage de huit jours de "mineurs britanniques dans la Ruhr", organisé par le *National Coal Control* pour "inaugurer" -on avait de longue date franchi l'étape des prémices- "des contacts entre les mineurs allemands et anglais" ⁽⁸⁹⁾; congratulations mutuelles qui, avant même l'ouverture de la crise dite "blocus de Berlin", avaient atteint des sommets, décrits avec une rage à peine contenue par les formes diplomatiques et un sentiment d'impuissance absolue, par Seydoux, dans un long courrier du 1er mars 1948.

Entre autres domaines ouverts à la "croisade à la fois humanitaire et intéressée /de/ l'Angleterre" en faveur d'une Allemagne outrageusement flattée "dans /son/ désir (...) de recouvrer à la fois son unité centralisée et son brevet de citoyenneté mondiale", la sphère syndicale brillait de tous ses feux: "mentions amicales" des syndicats allemands faites par Attlee, Bevin et Pakenham dans leurs récents discours officiels au cours des "deux derniers mois, à un rythme croissant"; réception "tout récemment (...) au Foreign Office" des leaders syndicalistes de la zone britannique "par Lord Pakenham, qui leur a transmis les "chaudes félicitations" de M. Bevin pour leur attitude au cours de la dernière crise du ravitaillement"; "grande activité particulièrement à Hambourg, à Kiel et dans la Ruhr" des Sociétés de secours, telle "Save Europe Now", venues visiter tous les types d'établissements publics et privés pour "distribuer les dons" recueillis en Grande-Bretagne, tandis que, parmi bien d'autres catégories de la population allemande, des représentants syndicaux parcouraient la Grande-Bretagne "pour prendre solennellement possession des dons" accumulés; "cours de rééducation démocratique et de rééducation professionnelle" offerts "récemment" aux prisonniers de guerre par une équipe allemande composée notamment de "représentants syndicaux".

Cette infatigable "campagne de réhabilitation" ⁽⁹⁰⁾ fut menée parallèlement avec une croisade anticommuniste, scandée par les déclarations péremptoires de Robertson, que les dirigeants SPD cautionnèrent sans toujours perdre le sens des limites de l'idéologie. Le discours déchaîné contre le communisme et pour le Plan Marshall que le Commandant en chef prononça le 7 avril 1948 devant la Diète de Rhénanie-Westphalie inspira à "l'un des chefs syndicalistes qui assistaient à la séance" un commentaire plein de bon sens: "un peu plus de matière grasse, un peu plus de viande (...) eut (*sic*) fait beaucoup plus notre affaire" ⁽⁹¹⁾. Quoi qu'il en fût de ce constat de l'incapacité de l'idéologie à tout régler, l'alliance contractée depuis 1945 demeura robuste. Les Français avaient à l'automne 1947 décrit les leaders syndicaux comme fort dociles à l'occupant, tel "le personnage le plus important" de la zone concernée en ce domaine, "Hans Böckler (...) un vieux syndicaliste, habile et entièrement soumis aux autorités britanniques" ⁽⁹²⁾. La démagogie britannique en faveur du SPD, animateur et bénéficiaire du jeu berlinois (davantage encore que la CDU) à l'époque du "blocus" et dont le triomphe aux élections du 5 décembre 1948 ne fut pas "dû à un programme socialiste, mais simplement au fait que les discours de Neumann et de Reuther (*sic*) /furent/ les plus violemment nationalistes" ⁽⁹³⁾, consolida les relations entre Britanniques et leaders social-démocrates allemands des sphères politique et syndicale. L'entreprise relevait de l'urgence et de la nécessité d'autant plus que le challenger américain n'avait en ce domaine pas l'intention de céder du terrain à l'allié-adversaire britannique.

2. Le syndicalisme à l'américaine

La fin (partielle) de la clandestinité de l'action américaine amplifia considérablement les efforts de l'équipe AFL-Départements d'Etat et de la Guerre -auxquels se joignit à partir de 1948-49 l'*Economic Cooperation Administration*, responsable du Plan Marshall ⁽⁹⁴⁾. La démagogie pro-allemande de l'AFL, chargée de clamer ce qui ne s'avouait encore, en matière de reconstitution prioritaire de l'Allemagne, que dans le secret des services de l'Etat américain, ne connut plus de bornes dès les premiers mois de 1947: ses représentants, au retour de leur "voyage d'études en Allemagne, ont fait, *rapporta Bonnet le 7 janvier*, de nombreux appels à la solidarité internationale pour soulager la misère actuelle du peuple allemand, et présenté une centralisation de l'administration s'appuyant sur les syndicats comme le seul espoir de faire de l'Allemagne un "rempart contre le totalitarisme" ⁽⁹⁵⁾.

La situation syndicale put encore susciter certaines craintes, notamment à Berlin au début de 1947, où "le syndicat unitaire pro-communiste l'emporta par 300 contre 75 sièges". Les progrès des syndicalistes communistes "dans le charbon, les transports et la métallurgie"

engendrèrent la rituelle accusation de Brown ("la victoire était due (...) à la politique pro-communiste de la Division du Travail du Gouvernement militaire américain")⁽⁹⁶⁾. Des grèves, entamées par celle des mineurs de la Ruhr en mars, surgirent au printemps de 1947, à la fois du mécontentement social ("l'insuffisance indiscutable des rations alimentaires et la pratique simultanée de diverses méthodes de hausse du rendement") et de l'indignation socio-politique ("le retour de nazis notoires à des postes de commande")⁽⁹⁷⁾. Ces mouvements autorisèrent naturellement les Américains, tactique relevant du rite, à invoquer l'effrayante menace du "contrôle communiste grandissant sur l'énorme mouvement syndical allemand" et la "puissance qu'un tel contrôle donnait/ aux communistes et à leurs maîtres soviétiques"⁽⁹⁸⁾.

Au fil des mois, l'inquiétude -dans la mesure où elle n'avait pas été exclusivement tactique- perdit tout fondement. L'AFL réclama, comme de coutume en pleurant sur les trop maigres fonds dévolus à ses fidèles, de nouveaux moyens et les obtint, pour renforcer l'influence américaine très au-delà des limites de la zone d'occupation *stricto sensu* (on y reviendra). A partir du bureau permanent dirigé par Henry Rutz à Bielefeld⁽⁹⁹⁾, puis officiellement à Stuttgart, siège de la Division de la Main-d'oeuvre⁽¹⁰⁰⁾, Rutz et les siens bénéficièrent d'un concours officiel américain plus spectaculaire que jamais. Il est permis de douter qu'il soit, en 1947, demeuré un seul progressiste américain dans les rangs des services chargés du Travail. Comme l'écrivit avec le plus grand sérieux l'économiste de la Division de la Main-d'oeuvre Sol D. Oser à son supérieur hiérarchique Leo Werts, le 31 mars 1948, le temps était venu pour le Gouvernement, jusque là "trop neutre", de "donner tout l'appui possible au syndicalisme démocratique en Allemagne". Un soutien si voyant risquait certes d'entacher la réputation et le prestige des bénéficiaires allemands de telles largesses, qui seraient accusés de "servir "en fait d'agents et de fantoches d'une nation étrangère""⁽¹⁰¹⁾.

L'année 1947 avait largement commencé à démontrer la pertinence de cette remarque, les responsables français l'attestèrent autant que les militants communistes des quatre zones d'occupation. A l'heure où la guerre froide et la dépendance française fondèrent une collaboration fort ambiguë, sur le terrain exclusif de l'anticommunisme, entre Français et Américains, les premiers firent observer aux seconds que la corruption de leurs féaux donnait des armes aux communistes: lorsque Rutz vint en septembre 1947 en zone française, "son attention /fut/ attirée sur les inconvénients que présentait l'envoi de colis, en particulier sur les arguments que les éléments extrémistes ne manqueraient pas d'en tirer pour attaquer les chefs syndicalistes en majorité SPD en vue d'obtenir leur élimination et de les supplanter"⁽¹⁰²⁾. Les communistes, irréprochables en la matière⁽¹⁰³⁾, purent sans être démentis par les diplomates, accuser régulièrement le Secrétaire du Comité syndical de la zone américaine, le "très vieux syndicaliste (...) Fritz Tarnow (...) d'être un agent de l'AFL"⁽¹⁰⁴⁾. De telles accusations ne furent peut-être pas totalement dépourvues d'efficacité. Lorsque fut, en janvier 1948, programmée l'une des multiples conférences interzonales qui jalonnèrent l'impossible unification syndicale allemande, celle de Dresde, les Américains semblèrent craindre que leur allié privilégié ne cédât à cette pression de l'adversaire, qui rencontrait de l'écho au sein des syndicats: "le délégué sur lequel ils comptaient le plus Mr. (*sic*) Tarnow a pris un prétexte pour ne pas se rendre à Munich /siège du précédent Comité interzones⁽¹⁰⁵⁾/ et a demandé ne (*sic*) pas se rendre à Dresde étant las de se faire traiter de collaborateur"⁽¹⁰⁶⁾.

Il est permis cependant de douter que le phénomène ait notablement pesé sur les options syndicales de la zone américaine et, plus largement, des zones occidentales. D'une part, le contentieux portait en l'espèce sur un problème *de caractère national* où les communistes conservèrent jusqu'à l'été 1948 un avantage qu'ils avaient complètement perdu à l'échelle de la réorganisation syndicale des trois zones de l'Ouest; d'autre part, dans une Allemagne éperdue de haine anticommuniste et antisoviétique, les accusations de corruption portaient probablement moins préjudice que celles, proférées par Tarnow contre les syndicalistes communistes, "d'(...)agents du bolchevisme et du totalitarisme soviétique"⁽¹⁰⁷⁾; enfin, l'esquive choisie par les Américains et leurs obligés réduisit le réquisitoire communiste au rang de polémique sans preuve -comme dans toutes les scissions de l'après-guerre, dont le financement fut présenté comme le fruit de la solidarité ouvrière occidentale contre le totalitarisme soviéto-communiste: Sol D. Oser, évoqué plus haut, "recommanda, pour contourner le problème du financement par le gouvernement américain, que l'aide fût octroyée directement par l'AFL aux syndicats allemands"; le biais consisterait à "inscrire au budget américain /le/ vaste programme" des dépenses des dirigeants de l'AFL -de "la

propagande /à/ l'assistance/en passant par/ les bibliothèques ouvrières /et/ l'aide matérielle"⁽¹⁰⁸⁾

Quelles qu'aient été les causes -largement extra-syndicales- du succès des Américains dans la réorganisation syndicale de leur zone, on n'en saurait nier l'éclat. Après les premières inquiétudes de 1947, les résultats de l'action de l'AFL purent se mesurer dès l'été. Le Consul de France à Stuttgart comprit immédiatement le sens général du "très fort recul" de la gauche "au profit des sans partis" aux élections de juin 1947 au Conseil syndical de cette ville: le KPD, qui avait maintenu ses positions aux premières élections de 1947, dans la métallurgie (44,4% contre 45,5 en 1946 dans les treize plus grosses entreprises de la métallurgie), ne recueillit alors que 30,2; le SPD se maintenait, avec 37,4% (contre respectivement 37,6 et 35,4) tandis que la droite des "sans partis" grimpait à 32,4% (16,9 et 20,2). Découragés par l'atonie et l'impuissance à laquelle les avaient réduits les occupants et les chefs que ceux-ci avaient réinstallés⁽¹⁰⁹⁾, les ouvriers comme "toutes les classes de la société", remarqua d'Huart, manifestent "un désintéressement toujours plus marqué" à l'égard de la politique intérieure⁽¹¹⁰⁾.

Les syndicalistes de la zone américaine obtinrent donc de leurs mandants un calme social qu'ils ne manquèrent pas de faire valoir à leurs protecteurs, tel Tarnow à Clay, en septembre 1947: "Ne nous rendez pas responsables de ce que les ouvriers se montrent impatients, bien que nous ayons fait tout ce que nous pouvions pour les faire tenir tranquilles"⁽¹¹¹⁾; ou Richter, Secrétaire de la Fédération ouvrière de Hesse, justifiant en 1948 devant le chef du *FTUC* Lovestone l'abandon par les syndicats des "intérêts économiques de leurs membres" par le prétexte exclusif et commode de l'antibolchevisme ("la seule raison" de cette absence de combativité, osa-t-il déclarer, "était leur crainte de faire le jeu de la Russie et de ses partisans communistes en Allemagne")⁽¹¹²⁾. La même docilité fut obtenue sans peine par l'AFL sur des points essentiels d'un programme syndical dont l'ADGB d'avant 1933 n'avait, il est vrai, n'avait guère lutté pour arracher la mise en oeuvre. Parmi eux, il convient de réserver une place particulière aux nationalisations dont toutes les études soulignent la popularité au lendemain de la guerre -à tel point même que la CDU, dont les dossiers français ne laissent aucun doute sur les liens avec les classes dirigeantes allemandes, se sentit contrainte d'y décerner un hommage verbal jusque dans son programme d'Ahlen de 1947.

La décision populaire en Hesse, sous occupation américaine (la Constitution du Land, dont l'article 41 stipulait la conversion en "propriété publique" des mines -charbon, minerais, potasse-, usines sidérurgiques, sources d'énergie et l'administration "par l'Etat" des "grandes banques" et des compagnies d'assurances, fut approuvée par 70% des inscrits, le 1er décembre 1946)⁽¹¹³⁾ contraignit Clay à une intervention énergique en faveur de "la libre entreprise" (particulièrement "les propriétés de l'IG Farben"): la violation d'une expression très largement majoritaire, se masqua derrière quelques fioritures idéologiques en 1947 ("il doit y avoir la stabilité économique et politique avant qu'on puisse espérer que le peuple allemand n'exprime librement ses vues", déclara Clay en octobre 1947), puis emprunta l'année suivante la forme de l'exécution sans phrase: le 2 décembre 1948, le Bureau du Gouvernement militaire pour la Hesse édicta que "jusqu'à nouvel ordre, aucune initiative de quelque sorte que ce soit ne sera/it/ prise par le Gouvernement hessois, ou en son nom par un officier, fonctionnaire ou employé, pour socialiser quelque propriété que ce soit en vertu des articles 39 et 41 de la Constitution, ou en vertu de toute loi d'application desdites clauses constitutionnelles, sans l'approbation préalable du Gouvernement Militaire"⁽¹¹⁴⁾. L'affaire démontra le cas que l'occupant faisait du libre choix démocratique des Allemands, si souvent invoqué contre l'URSS, lorsque ce dernier se trouvait en contradiction avec la stratégie américaine; elle démontra également les vertus de l'action modératrice des responsables syndicaux SPD.

Ce qu'on a écrit plus haut sur leur renonciation aisée à un article essentiel du programme officiel du parti, en zone britannique, vaut évidemment pour le reste de la bizonie. Le succédané du mot d'ordre de nationalisation ou de "socialisation", la revendication d'une "co-détermination" demeurait, au printemps de 1947, selon un rapport du Département d'Etat, "probablement la demande la plus importante et la plus générale des syndicats allemands aujourd'hui"⁽¹¹⁵⁾. L'impossibilité politique de renoncer formellement à ce mot d'ordre n'empêcha pas sa précoce liquidation *de fait*, sous l'explicite pression américaine: Ronald Radosh relève qu'Irving Brown obtint en 1948, "après avoir négocié avec les dirigeants syndicaux, qu'ils renoncent à leurs revendications en matière de socialisations en attendant que l'Assemblée constituante se prononce sur le sujet"⁽¹¹⁶⁾. Les dossiers français suggèrent

que pareille négociation releva, en 1948, de la pure forme. Tarbé avait, dès octobre 1947, constaté l'avance incontestable, au sein de la bizonie, des leaders de la zone américaine en matière d'abandons de programme: "les chefs et les masses de la zone britannique n'ont pas, d'après les renseignements dont je dispose, renoncé à la socialisation de la grosse industrie de la bizonie, tandis que les chefs des syndicats (*sic*) de zone américaine, sous l'influence de l'AFL, se sont soumis sans trop de résistance, aux directives du Général Clay" ⁽¹¹⁷⁾. Divergence entre les deux occupants en réalité tactique -et masquant des contradictions réelles, mais d'autre nature- puisqu'on sait que les travaillistes britanniques au pouvoir ne manifestaient pas davantage d'ardeur nationalisatrice que les hérauts sonores de la "libre entreprise" en zone américaine.

Avant même qu'il n'entrât en vigueur, le Plan Marshall, soutenu avec un enthousiasme "occidental" qui n'exclut pas les concurrences et arrière-pensées des occupants et de leurs mandataires syndicaux, confirma l'excellente tenue en main des masses ouvrières allemandes. Il donna à l'Etat américain un nouveau levier contre les "démontages" au titre des réparations, la surenchère de l'AFL, au bénéfice présumé des travailleurs allemands, n'ayant en l'espèce rien à envier aux clameurs du Congrès portées contre les entraves à la "reconstruction européenne": il fallait, selon le rapport Rutz présenté au Congrès d'octobre 1947, suspendre tous les démontages jusqu'à l'enquête sur les besoins industriels nécessaires à la participation de l'Allemagne au Plan Marshall ⁽¹¹⁸⁾.

Certes, l'indignation des ouvriers allemands ressurgit quelquefois contre la remise en selle sans pudeur des grands patrons nazis. Ainsi, en mai 1948, "l'affaire Reusch" (la nomination par les services de la bizonie, à la Commission créée à Francfort pour augmenter la production de l'acier, du Dr Hermann Reusch, fils du grand industriel ⁽¹¹⁹⁾, et "considéré par les syndicats ouvriers comme le prototype du capitalisme et du magnat de l'industrie") "mena/ça/ de déclencher une grève générale des ouvriers de l'acier" qui votèrent à 90-92% en faveur d'un arrêt les 1er et 2 juin. Mais ce type de mouvement, que ne soutinrent ni le SPD (Noelting, Ministre du Land de Rhénanie-Westphalie, motiva son grand souci et son inaction par le fait que ladite Commission avait été convoquée par le Gouvernement militaire) ni les chefs syndicaux, et que Clay put se permettre de traiter à la hussarde comme une sédition contre l'occupant -ce projet, gronda-t-il, "ressemblait étrangement à une grève dirigée contre le Gouvernement militaire" ⁽¹²⁰⁾- ne constitua que l'arbre cachant la forêt de la résignation. Ni la colère contre la parfaite restauration des classes dirigeantes bénéficiaires du précédent régime ni le malaise endémique relevé par les observateurs, et qui s'exprima une fois encore à l'automne 1948 ⁽¹²¹⁾, n'empêchèrent la stratégie occidentale -sur ce point, le consensus régna entre occupants, Français inclus- de conversion des ouvriers à la sagesse sociale de triompher.

Les communistes, qui y faisaient barrage, furent inexorablement éliminés entre 1947 et 1948 des directions syndicales. Le verrouillage de ces dernières, assuré par la solide union SPD-CDU contre l'ennemi commun et, en cas de besoin, par des manoeuvres destinées à retoucher ce que le vote ouvrier conservait d'insatisfaisant (on citera plus loin un exemple de ces procédures en zone française), fut également codifié par les "conditions" d'exercice de "la démocratie syndicale" à l'américaine. Le chef de la Division américaine du Travail Leo Werts énonça ainsi à la mi-janvier 1948, au Banquet des Dirigeants des Unions Syndicales de la zone américaine, les clauses vagues à souhait qui, sous couvert de dévotion pour la libre expression permanente, assuraient à tous coups -les communistes étant définis par essence comme la "minorité" liberticide- le monopole des postes de direction aux hommes agréés par les Américains: contrôle des pouvoirs syndicaux exercé par les adhérents; "-renouvellement périodique des autorités syndicales; -libre jeu de la concurrence dans les élections de candidats; permanence des droits fondamentaux de l'individu dans la procédure syndicale; -garanties contre la domination d'une minorité; -lois syndicales excluant une pratique arbitraire de pouvoir" ⁽¹²²⁾. Le "blocus de Berlin" acheva magistralement le processus de marginalisation du courant révolutionnaire dans les zones occidentales de l'Allemagne- et, au début de janvier 1949, Clay avoua son émerveillement à Matthew Woll, un des artisans majeurs de ce bilan de victoire: "Nous avons été impressionnés par la façon dont les syndicats allemands ont progressivement réduit le nombre de communistes aux postes de responsabilité" ⁽¹²³⁾.

B. LA STRATÉGIE SYNDICALE AMÉRICAINE: DE LA TUTELLE SUR LA BIZONE AU CONTRÔLE TRIZONAL (1947-1949)

1. Les aléas de la fusion bizonale

Le parfait consensus relatif à l'anticommunisme et à la discipline sociale effaça promptement toute différence entre les zones américaine et britannique fondues en une bizonne à dater du 1er janvier 1947; mais la fusion des stratégies syndicales des Anglo-Américains se borna -ce qui ne fut pas rien, on le concédera- à ces deux domaines.

Comme on le sait, les stratégies syndicales ne formaient qu'un mince pan des politiques allemandes de l'ancien tuteur (britannique) de l'Europe et de l'aspirant (américain) à la relève. La divergence entre dirigeants syndicaux des deux zones sur la "socialisation" des grands secteurs d'activités -débat fort artificiel sur le fond puisque l'importance des capitaux de la City en Allemagne, particulièrement dans la Ruhr, excluait toute tentation à cet égard- dissimula, fort mal d'ailleurs, des désaccords, sincères et acharnés quant à eux, sur l'avenir respectif des intérêts des deux occupants dans l'Allemagne bientôt rendue à la puissance et à la souveraineté. Dès le printemps de 1947, c'est-à-dire alors même que les Britanniques déployaient encore le maximum d'efforts pour échapper aux conséquences inéluctables de la constitution de la bizonne -la main-mise américaine sur la totalité de cette dernière, fleuron rhurois en tête-, les Français avaient minutieusement recensé les impressionnantes "ingérences américaines en zone anglaise" et les "conflits" consécutifs entre alliés présumés ⁽¹²⁴⁾. Sans insister outre mesure sur ce dossier, *apparemment* éloigné de la présente étude, il convient de mesurer à quel point cette divergence syndicale prétendue servit de paravent à la volonté de Londres, maintenue très tardivement, de conserver un maximum d'autonomie dans ce qui constituait sa zone initiale d'occupation.

Elle offrit en effet un commode prétexte pour freiner une fusion bizonale à laquelle l'équipe américaine donna dès les premiers mois de 1947 une impulsion décisive. L'énorme développement des moyens mis par Washington à la disposition de l'*AFL*, évoqué plus haut, n'eut pas pour mobile essentiel le souci de parachever la conquête syndicale de la zone américaine -la tâche était pratiquement terminée à la fin de 1946. Il s'agissait désormais de se lancer à l'assaut de l'ensemble des zones occidentales, Berlin inclus. (Sans oublier la zone orientale de la capitale et la zone soviétique d'occupation, à proprement parler exclues de ce travail, mais qui perçurent, au bénéfice des divers éléments anticommunistes, des fonds de toute sortes -des "colis CARE" aux tracts- consacrés, suivant la requête de Brown, au "combat clandestin contre les Soviétiques"). Rutz, muni depuis 1947 d'une totale liberté de circulation à travers l'Allemagne "avec les privilèges du Gouvernement militaire", assura sur place, en contact direct ou épistolaire avec Woll, Lovestone et Brown ⁽¹²⁵⁾, l'exécution de cette seconde phase de la reconstitution syndicale ouest-allemande.

Les fameux "colis" destinés à entretenir des dirigeants syndicaux dont on escomptait la reconnaissance vis-à-vis de leurs bienfaiteurs furent évidemment utilisés en 1947 dans ce but. Au Congrès de l'*AFL* réuni du 6 au 16 octobre, Henry Rutz l'admit presque sans fard, en se félicitant que les cinq cents "colis de vivres" mensuels envoyés aux fonctionnaires syndicaux -dont il ne précisa pas l'appartenance zonale- eussent "servi à créer un climat d'amitié" avec les ouvriers allemands et autrichiens ⁽¹²⁶⁾. Sans préjudice du cas de la zone française, étudié plus loin, on relèvera l'importance des fonds affectés au syndicalisme berlinois ⁽¹²⁷⁾ -origine de l'*UGO*, qui se sépara du *FDGB* entre février et août 1948 ⁽¹²⁸⁾ - et surtout l'offensive de charme à l'égard des dirigeants du SPD (d'ordinaire "clients" privilégiés du travaillisme britannique), inséparable de la volonté américaine de "rester (...) à Berlin", clairement notifiée par Clay aux autres Occidentaux réticents *dès l'été 1947* ⁽¹²⁹⁾.

La crise berlinoise offrit en effet à Washington l'occasion, sinon d'une totale relève du "protecteur" britannique, du moins d'une concurrence acharnée et remarquablement efficace, qui n'épargna naturellement pas la sphère syndicale. La prise en charge financière de "toutes les personnalités politiques non-communistes /de Berlin/ vivant en secteur soviétique", au plus tard au début du printemps de 1948" ⁽¹³⁰⁾ fut étendue très au-delà: les espérances suscitées par le Plan Marshall, la conjoncture berlinoise, propice à l'expression des thèmes les plus excessifs et boute-feux du SPD (qui ulcèrent une France offrant toutes les apparences de la docilité et mimant l'ardeur à "sauver Berlin" du bolchevisme) et les possibilités offertes sur le plan syndical par la fusion bizonale permirent aux Américains de supplanter, au moins

en partie, leurs alliés et rivaux anglais. L'excellence des relations syndicales entre Washington et le SPD -que les Américains, partisans depuis 1945 de la droite du *Zentrum* devenue CDU, n'encourageaient ni dans leur zone, ni désormais, dans la bizonne- fut démontrée par le voyage de Schumacher aux Etats-Unis, à l'automne 1947. Le discours prononcé par le leader social-démocrate au Congrès de l'*AFL* à San Francisco en octobre illustra l'ampleur des convergences: virulente diatribe contre le communisme et les Soviétiques -sur le thème classique de l'effort du "totalitarisme bolchéviste /pour/ conquérir le continent européen"; lamentations sur les démontages visant "dans la grande majorité des cas" des industries vouées à "la production de paix" et engendrant chez les travailleurs "le désespoir et le manque de foi"; demande fervente de "ré-industrialisation de l'Allemagne", qui seule lui permettrait de payer ses importations indispensables par ses exportations; irrédentisme, présenté sous une forme plus séduisante ou acceptable par les Alliés que la banale reconquête militaire (le partage de 1945 "ne saurait durer" car l'attraction qu'exercerait l'Allemagne occidentale sur "l'Allemagne orientale deviendrait irrésistible"); appel à engager le fer dans la capitale du *Reich* ("l'abandon de Berlin par les puissances occidentales ébranlerait la confiance en la clarté, la fermeté et la continuité de leur politique") et à respecter "la libre volonté du peuple allemand"; modération sociale de bon aloi compatible avec les projets anglo-saxons ("Pour nous, la socialisation, ce n'est pas l'étatisme /et elle/ ne signifierait pas l'élimination d'un libre marché et de la concurrence")⁽¹³¹⁾. Bref, la pire des démagogues pro-allemandes de la diplomatie britannique ne put à l'ère Marshall et berlinoise sérieusement rivaliser avec celle de Washington, dans le domaine syndical comme ailleurs.

La concurrence apparut à maintes reprises dans le fort laborieux processus de fusion bizonale, auquel le net affaiblissement de l'influence communiste révélé par les élections syndicales de l'été 1947 avait donné le feu vert américain: le 9 septembre, Clay, Murphy et Werts réunirent les représentants des Syndicats de la zone américaine et le Commandant en chef leur déclara qu'il n'était pas opposé à la création d'"une Confédération Syndicale (*sic*) à condition qu'elle ne dépassât (*sic*) pas le cadre de la bizonne". Véritable tournant de la politique américaine, la décision de Clay correspondit bien à la certitude désormais éprouvée que le syndicalisme de la bizonne se conformerait au modèle américain -alors que la déclaration officielle précédente, le 21 avril 1947 (dans une conjoncture d'action gréviste, dans la Ruhr particulièrement, on l'a vu) avait encore proscrit la réunification à l'échelle bizonale⁽¹³²⁾. Mais la "démarche /américaine/ qui tend, *commenta aussitôt Ziegel*, à grouper les syndicalistes de la bizonne en bloc sans dissidents, opposé à la politique soviétique"⁽¹³³⁾ se heurta à des difficultés réelles.

La tutelle américaine ressortit d'emblée (dès octobre 1947) du choix de la localisation des organes de direction bizonaux: le *Bizonal Trade Union Secretariat* et le *Bizonal Trade Union Advisory Council* siégèrent dès leur création à Francfort⁽¹³⁴⁾. En parfaite convergence sur l'anticommunisme et la nécessité de s'opposer au projet français (évoqué plus loin) de reconstitution d'un syndicalisme chrétien -séparatiste sous couvert d'être exclusivement anti-communiste-, les occupants de la bizonne luttèrent jusqu'au dernier moment du régime militaire pour imposer, du côté du plus fort, ou différer, du côté du plus faible, la fusion qui consacrerait le triomphe de la stratégie américaine. Dès la fin de 1947, la France, à l'affût (dérisoire) de toute brèche dans le consensus pro-allemand de ses alliés anglo-américains, releva avec intérêt leurs divergences germano-syndicales. Le veto "occidental" signifié au rapprochement interzonal était destiné à entraver la réunification *allemande*, censée s'opérer au bénéfice des communistes et des Soviétiques; celui opposé par les Britanniques -Luce, Directeur du Travail, rappela le 13 novembre "qu'aucune fédération dépassant les limites de la zone britannique ne peut se faire sans approbation préalable du Gouvernement Militaire"-dissimula simultanément d'autres soucis, fort éloignés des hantises du bolchevisme. Le Français Schwartz les perçut très clairement, qui rapporta le 5 décembre, précisions à l'appui, que "les Autorités britanniques n'avaient/ consenti qu'à contre-cœur à la constitution du bureau syndical bizonal de Francfort (...) deux mois" auparavant: le représentant des syndicats de la zone britannique, ajouta-t-il, n'est toujours pas arrivé à Francfort et, pour "retarder la constitution effectif (*sic*) du Comité bizonal", les Anglais "invoquent des arguments" divers, tels que l'absence de logements, l'éloignement de cette ville par rapport à la Rhénanie-Westphalie, "cœur industriel de l'Allemagne" qui, à ce titre, devrait abriter le siège "d'une centrale syndicale": "s'il existe une parfaite entente entre syndicalistes des Zones britannique et américaine sur la tactique à opposer au FDGB, les /premiers/ reprochent néanmoins (*sic*)

aux /seconds/ de se trouver trop fortement sous l'emprise de l'AFL (...)" Que les désaccords invoqués -l'hostilité de l'AFL à la FSM et le sujet de "la socialisation"-⁽¹³⁵⁾ aient été largement fallacieux ne change rien à l'essentiel: l'affaire allait traîner presque aussi longtemps que le rapprochement trizonal.

Sans entrer dans les détails, fastidieux, de ces péripéties qui firent pendant plus d'un an ressembler la fusion bizonale à l'Arlésienne de Daudet, on en retracera l'essentiel. A l'été 1948, on prévoyait pour bientôt la confédération bizonale toujours en cours de constitution⁽¹³⁶⁾ et le mot d'ordre officiel d'unification trizonale alors lancé ne fit guère avancer le processus qui divisait les alliés-rivaux: en octobre, Schwartz nota que la fusion bizonale achoppait notamment sur les "différences de structures entre les syndicats des deux zones"⁽¹³⁷⁾. L'hégémonie américaine fut confirmée par les regroupements fédéraux, telle, véritable symbole, la fusion des syndicats de la Métallurgie, à la Conférence de Ludenscheid (en zone anglaise) des 19-21 octobre 1948, qui élut trois co-présidents SPD et décida de fixer le siège de la nouvelle fédération bizonale à... Francfort⁽¹³⁸⁾. Bref, les Britanniques se retranchèrent à loisir derrière la future fusion trizonale -que Paris s'acharnait à différer- pour préserver jusqu'au bout le fragment d'autonomie que leur avait préservé le contrôle sur le syndicalisme de leur zone.

En juin 1949, alors que se préparait le Congrès de fusion trizonale de Munich convoqué (après avoir été reporté) pour le 12 octobre⁽¹³⁹⁾, Schwartz exposa les efforts encore déployés par les Britanniques pour limiter le triomphe américain dans la reconstitution définitive du syndicalisme ouest-allemand. Sous la phrase diplomatique, le lecteur du rapport pouvait percevoir la permanence des divergences américano-britanniques, lesquelles portaient sur tout autre chose que les désaccords prétendus en matière de combativité ouvrière et de programme syndical global. Le Secrétariat britannique au Travail et le TUC avaient envoyé auprès des syndicalistes d'Allemagne occidentale Hans Gottfurch, "ancien syndicaliste allemand réfugié en Angleterre", qui avait acquis la nationalité britannique "et /était/ chargé des questions allemandes au Conseil central du TUC". Ce dernier avait pour mission "de faire un rapport sur la situation syndicale allemande, et, officieusement, de contacter les différents Gouvernements Militaires ainsi que les syndicalistes allemands pour favoriser une centralisation syndicale trizonale qui conserve à la future Centrale syndicale un caractère démocratique conforme aux tendances du syndicalisme britannique et (...) européen". Sous les apparences d'un conflit entre TUC et AFL à propos des pouvoirs respectifs des fédérations et de la Confédération⁽¹⁴⁰⁾ susceptible de prêter au premier le progressisme flatteur d'un programme général transformateur, conforme aux traditions du syndicalisme européen, qui faisait résolument défaut à la seconde, se cachait à peine la concurrence déchaînée depuis 1947-1948 entre Britanniques et Américains par le Plan Marshall.

2. Le contrôle trizonal: le levier du Plan Marshall

a) La concurrence américano-britannique

Depuis le second semestre de 1947 en effet, le projet américain, bien antérieur, de casser la FSM pour constituer avec les syndicalistes acquis à l'Occident, via le "Bureau européen de l'American Federation of Labor" dirigé par Irving Brown, une "nouvelle organisation européenne"⁽¹⁴¹⁾ -la future CISL-, entra dans la phase de l'application. On ne retiendra du problème que sa dimension ouest-allemande, absolument essentielle, dans la mesure où la stratégie européenne des Etats-Unis se confondit en bonne part avec leur programme allemand -en matière syndicale aussi-, sans oublier que le conflit entre Britanniques et Américains portait plus largement sur le contrôle du syndicalisme ouest-européen⁽¹⁴²⁾. Le syndicalisme ouest-allemand, par ses effectifs -plus de trois millions fin 1946⁽¹⁴³⁾, plus de quatre en mai 1948⁽¹⁴⁴⁾- et par l'antibolchévisme résolu de ses dirigeants, constituait logiquement l'enjeu majeur des projets syndicaux européens de Washington -lesquels purent s'appuyer, dès le début de 1948, sur le ralliement officiel d'un CIO dont les éléments les plus droitiers avaient, à l'intérieur, loi Taft-Hartley aidant, pris définitivement le contrôle⁽¹⁴⁵⁾.

Tout, en dehors du consensus, incontestable, sur la volonté de faire pièce au communisme, opposait donc Londres et Washington sur cette question, qui emprunta la forme, éminemment favorable au second protagoniste, du soutien syndical au Plan Marshall.

Depuis la fin de 1946, on le sait, les Américains, via l'*AFL*, n'avaient pas perdu une occasion de faire valoir l'importance qui serait accordée au syndicalisme ouest-allemand dans la future centrale concoctée contre la FSM. L'heure de l'exécution leva toute retenue. Les succès remportés en 1947 condamnèrent d'emblée au néant les décisions prises par la Fédération, à son Congrès de la mi-juin à Prague - "l'affiliation de principe des syndicats allemands à la FSM sous réserve qu'il /fût/ procédé à la constitution d'une centrale syndicale allemande" ⁽¹⁴⁶⁾. Les féaux des Etats-Unis, tels Adolf Ludwig, évoqué plus loin, firent clairement remarquer, peu après, "que les délégués allemands avaient été très impressionnés par le fait que l'*American Federation of Labour (sic)* n'avait pas voulu adhérer à la FSM" ⁽¹⁴⁷⁾. Mais l'adversaire dénoncé sans trêve comme le fourrier du bolchevisme en Allemagne et ailleurs n'était pas le seul visé. Dans la constitution d'un syndicalisme ouest-allemand intégré non à la FSM, mais à la future centrale édiflée par les Etats-Unis, le *Trade Union Congress*, dont la complicité était indispensable, était voué à un rôle de figurant.

Dès le début janvier 1948, Brown commença à clamer partout que la Conférence de soutien du Plan Marshall dont le dernier Congrès de l'*AFL* avait décidé la convocation et qu'il préparait activement par "une tournée dans les seize pays" concernés ferait la part belle à l'Allemagne occidentale: le 5 janvier, fut annoncé, par l'intermédiaire du *Telegraf*, quotidien berlinois sous licence américaine, le projet exposé par l'émissaire de l'*AFL* à six journalistes américains lors d'une conférence de presse, à Berlin, le 3, de participation des "syndicalistes allemands (...) avec des droits égaux à ceux des autres syndicalistes à tout programme international syndical en faveur du Plan Marshall"; Irving Brown se serait contenté alors - version de l'événement tenant compte des prévisibles réactions de certains des participants audit plan dont la guerre n'avait pas amélioré le philo-germanisme- de déclarer qu'il "ne pouvait encore donner de précision sur les modalités de la collaboration des syndicalistes allemands". Les Français, auxquels ces bien modestes précautions d'usage étaient prioritairement destinées ⁽¹⁴⁸⁾, ne furent en réalité pas les seuls, malgré les apparences de la guerre froide -l'accord anglo-américain sur l'enrôlement des Allemands dans la croisade anti-bolchevique- à s'offenser du premier rôle ainsi offert à ces derniers. Les Anglais, que les plans de Washington réduisaient au statut humiliant de "*junior partner*", étaient évidemment moins pressés qu'ils ne le déclaraient à leurs interlocuteurs du Département d'Etat de quitter la FSM - où les Soviétiques avaient montré depuis les origines une modestie qui réservait au TUC, on l'a dit, un rôle considérable- pour une nouvelle centrale où les Américains, nul ne l'ignorait, détiendraient un pouvoir quasi exclusif ⁽¹⁴⁹⁾.

La mauvaise volonté britannique, depuis la fin de 1947, à hâter la rupture au sein de la FSM sur la question du soutien au Plan Marshall, visible chez les leaders du TUC autant que chez Bevin, conduisit les Américains -solide habitude dès que les alliés moins faibles hésitaient à se soumettre- à user des services d'une Belgique docile à souhait et intermédiaire indispensable pour pousser leurs objectifs ouest-allemands ⁽¹⁵⁰⁾. Dans la guéguerre entre TUC et AFL, sur la date (respectivement partisans du début ou de la fin mars) et le lieu (Londres ou Bruxelles -choisi par Brown en raison de la soumission belge) de la Conférence de soutien au Plan Marshall ⁽¹⁵¹⁾, le syndicalisme allemand fut ouvertement saisi par les Américains comme arbitre des conflits entre leurs tuteurs américains et britanniques, entre l'ancienne puissance dominante de l'Europe et la nouvelle. De Stuttgart, Rutz écrivit en février aux syndicats des trois zones occidentales un courrier fort acide sur les façons du TUC, leur demandant d'agréer la date de réunion -le 29 mars- qui convenait à l'*AFL*. Plus qu'implicitement y furent invoquées la vigueur du soutien de l'*AFL* et la tiédeur du TUC à l'égard d'un Plan Marshall synonyme, entre autres, de réintégration "avec des droits égaux" du syndicalisme ouest-allemand: c'était l'*AFL* qui avait proposé ladite conférence depuis novembre 1947. "Depuis ce moment nous attendions avec impatience que des Groupes Syndicaux Européens (*sic*) ou un groupe seul /la/ mettent en route". L'*AFL* avait admis l'abstention volontaire des organisations sollicitées en raison de la situation particulière du TUC et notamment de son appartenance à la FSM. Mais elle ne pouvait accepter qu'on ne fixât point la date de la réunion assez à l'avance pour permettre à une importante délégation de l'*AFL* d'y participer, "puisque'elle /était/ à l'origine de cette idée" ⁽¹⁵²⁾.

Le tandem AFL-syndicats allemands ne put encore l'emporter cette fois -la première dut consentir au TUC la victoire tactique d'une conférence à Londres, à la date choisie par les Britanniques, les 9 et 10 mars ⁽¹⁵³⁾. Victoire à la Pyrrhus, chacun le sut, et la France des

décideurs plus que toute autre, qui avait été confrontée, sur le terrain syndical comme sur le reste du contentieux allemand, à une offensive anglo-saxonne débridée depuis 1947.

b) La France face à l'offensive trizonale

On sait que la stratégie syndicale de la France s'était essentiellement bornée depuis 1945 à bloquer les efforts centralistes allemands, oeuvre au profit de laquelle le soutien des Anglo-Américains avait été, sur les bases rituelles du consensus antibolchevique, précocement sollicité. Les services obstinément rendus par le "croquemitaine" français⁽¹⁵⁴⁾ contre l'unification quadripartite à laquelle aspiraient incontestablement les masses ouvrières allemandes -c'est le *leitmotiv* des fonds "syndicaux" du Quai d'Orsay- ne lui évitèrent pas un échec gravissime, peu original au sein d'un fiasco "allemand" général. Mais, selon la coutume du temps, l'anticommunisme résolu qui finit par tenir lieu de politique syndicale masqua au moins en partie l'ampleur des divergences entre le vaincu français et le vainqueur américain.

* Première tentative de scission chrétienne "fédéraliste" et offensive de charme auprès des responsables syndicaux anticommunistes: 1947

Les Français tentèrent en 1947 de rallier les Anglo-Américains à une tactique qui, naturellement ne pouvait les berner, malgré l'antibolchevisme, en l'espèce très fallacieux dont elle fut assortie. Contre le péril centraliste redouté, Paris avait dès 1945 élaboré une parade fort semblable à celle du premier après-guerre, la recherche d'un étai particulariste et fédéraliste rhénan -catholique- contre le centralisme prussien ou nordique et protestant. Il convient d'ailleurs de préciser que, dès l'été 1945 au plus tard, sur les plans politique et syndical, la France montra sur les chances (nulles à terme) de cette tactique une grande perspicacité: d'une part, les projets américains, unificateurs et centralistes, d'organisation des trois zones occidentales excluaient catégoriquement, un courrier de J.-P. Garnier, en provenance de Berne, l'établit de façon très documentée en juillet 1945, le succès d'une éventuelle "*intention /française/ de favoriser un mouvement séparatiste ou même autonomiste rhénan quelconque*"⁽¹⁵⁵⁾; d'autre part, l'observation de la conjoncture syndicale avait conduit en octobre le Lieutenant Pollet à souligner les limites des conceptions des leaders syndicalistes chrétiens en la matière: "partisans d'une certaine décentralisation", synonyme d'"une certaine autonomie, surtout culturelle" des Länder, "ces chefs (...) sont partisans de l'unité allemande", quel que soit leur "parti ou pays" (au sens de Land) d'origine; c'est ainsi qu'"Hermes est un Rhénan et est cependant très affirmatif sur ce point". On ne pouvait donc relever davantage qu'"une différence de degré" entre la position des "Syndicalistes chrétiens" et "la théorie sociale et communiste de l'Allemagne unifiée et centralisée": les premiers se prononçaient également contre tout "séparatisme" qui à leur sens "constitue une régression /et/ ne serait pas viable"⁽¹⁵⁶⁾.

Cette parfaite conscience du rapport de forces allemand et anglo-saxon réduisit donc modestement l'opération à la *volonté de gagner du temps*, ce qui pourrait définir de façon très satisfaisante l'ensemble de la politique allemande de la France après 1945. Après avoir consacré l'essentiel de ses efforts de 1946 à entraver, dans sa zone, le développement syndical, et surtout, au-delà, le processus de réunification quadripartite -attitude vue d'un très bon oeil, malgré les apparences, par les Anglo-Américains-, la France de 1947 s'engagea donc résolument dans des manoeuvres scissionnistes. La CFTC prêta naturellement son concours à l'opération, manifestement encouragée par les réorganisations politico-syndicales en cours en France même. C'est en effet en mai 1947 que les grandes manoeuvres du tandem CFTC-MRP s'engagèrent. Le 13 mai, Gaston Tessier invoqua ses récents entretiens à Berlin avec Kaiser -lequel aurait déploré que la "part d'influence (...) extrêmement réduite, loin de correspondre à la force du courant social chrétien" concédée au sein du *FDGB* eût suscité "une vive déception, voire un réel mécontentement"- pour requérir des "autorités d'occupation /françaises le/ clair (...) rappel (...), aux endroits utiles, /d/es règles de la liberté syndicale et du pluralisme d'association", notamment en Sarre, "où les ouvriers mineurs, anciens syndicalistes chrétiens, demandent, depuis longtemps, à pouvoir reconstituer leurs organisations"⁽¹⁵⁷⁾.

L'opération française de mai 1947 suscita aussitôt le veto des alliés occidentaux: logiquement plus discret, dans un premier temps, du côté des Américains, qui, on le sait, patronnaient une CDU à laquelle ils ne voulaient faire nulle peine, même légère, et qui préférèrent laisser tonner les Anglais (dont, la suite l'allait montrer, ils partageaient les

thèses); véhément chez les Britanniques dont le soutien au SPD avait été plus précoce et décidé. Tandis que les premiers déclarèrent ne pas vouloir s'opposer à la formation de "syndicats dissidents s'ils/ se constituaient de façon démocratique", la Direction britannique du Travail se montra "décidée à entraver par tous les moyens la constitution éventuelle de syndicats chrétiens en zone britannique en leur imposant, par exemple, des formalités tracassières et des délais impraticables" ⁽¹⁵⁸⁾. Les lendemains de la décision prise en juin par Bidault de créer les "syndicats chrétiens (...) en zone française", en fait plus précisément et exclusivement en Sarre ⁽¹⁵⁹⁾, attestèrent les limites de l'autonomie de la politique allemande - strictement confondues avec celles de la zone française: la fin de l'été ne laissa persister aucun doute sur l'accord, total en l'espèce, des Anglo-Américains contre les tentatives de division du syndicalisme anticommuniste. Les Français s'entendirent début septembre confirmer fort nettement que les Américains étaient, de même que les Britanniques, "toujours hostiles à toute dissidence syndicale dans leur zone et qu'ils opposeraient à la formation de syndicats chrétiens toutes les difficultés administratives possibles"; ils furent donc fermement priés par le Département d'Etat, via Lovett, puis l'Attaché de Cabinet de Murphy, de garantir que leurs ambitions se cantonneraient à la Sarre *stricto sensu* et ils s'exécutèrent ⁽¹⁶⁰⁾ verbalement.

Ils poursuivirent cependant avec application une démarche scissionniste à laquelle ils imprimèrent, comme à l'ensemble de leur ligne syndicale, une tonalité de plus en plus nettement antibolchevique. Sur le sens de celle-ci, le lecteur des archives hésite entre la sincérité, indéniable, de l'anticommunisme des dirigeants français et l'utilisation tactique d'une couverture indispensable à l'égard des alliés occidentaux. Ces derniers continuaient à tirer à loisir sur la corde du péril rouge, qui ne pouvait plus guère les tarauder en septembre 1947, pour faire barrage à la tentative *anticentraliste* de Paris ("Le raidissement de la position américaine, *commenta Schwartz*, semble dû à la crainte de voir, en cas de scission, les communistes diriger les syndicats existants (*sic*) actuellement et qui conserveraient la majorité des syndicalistes" ⁽¹⁶¹⁾). Les Français ornèrent donc désormais d'oripeaux "occidentaux" en diable une entreprise dont le fondement ne relevait pas de cette logique; mais l'anticommunisme explicite grandissant greffé sur une stratégie qui se voulait prioritairement anti-allemande -c'est d'ailleurs essentiellement sur le terrain de l'unification quadripartite que les Français allaient exciter la fibre anticommuniste des dirigeants syndicaux de leur zone- concourut à un alignement objectif sur celle de Washington.

Du même coup, l'occupant français renonça, partiellement en tout cas, à la politique du veto systématique contre les syndicalistes anticommunistes et laïques de leur zone, qui leur avait aliéné des hommes raisonnables, et qui avait empêché un contrôle sur les ouvriers aussi excellent que celui exercé par les Anglo-Américains. Dès septembre 1947, c'est sur cette base que de Charmasse et Laffon préconisèrent un assouplissement du veto, fermement maintenu par les instructions de Sauvagnargues à Koenig, contre la fusion syndicale en gestation des trois Länder de zone française ⁽¹⁶²⁾: "le maintien d'un organisme de coordination et de liaison de Zone est indispensable pour lui permettre de tenir en main les syndicats et d'assurer ainsi la paix sociale dans les mois difficiles qui s'annoncent" ⁽¹⁶³⁾. Mais c'est essentiellement le choc suscité, fin octobre, par le vote de la Conférence interzones de Bad-Pyrmont en faveur de la convocation d'un congrès général des syndicats allemands pour le printemps de 1948 qui conduisit la France à infléchir son attitude. La "motion centralisatrice" présentée par les syndicats de la zone soviétique le 24 octobre 1947 suscita l'opposition de la quasi unanimité (moins un) des dociles "chefs" de la bizonne ("plus préoccupés des risques qu'ils peuvent courir (*sic*) à contrecarrer (*sic*) Général Clay" que "les masses syndicales (...) plus centralisatrices (...) par patriotisme"); mais elle l'emporta, certes de justesse (12 voix contre 10), grâce au choix des syndicalistes de zone française (4 sur les 5 délégués) ⁽¹⁶⁴⁾. Le constat que fit le 28 octobre 1947 Tarbé de Saint-Hardouin -qui, beaucoup plus sensible au péril nationaliste et nazi qu'aux fantasmes antibolcheviques de la guerre froide, ne souhaitait pas pour sa part la "rupture syndicale de l'Allemagne en deux" et "jusqu'à un certain point /se/ félicit/a/ du manque de discipline des syndicalistes de notre zone dont le vote a évité cette scission"- allait imprimer sa marque à l'étape suivante de la politique syndicale de la France en Allemagne: "Une première constatation s'impose: alors que les syndicalistes allemands ont voté selon la politique de "leur" puissance d'occupation", ceux de la zone française avaient fait exception. La France ne pourrait donc exercer d'influence "sur les mouvements ouvriers, que dans la mesure où nous aur/i/ons établi avec les syndicalistes de notre zone des contacts plus étroits et plus efficaces". Il fallait en tirer des conclusions que Schwartz, de la Division

du Travail du GFCC, viendrait la semaine suivante exposer à De Leusse, de la Direction Politique du Département ⁽¹⁶⁵⁾.

A peine deux semaines plus tard, cautionnée par le Ministre des Affaires Etrangères, cette (presque) nouvelle ⁽¹⁶⁶⁾ politique "des contacts personnels aussi suivis que possible entre les fonctionnaires du gouvernement militaire responsables des questions syndicales et les militants syndicaux" ⁽¹⁶⁷⁾ entra en application. Son extrême ambiguïté apparut d'emblée: Schwartz, chargé de ces délicats contacts, allait passer le plus clair de son temps, à partir du début de novembre 1947, à stimuler, pour faire barrage à l'unité syndicale *allemande*, un anticommunisme à l'égard duquel les Français ne pourraient jamais égaler le concurrent anglo-saxon, utilisateur impénitent de la même méthode sur un terrain très pénible pour eux, celui de la fusion *trizonale*. En encourageant les syndicalistes de la zone française partisans de la centrale unique allemande à faire amende honorable sur des bases anticommunistes exclusives (Schwartz fit trembler Reibel et Fleck, Présidents respectifs des Syndicats de Bade-Sud et Wurtemberg-Sud, devant les "conséquences politiques" de leur vote de Bad-Pyrmont, la "mise sous la tutelle par le FDGB et le SED de tout le mouvement syndical allemand") ⁽¹⁶⁸⁾, les Français laissèrent naturellement le champ libre aux éléments les plus violemment anticommunistes -ou plus précisément les encouragèrent.

Dans la conjoncture allemande de 1947, ces sentiments dominants oeuvraient prioritairement en faveur de l'alignement sur la tactique américaine. Les Français ne bornèrent d'ailleurs pas leur politique à une sorte d'accord tacite avec la ligne américaine; leur active complicité fut acquise à celle-ci, toujours sous couvert de faire barrage à l'union syndicale *allemande*: le 2 décembre 1947, Schwartz s'adressa en effet directement aux dirigeants syndicaux de la zone américaine, notamment Willy Richter, Président des Syndicats de Grande-Hesse et Tarnow, Secrétaire du Comité syndical bizonal, pour leur "demand/er.../ de ne pas laisser isolés les syndicalistes de la Zone française, en particulier" les deux responsables évoqués ci-dessus. Il sortit donc de l'entretien ravi que, dans la perspective de la prochaine conférence interzones de janvier, "l'isolement" considéré comme "en partie responsable /du/ vote" unitaire des délégués de zone française à Bad-Pyrmont fût miraculeusement rompu par les initiatives des dirigeants de la zone américaine. Richter lui "promi/t/" benoîtement "d'établir de fréquents contacts avec Fleck et Reibel pour coordonner avec eux la défiance contre le FDGB", ce qui "demandera/it/ pour certains syndicalistes de Zone américaine, dont l'opposition à une extension du FDGB est certaine des laissez-passer interzones valables 6 (*sic*) mois" ⁽¹⁶⁹⁾.

* Les Américains en zone française

Ruse de l'histoire, l'obsession de la réunification nationale qui fonda la tactique anticommuniste de Paris, laissa les mains libres aux Américains pour une mission "trizonale" et berlinoise fort redoutée. En ouvrant les portes de la zone française aux émissaires chargés d'exalter l'esprit de croisade anti-unitaire et anti-bolchevique des syndicalistes "isolés", les responsables français précipitèrent ce qu'ils avaient esquivé un temps par le verrouillage de leur zone aux entreprises de l'allié hégémonique.

L'influence américaine n'avait évidemment pas attendu cette phase pour s'exercer en ces lieux: les Américains disposaient depuis longtemps de relais. L'un des plus sûrs de ceux-ci avait été trouvé, depuis 1945 au plus tard, en la personne d'Adolf Ludwig, Président de l'Union des Syndicats de Rhénanie-Palatinat. Reibel et Fleck étaient certes "des vieux militants socialistes et anticommunistes"; ils subissaient cependant encore à l'automne de 1947 l'influence d'un militant estimé, Secrétaire du Comité syndical de zone française, Mathias Schneider, de Baden-Baden, non communiste, mais "partisan d'un rapprochement avec les communistes", mort accidentellement début novembre ⁽¹⁷⁰⁾. Tel n'était pas le cas de Ludwig, "de Ludwigshafen, un SPD, ancien membre du Landtag de Bavière, intelligent et clairvoyant" et qui "entret/enait/ des contacts suivis avec les syndicalistes américains de Francfort depuis deux ans" ⁽¹⁷¹⁾. Il est difficile de ne pas voir dans cette particularité du dirigeant syndical de Rhénanie-Palatinat une des causes de son imperméabilité totale au thème de l'unité nationale, qui émouvait encore profondément ses homologues des deux autres Länder: "seul Ludwig, qui a toujours eu une position anticommuniste très nette, a maintenu son opposition à un Congrès syndical" en votant à Bad-Pyrmont aux côtés de la quasi-totalité des délégués de la bizonne ⁽¹⁷²⁾.

La conjoncture de l'automne 1947 donna aux agissements jusqu'alors discrets de Ludwig et des Américains des possibilités considérablement élargies. Dès la fin de l'été en effet, en s'appuyant sur le levier remarquable qu'offrait l'espoir des crédits Marshall, l'AFL put amplifier ses activités en zone française. L'entreprise américaine fit clairement apparaître les insurmontables contradictions de la stratégie française, qui avait besoin de services rendus par les Américains dans le cadre de leur propre stratégie allemande. Début septembre, on le sait, Rutz, en compagnie du Consul américain à Baden, était venu demander au général Navarre "l'autorisation 1° d'adresser aux Syndicalistes allemands de notre zone le bulletin de l'AFL intitulé "Nouvelles Internationales du mouvement syndical libre" 2° de faire parvenir des colis de vivres aux fonctionnaires des Syndicats allemands 3° de prendre des contacts avec les Chefs syndicalistes de zone française". L'argument moral soulevé par l'interlocuteur français, dans les termes anticommunistes convenus du temps, à propos des "inconviens que présentait l'envoi de colis", n'épuisait assurément pas les motivations des "réserves" françaises ⁽¹⁷³⁾.

Faire entrer en zone française Rutz et les siens revenait, les Français l'admirent maintes fois, à mettre en cause leur politique officielle. Nombre de télégrammes de la mi-septembre 1947, signés de Bidault, Debré ou Sauvagnargues, rappelèrent d'ailleurs que "notre politique syndicale (...) rest/ait/ inchangée", c'est-à-dire résolument opposée à toute "confédération trizonale (*sic*)" ⁽¹⁷⁴⁾. L'offensive de l'AFL annoncée par la "tourné" marshallienne de Brown du début de janvier 1948 "va vraisemblablement poser, *constata Ziegel*, la question des organismes tri-zonaux"; ceci, ajouté à la virulence des emportements anti-français de la politique allemande de l'AFL, embarrassa visiblement les responsables les plus sincèrement acquis à l'alliance américaine. En termes diplomatiques mais limpides (après avoir rappelé les fréquentes critiques exprimées par Rutz et Brown "à l'égard de notre politique envers l'Allemagne et de notre position sur la question des prisonniers de guerre"), l'Ambassadeur à Washington Henri Bonnet tint à dégager sa responsabilité dans la future décision éventuelle de laisser la bride sur la cou à l'AFL ⁽¹⁷⁵⁾. La logique du Plan Marshall s'appliqua dans cette sphère comme ailleurs, avec les réticences françaises particulières à l'alignement en matière de politique allemande.

Le 17 janvier 1948, Ziegel, un des hauts fonctionnaires de la Direction du Travail, se prononça en faveur de l'autorisation d'un voyage de Rutz de dix jours, à compter du 25, dans la zone française (par Baden, Mayence et Coblenche) sous réserve de "suivre de près démarches (*sic*) de M. Rutz" ⁽¹⁷⁶⁾. On tenta simultanément d'équilibrer ou de freiner une opération si évidemment trizonale par une tentative d'appui indirect et clandestin sur les Britanniques, que n'enthousiasmait pas, on le sait, la marche forcée trizonale des Américains. Manœuvres dérisoires, puisqu'au moment même où Paris estimait "le *TUC* (...) le plus proche de nos conceptions sur l'Allemagne" -ce qui était enjoliver sérieusement les réalités- en l'opposant à l'AFL "hostile aux réparations et aux démontages /,/ dominée par Chicago et Milwankie (*sic*) /et/ très germanophile" ⁽¹⁷⁷⁾, on accepta Rutz en zone française. Celui-ci, qui put exécuter le programme sollicité, en particulier la "pris/e/ des contacts avec les principaux militants syndicalistes", enroba dans le discours consensuel -sur le nécessaire combat contre "l'emprise communiste" à chasser de France et d'Italie grâce au Plan Marshall- l'essentiel, quant à lui fort déplaisant pour des oreilles françaises: lors de sa visite, fin janvier, à la Direction du Travail de Fribourg, il "indiqu/a aussi/ qu'il considérait la trizone comme virtuellement réalisée" ⁽¹⁷⁸⁾.

Rutz ne se vantait que partiellement. En ce qui concernait le contrôle exercé sur les responsables syndicaux de la zone française ou les contacts routiniers avec eux, l'émissaire de l'AFL avait incontestablement raison. L'année 1948 généralisa les appels directs des Américains à leurs amis, par-dessus la tête de l'occupant français ainsi réduit au rôle de témoin, sur le terrain, formellement inattaquable, du soutien au Plan Marshall: ainsi fin février, on l'a dit, pour obtenir contre les Britanniques une conférence marshallienne au gré des Américains, Rutz sollicita-t-il Ludwig, dont il obtint l'acquiescement au principe d'un report après le 29 mars ⁽¹⁷⁹⁾. C'est d'ailleurs le même Ludwig, homme sûr, qui représenta les syndicalistes de la zone française à la conférence de Londres, que Paris ne réussit à interdire qu'aux délégués de la Sarre ⁽¹⁸⁰⁾. L'allégresse antibolchevique de l'heure berlinoise, qui balaya tous les scrupules formels antérieurs, n'épargna pas la zone française. Ludwig, une fois encore, représenta cette dernière, aux côtés de Schleicher, Dahimann (*sic*) et Scharnowsky (délégués respectifs des zones américaine, britannique et du secteur américain de Berlin), lors d'une "tourné aux Etats-Unis", entamée à la fin d'octobre 1948, "sur invitation de la

fédération syndicale américaine". Ce qui s'y produisit suggère à quel degré d'antibolchevisme la conjoncture fit parvenir les dirigeants syndicaux allemands, très majoritairement membres et militants du SPD, on le sait. La délégation, qui reçut, selon le courrier de Ludwig à l'un de ses amis, un accueil fort "chaleureux" ⁽¹⁸¹⁾, au cours des six semaines du voyage théoriquement voué à la "visit/e des/ principaux centres industriels américains", multiplia les initiatives étrangères à la défense des intérêts matériels des salariés: "dès leur arrivée à Washington les quatre chefs syndicalistes, *câbla Bonnet le 26 octobre*, (...) ont offert au Sous-Secrétaire à l'Armée la collaboration d'ex-pilotes de guerre allemands" pour participer au ravitaillement aérien de Berlin. Proposition réitérée au Département d'Etat, si spectaculaire et si choquante, à l'époque où le réarmement allemand empruntait en général des voies plus clandestines, que les services officiels américains se récrièrent haut et fort: l'allié français -qui en cet automne 1948 subissait des traumatismes répétés en raison desdits projets, plus discrets, mais incontestables ⁽¹⁸²⁾- se fit notifier ainsi par le Chef de la Section d'Europe centrale, au soir des propositions des syndicalistes au Département d'Etat, "l'impossibilité d'accepter leur offre" ⁽¹⁸³⁾.

Ce style d'activités confirme que les Français furent largement tenus à l'écart des tractations préparatoires à la fusion trizonale, qui entra dans une phase nouvelle au second semestre de 1948. Les Américains furent dès lors omniprésents, tel Rutz, dans ses incessantes missions, en compagnie, désormais, non plus seulement des représentants officiels de l'Etat américain -Steinbach, du Ministère du Travail, début juin- mais aussi des éléments alliés du CIO -Michael Ross, responsable des questions européennes, lors du même séjour ⁽¹⁸⁴⁾; sans oublier Irving Brown qui, dans sa tournée allemande de juillet, vint hâter la marche en arguant que "le plus sur (*sic*) moyen d'empêcher les syndicats allemands d'adhérer à la FSM /était/ de former une nouvelle Confédération" ⁽¹⁸⁵⁾. (Pur prétexte naturellement, puisque depuis longtemps, au plus tard depuis l'été 1947, les Anglo-Américains n'avaient cessé, invoquant leur parfaite tranquillité quant à l'attitude de "leurs" chefs syndicaux, de rassurer les Français sur leur certitude absolue de l'échec d'une unification syndicale allemande synonyme d'adhésion à la FSM ⁽¹⁸⁶⁾).

* Impuissance et manoeuvres françaises en 1948-1949

On n'insistera pas ici sur les détails de la fusion trizonale à laquelle l'échec officiel et définitif de l'unification syndicale quadripartite, le 18 août 1948 -à la neuvième et dernière des conférences interzones, à Enzisweiler (Lindau), en zone française ⁽¹⁸⁷⁾-, leva tout obstacle "juridique". On s'attachera plutôt à décrire les traits dominants d'une politique syndicale française, dont l'incohérence apparente refléta simplement le mélange d'impuissance et de temporisation qui caractérisèrent la politique allemande de Paris en 1948-1949 ⁽¹⁸⁸⁾. Paris géra désormais les affaires syndicales allemandes en tentant de rattraper d'une main ce qu'il avait dû lâcher de l'autre, sans parvenir à contenir l'irrésistible flot des concessions.

L'alignement général sur les Etats-Unis infléchit l'hostilité *maintenue* à la fusion trizonale, qui produisait un effet "occidentalement" très fâcheux. Ainsi les Français prêtèrent-ils la main à nombre d'opérations qui accéléraient ce qu'ils appréhendaient tant. On tint, au printemps 1948, à ne point irriter les tuteurs de Ludwig, Secrétaire syndical qui, on le sait, orientait moins ses actions en fonction des conciliabules de Baden-Baden entre responsables français et dirigeants syndicaux -poursuivis jusqu'au bout ⁽¹⁸⁹⁾- qu'en fonction de ses relations étroites avec l'AFL: "Direction Travail a facilité dans toute mesure possible démarches Ludwig", câbla Cérou début mars, pour lui permettre de rejoindre ses collègues de la bizonne à Dusseldorf ou Francfort et de gagner Londres en leur compagnie à la fameuse conférence de soutien au Plan Marshall ⁽¹⁹⁰⁾. De plus en plus fréquemment, depuis février-mars 1948, les Français offrirent leur caution embarrassée mais indéniable ⁽¹⁹¹⁾, aux contacts trizonaux, lesquels aggravèrent leur affaiblissement et leur retirèrent toute influence sur le syndicalisme ouest-allemand. Ils contribuèrent pour une part éminente au succès de l'organisation dissidente de Berlin, en avril 1948; ils oublièrent de la sorte, avec le Général Ganeval ⁽¹⁹²⁾, que le flamboyant anticommunisme des alliés occidentaux, sans doute fort utile pour calmer les ardeurs revendicatives de la classe ouvrière -ce fut le cas à l'automne, où la colère s'enfla ⁽¹⁹³⁾-, ne fondait pas à soi seul une politique allemande commune.

Les Français encouragèrent enfin des opérations en faveur du Plan Marshall destinées à chasser des directions syndicales les derniers dissidents anti-américains qui, en zone française, y étaient jusqu'alors demeurés, brisant les derniers butoirs de la réorganisation

syndicale sous la houlette de Washington: la façon dont les fonctionnaires français chargés des contacts avec les leaders syndicaux facilitèrent les manoeuvres de Reibel, Secrétaire de Bade-Sud, contre les oppositions, encore très fortes dans ce Land, au Plan Marshall, atteste la tendance croissante, en 1948, à privilégier l'anticommunisme par rapport à l'antigermanisme. L'épisode, rapporté par de Varreux, sera conté dans la mesure où il décrit avec précision les méthodes utilisées pour faire pièce à l'ennemi communiste (et éclaire d'une lumière crue les prétentions occidentales au respect de la démocratie, que Soviétiques et communistes auraient pour leur part systématiquement violée). Le 2 mars 1948, à Fribourg, le Bureau de l'Union des Syndicats (Bundsvorstand), présidé par le SPD Reibel, mais composé de 50% de communistes, avait voté par 5 voix contre 4 contre l'envoi d'un délégué à la Conférence du Plan Marshall; Reibel, opposé à ce scrutin et furieux -il ne put se rendre à la réunion de Baden, le 3, où les trois Présidents syndicaux des Länder devaient discuter du problème de leur représentation à Londres-, s'employa promptement à "faire rectifier" les votes qui le gênaient. "A cette fin, il agit sur les membres socialistes et chrétiens-démocrates du Bundesausschuss /Assemblée constituée de deux membres par Fédération, chargée d'élire le Bureau/ pour qu'ils exigent la réunion de cette Assemblée en vue d'un nouvel examen du problème".

La première phase de la manoeuvre eut lieu le 13 mars, où 18 contre 4 des membres de cette seconde instance votèrent l'envoi d'une délégation à Londres. Cette victoire de Reibel fut cependant encore mêlée d'amertume: "à la suite d'une manoeuvre des communistes", selon le rapport de De Varreux -qui changeait de lunettes en observant un camp ou l'autre-, en fin de séance, les participants adoptèrent "une résolution critiquant le Plan Marshall", considéré comme responsable de la division de l'Allemagne en deux blocs et opposé à l'unité syndicale. Les Français offrirent donc, sous le motif de secours contre le péril rouge, leur aide au second temps de l'opération, encourageant Reibel, qui avait usé du chantage au départ ("Reibel (...) songe à démissionner. Après contact avec le Gouvernement Militaire, il décide de conserver ses fonctions pour éviter la prise de la direction du mouvement syndical par le vice-président communiste"). On allait utiliser en l'espèce les ressources de la nouvelle réunion, convoquée pour le 25 mars, du Bundesausschuss, où Ludwig rendrait compte de sa délégation à Londres. "A cette occasion, Reibel espère obtenir (...) une motion favorable à l'action de Ludwig à Londres et au Plan Marshall". Ladite séance fut précédée d'une campagne destinée à chauffer comme il convenait les délégués syndicaux pour se débarrasser des gêneurs: "le parti socialiste et la CDU décident de mener une campagne contre la trop forte ingérence du parti communiste au sein du mouvement syndical". De Varreux, dans les termes convenus de la guerre froide, y trouva confirmation d'"une évolution tendant à évincer les communistes des nombreux postes qu'ils occupent encore aux échelons supérieurs (...) malgré leur faible représentation dans les syndicats eux-mêmes"⁽¹⁹⁴⁾.

Avril effaça tous les tourments de mars à propos du soutien au Plan Marshall: à la réunion, finalement reportée au 5 avril, l'exposé de Ludwig fut salué par une résolution votée par 25 voix contre 10 et 2 abstentions. Véritable palinodie ou auto-désaveu des décisions précédentes, le texte du Comité directeur des Syndicats de Bade regrettait la décision de non-participation à la Conférence de Londres et déclarait que "le plan Marshall /était/ libre de toutes conditions politiques et offr/ait/ des possibilités de relèvement économique aux pays qui en /étaient/ bénéficiaires"⁽¹⁹⁵⁾. L'automne apporta enfin aux thuriféraires du Plan américain la suprême victoire de l'élimination des communistes de la direction des syndicats. Au terme du Congrès des Syndicats de Bade de la mi-octobre 1948, l'élection du nouveau Comité directeur concéda bien une minorité non négligeable aux communistes -5 contre 7 socialistes et 3 CDU-, mais les élimina simultanément de tout poste de contrôle: "la coalition SP(*sic*)-CDU" remporta un "grand succès" en se partageant "les quatre postes clés" -les trois premiers présidents et le trésorier-, les communistes étant relégués aux fonctions sans pouvoir d'assesseurs; ils "ne pourront jouer, à l'avenir, ne (*sic*) plus jouer qu'un rôle de figurants"⁽¹⁹⁶⁾.

Bien que sa surenchère anti-communiste et anti-FSM accentuée depuis l'été 1947⁽¹⁹⁷⁾ secondât les efforts américains au service de la fusion trizonale, Paris ne renonça pas, pour en retarder l'issue, à ses vieilles pratiques clandestines, si utiles en matière allemande. Sur des bases de plus en plus spectaculairement anticommunistes, mais avec l'indéniable intention de freiner l'ardeur centraliste des Anglo-Saxons, la tentative aussi obstinée que dérisoire de susciter une scission "chrétienne" supposée fédéraliste fut activement reprise à partir du printemps de 1948. Contre le veto maintenu par Londres et Washington -notamment en

février ⁽¹⁹⁸⁾ -, les MRP du Gouvernement, particulièrement bien représentés au Quai d'Orsay, s'attelèrent avec énergie à cette croisade depuis mars 1948 ⁽¹⁹⁹⁾.

On ne décrira pas ici le détail de l'infatigable entreprise dont les dirigeants de la CFTC Grineval et surtout Meck (député MRP du Bas-Rhin et "chef" de longue date du syndicalisme chrétien alsacien ⁽²⁰⁰⁾), furent chargés; elle suscita d'ailleurs les réserves évidentes de Koenig, que les deux représentants en mission des Ministres des Affaires Etrangères (Bidault puis, à dater de juillet 1948, Schuman) semblent avoir laissé très en marge de leurs discrètes activités ⁽²⁰¹⁾. On soulignera seulement qu'elle se heurta d'emblée à l'extrême froideur de la CDU. Dès la mi-avril, Grineval, qui avait "conseillé aux chrétiens-démocrates de se retirer des syndicats unifiés, de créer une organisation social-chrétienne et de se mettre en rapport direct avec les organisations analogues de Metz et de Strasbourg", rencontra des interlocuteurs "assez réticents" ⁽²⁰²⁾. La comédie dura plusieurs mois, la CDU trouvant toujours motif, plus ou moins directement exprimé, à retarder cette scission dont ni elle-même ni les alliés anglo-saxons ne souhaitaient entendre parler. Manque de cadres ⁽²⁰³⁾; faveur pour la "tolérance" propice à "l'idée d'un syndicat unique" ⁽²⁰⁴⁾; argument anticommuniste, inévitable et convaincant (si la motivation sincère de Paris s'était bornée à l'anticommunisme) contre la scission (une note d'octobre 1948 l'établit avec simplicité: "L'influence communiste (...), quoique non négligeable, reste minoritaire. Elle constitue néanmoins un danger sérieux que, jusqu'à présent, la présence d'éléments chrétiens au sein des syndicats unitaires contrebalance efficacement"; l'échec de la centralisation à la dernière des conférences interzones avait aboli toute chance de "noyautage" par le SED du syndicat unique et "renforcé la nécessité de maintenir intacte la cohésion des syndicats de zones occidentales face aux syndicats communistes de zone orientale"): la CDU invoqua tous les arguments qui militaient en faveur du "syndicat unique dans la conjoncture syndicale actuelle" et contre la création de syndicats chrétiens porteuse de "division dont finalement les communistes seraient les seuls à profiter" ⁽²⁰⁵⁾. La résistance obstinée des sollicités conféra aux efforts conduits par Grineval et Meck une certaine frénésie, qu'un anticommunisme viscéral délesta de tout scrupule. C'est ainsi que le second, proche de Schuman, ⁽²⁰⁶⁾ fit aux Allemands des avances démagogiques qui éveillent, pour le lecteur des dossiers, de sinistres souvenirs chronologiques de la chasse aux rouges: au début de juillet 1948, à Offenbourg, où il réunit "quarante prêtres" pour leur tenir son coutumier discours sur l'urgence des syndicats chrétiens, il "aurait prié les /intéressés/ de lui signaler toutes les difficultés qu'ils rencontraient auprès des officiers FFI et principalement FTP contre lesquels il se serait fait fort d'intervenir immédiatement à Paris ou à Baden-Baden" ⁽²⁰⁷⁾.

Cette fallacieuse issue scissionniste étant évidemment condamnée au plus tard à l'automne de 1948, il ne resta plus aux Français qu'à osciller entre l'opposition clandestine ou, quand il devenait impossible de biaiser, le recours au veto pur et simple. L'adhésion formelle avait été donnée, on l'a vu, aux discussions trizonales, mais les syndicalistes de zone française furent, au cours des entretiens réguliers avec les responsables français du Travail, fermement requis d'y défendre les positions dilatoires que ceux-ci leur avaient prescrites. A elle seule, une des circulaires de Schuman -le 6 octobre 1948- suggère quel mélange de mauvaise volonté et d'aveuglement volontaire la France officielle mit dans l'affaire, qui relevait désormais de la quadrature du cercle: on acceptait la fusion trizonale "*tout en préférant qu'elle soit postérieure à la mise en place du Gouvernement provisoire allemand*"; mais on ne pouvait se résigner à "*une attitude passive*" à propos de la disparition des Fédérations industrielles de Land -Schwartz venait de confirmer que la fusion liquiderait totalement celles-ci ⁽²⁰⁸⁾- qui comportait un "*risque*" très "sérieux". Et Schuman d'assigner à son représentant, outre l'action auprès des syndicalistes de zone française, un objectif masquant, comme à l'accoutumée, la capitulation prochaine sous la recherche de solutions rigoureusement impossibles: que Schwartz obtînt le ralliement de ses collègues anglo-saxons ⁽²⁰⁹⁾.

La seule participation irrégulière des Allemands aux séances syndicales refléta l'étroitesse de la marge de manoeuvre des Français ⁽²¹⁰⁾. Même l'efficacité maintenue de certaines pressions françaises ne saurait être comprise de façon univoque. Il n'est pas certain que le manque d'enthousiasme parfois exprimé à l'égard d'une hâtive fusion ait été simplement l'écho de la voix du maître (qui n'avait plus la durée pour lui). Si les délégués syndicaux de zone française "invités" aux réunions de fusion bizonales -ainsi, à la Conférence de Ludenscheid de fusion des Syndicats de la Métallurgie, du 19 au 21 octobre 1948- déclarèrent

ne pouvoir prendre de décision sur leur éventuel rattachement à la nouvelle organisation avant la fusion de leurs trois mouvements dans le cadre de leur propre zone ⁽²¹¹⁾, pareille réponse refléta d'autres soucis que la discipline à l'égard des ordres reçus: la fusion consacrerait la faiblesse insigne du modeste syndicalisme de zone française, réticent à sa confrontation, sur des bases très centralistes, aux gros bataillons industriels de la bizonie. (Les derniers débats l'allaient démontrer, au cours desquels les porte-parole des modestes effectifs de l'ancienne zone française négocièrent pour arracher un accord concédant le "même nombre de voix" pour chaque confédération de Land "quel que /fût/ le nombre total des syndiqués qu'elle représentait/" ⁽²¹²⁾).

Les Français s'autorisèrent quelques dernières manifestations de refus ouvert, comme, à la fin de janvier 1949, le veto mis à la présence des syndicalistes de zone française au Congrès de Stuttgart des Fédérations des Services publics de la bizonie. Certes, ils se retranchèrent fort hypocritement, pour démentir les "commentaires" qualifiés, contre toute évidence, de "profondément inexacts sur la prétendue hostilité de la France au mouvement syndical" allemand, derrière l'indispensable paravent antibolchevique: on invoqua le sauvetage de l'Occident par la France en lutte contre l'unité communiste -"Quelle serait la situation, si des grèves pouvaient être déclenchées dans la Ruhr sur un mot d'ordre venu de Berlin?"- et on imputa la volonté française de décentralisation au souci d'empêcher "la pénétration communiste", que l'excès de centralisation "favoriserait/ nettement". Le véritable tourment gisait ailleurs et le justificatif de février 1949 l'avoua presque, plaçant l'argumentation sincère devant le passe-partout antibolchevique: la spécificité du syndicalisme allemand consistait en "une tendance prononcée à une centralisation bureaucratique, ce qui l'a, à la fois rendu perméable aux mots d'ordre nationalistes, et passif en face des entreprises militaires ou totalitaires", comme l'avait démontré "la passivité de l'énorme machine syndicale allemande devant l'entreprise hitlérienne en 1933" ⁽²¹³⁾.

Ces combats d'arrière-garde ne sauraient modifier le constat que Paris avait alors perdu pratiquement toute capacité de manoeuvre ou d'autonomie en matière syndicale comme dans le reste du dossier allemand. Quelques mois avant la réunion du Congrès fondateur du *DGB* de l'Allemagne occidentale, il ne restait plus aux Français qu'à compter sur les Britanniques - chétive espérance- pour atténuer la forte "centralisation syndicale". Schwartz n'entretenait pas en juin 1949 la moindre illusion sur les chances de pareille tactique, démenties par sa très lucide remarque: "à brève échéance, la future Confédération syndicale trizonale", en compagnie, "probablement", de l'UGO de Berlin, "sera membre d'une organisation syndicale internationale avec des droits égaux à ceux des organisations syndicales de la plupart des pays vainqueurs" et les quatre millions de syndiqués allemands "auront une influence non négligeable sur la politique" de ladite organisation ⁽²¹⁴⁾.

Instrument, qu'on le veuille ou non, de stratégies étatiques où le syndicalisme tenait une part, certes non négligeable, mais limitée, le syndicalisme allemand de l'après-guerre refléta donc, jusque dans le détail infime de sa reconstitution, les grands traits de la politique allemande des protagonistes. La France courut depuis 1945 derrière la chimère d'un fédéralisme *occidental* que la stratégie de ses alliés britanniques et surtout américains voua d'emblée au néant. Au fil des années, la France impuissante, qui comme naguère faisait contre mauvaise fortune bon coeur, s'inventa des ennemis prioritaires qui évitaient de mettre l'accent sur les vrais problèmes de l'Allemagne, lesquels ne relevaient point du champ syndical: "La France veut le fédéralisme en Allemagne, qu'il s'agisse de quatre zones ou de trois. Son principal adversaire sur ce point, *trancha péremptoirement Ziegel en février 1948*, en 1948 comme en 1920, est le mouvement syndical allemand" ⁽²¹⁵⁾. Pitoyable illusion qui se créait l'ennemi le plus accessible aux pressions directes, à l'époque même où ce dernier échappait progressivement à l'emprise de l'occupant français. Il resta à se consoler de la capitulation syndicale par une surenchère antibolchevique qui fondait le seul élément de convergence avec les autres occupants occidentaux d'une politique allemande porteuse d'antagonismes insurmontables. Comme on l'a vu dans d'autres domaines, et malgré les troublantes apparences, *les conditions objectives de la question allemande* n'en firent pas, pour la France, une question dominée par les impératifs de guerre froide ⁽²¹⁶⁾. C'est pourtant dans ce domaine que le code obligé des rapports inter-occidentaux fut appliqué avec le plus d'allant -les habitudes intérieures du combat anticommuniste, particulièrement illustrées par les missions en zone française de la CFTC entre 1947 et 1949, facilitèrent évidemment les choses.

Tandis que la France ne conserva de capacités de manoeuvre, d'ailleurs amenuisées au fil des mois de la guerre froide, que dans sa zone et en Sarre, les Américains triomphèrent sur l'alliée la plus faible mais aussi sur les Britanniques. Dans la sphère syndicale autant qu'ailleurs, ils étendirent au fil des ans leur hégémonie sur les zones initialement "attribuées" à leurs -alliés-concurrents, grâce à l'indispensable relais de leur syndicat. Si l'AFL joua un rôle essentiel, on ne saurait négliger celui des éléments les plus "sûrs" du CIO: ce dernier apport fut évidemment fort utile pour discuter avec des syndicalistes européens, que l'orientation si évidemment droitière de l'AFL avait de longue date rebutés (*a fortiori* son ardeur pro-allemande ne pouvait-elle, quelle que fût la vigueur de leur anticommunisme, les galvaniser. Or, un certain consensus de leur part s'imposait pour que fût assurée la réintégration du syndicalisme ouest-allemand dans le giron "occidental").

Les Britanniques ne perdirent certes pas toute influence sur le mouvement syndical allemand, dont le tandem *Foreign Office-TUC* s'était occupé avec tant de soin: la démagogie de Londres en matière de revendications politico-territoriales n'eut pas grand chose à envier aux Américains et offrit incontestablement un propice dérivatif aux problèmes objectifs - salaires, ravitaillement particulièrement- qui harcelaient les ouvriers allemands, que ces derniers fussent anticommunistes ou non. Les Anglais ne purent cependant en dernière analyse souffrir la comparaison avec leurs alliés américains. Par tous les moyens disponibles, presque illimités dans les zones occidentales de l'Allemagne, de l'idéologie -véritable Muse de la guerre froide- à ce qu'il faut bien appeler de la corruption pure et simple, en passant par la contrainte indispensable quand la persuasion révélait ses limites, ceux-ci rebâtirent en effet, de 1945 à 1949, avec leurs alliés allemands des syndicats qui, ici comme ailleurs allaient contribuer à la réussite d'une stratégie germano-européenne supposant une classe ouvrière, sinon enthousiaste, du moins consentante et docile. Malgré les pièges, si voyants en pareille matière, du discours idéologique, la stratégie syndicale de l'Occident dirigée par Washington fut largement fondée sur cette ambition.

¹. Voir notamment, du côté américain, Ronald Radosh, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, 1969, Roy Godson, *American Labor and European Politics*, New York, 1976; Peter Weiler, "The United States, International Labor and the Cold War: the Break-Up of the World Federation of Trade Unions", *Diplomatic History*, V, 1981, p. 1-22; Edward Rice-Maximin, "The United States and the French Left, 1945-1949: the View from the State Department", *Journal of Contemporary History (JCH)*, vol. 19, 1984, p. 729-747; du côté britannique, Anthony Carew, "The Schism within the World Federation of Trade Unions: Government and Trade Union Diplomacy", *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335; Barbara Marshall, "The Democratization of Local Politics in the British Zone of Germany: Hanover 1945-47", vol. 21, 1986, 413-451.

². Ronald Radosh, *American...*, *op. cit.*, y consacre un paragraphe auquel nous puiserons; Roy Godson, *American...*, *op. cit.*, n'évoque que très brièvement un dossier pourtant décisif (notamment en raison du rôle escompté du syndicalisme allemand dans la politique de rupture de la Fédération Syndicale Mondiale) dans la stratégie européenne et mondiale du remarquable tandem AFL-Département d'Etat. Sur le cas français, sources citées par Annie Lacroix-Riz, "Du bon usage de la Gauche non communiste en France", *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes (chirm)*, n° 30, 1987, p. 75-104.

³. Note pour le Ministre, Paris, 28 octobre 1945, *Z Europe Allemagne 1944-1949* (plus loin, *Allemagne...*), vol. 57, Archives du Quai d'Orsay (MAE).

⁴. Sous le prétexte syndical se cachaient l'opposition à toute centralisation allemande, l'indéfectible attachement au démembrement et le souci de ne pas voir officiellement réglé par un biais astucieux le problème territorial, en particulier, le sort définitivement (ouest-)allemand -sur lequel la France ne caressa pas la moindre illusion d'ailleurs- de la Ruhr et de la Rhénanie. Ajouter aux cotes citées ci-dessous celles citées in Annie Lacroix-Riz, "Sécurité française et menace militaire allemande (...) 1945-1947", *Relations internationales (RI)*, n° 51, automne 1987, p. 298-299, 304.

⁵. L'Etat-Major de Clay veut "utiliser l'incident sur les syndicats et cela en poussant fortement la presse américaine afin de placer la France en position difficile. On croit que l'incident est de nature à intéresser l'opinion publique. La pression ne porterait pas sur la loi des syndicats elle-même à laquelle on attache une importance très relative mais sur la nécessité du retrait de la France des affaires allemandes si elle ne veut pas se soumettre sur l'ensemble des questions en cours: organismes centraux, réparations, restitutions, syndicats". Tél. Koeltz n° 223 très confidentiel, 31 octobre 1945, *Allemagne...*, vol. 57.

⁶. Tél. Koenig n° 220, Berlin, 30 octobre 1945, *ibid.* Voir aussi tél. cit. à la n. précéd.

⁷. Il fallait rallier Russes et Américains et sortir de l'isolement français: "Vous les amènerez beaucoup plus facilement à se rallier à vos vues (concernant) la Rhénanie et la Ruhr" -propos désignant à l'évidence les seconds, maîtres d'une question sur laquelle se manifestait clairement l'impuissance des premiers- "si vous signez des textes auxquels ils tiennent et qui, à mon avis, sont (sans) grande (importance) et en tout cas ne préjugent pas de l'avenir de vos revendications", tél. Tarbé urgent, réservé, n° 43-46, Berlin, 11 novembre 1945, *ibid.* Sur la conjoncture propice au déploiement de la force américaine face à la France quémandeuse, *ibid.*, et correspondance de novembre-décembre 1945, *Allemagne...*, vol. 75, MAE (ou Annie Lacroix-Riz, "Paris et la "bonne Allemagne" anglo-saxonne de la capitulation aux débuts de la guerre froide 1945-1947", I. 1945, à par).

⁸. Voir la correspondance de septembre 1945 in *Z Europe Généralités 1944-1949 (Europe...)* vol. 4, MAE (ou "Sécurité française...", *art. cit.*).

⁹. Note pour le Ministre, Paris, 28 octobre 1945, *Allemagne...*, vol. 57.

¹⁰. Tél. n° 260, Berlin, 11 novembre 1945, *ibid.*

¹¹. Il faudrait à cet égard citer toute la production "révisionniste", modérée ou radicale: voir notamment la démonstration "économique" (à partir des réparations) de Bruce Kuklick, *American Policy and the Division of Germany (...)*, Ithaca, 1972. John H. Backer, ancien haut fonctionnaire du Gouvernement militaire américain, et assurément pas classé dans la catégorie des "révisionnistes", ne tire pas des archives qu'il a aussi amplement consultées (en dépit de ses commentaires souvent "classiques" sur les Soviétiques), des conclusions très différentes sur une politique américaine d'emblée vouée à l'unification d'une puissante Allemagne occidentale, via l'indispensable scission d'avec la zone soviétique d'occupation, *Priming the German Economy: American Occupational Policies 1945-1948*, Durham, 1971 et *The Decision to Divide Germany*, Durham, 1978.

¹². Tél. n° 5059-5061, réservé, secret, Londres, 2 novembre 1945, *Allemagne...* vol. 57.

¹³. D'après Harvey, "l'apathie est telle que la population ne (témoigne) (*sic*) pas plus d'intérêt au rétablissement des syndicats qu'à la vie politique en général", *ibid.*

¹⁴. Tél. GFCC n° 239, Berlin, 7 novembre 1945, *ibid.* De la relative modération soviétique à Berlin témoigna la composition du bureau du "Syndicat unitaire (Einigskets Gwerkschaften (*sic*))": trois communistes, trois SPD et deux chrétiens, rapport du Lieutenant Pollet, officier de liaison auprès de l'Armée américaine, sur les syndicats allemands, 19 octobre 1945, *ibid.*

¹⁵. Tél. Koeltz n° 260, Berlin, 11 novembre 1945, *ibid.*

¹⁶. Compte rendu *in extenso* de la séance du CC du 10 novembre 1945, *ibid.*

¹⁷. Tél. Koeltz n° 267, Berlin, 14 (?) novembre 1945, *ibid.*

¹⁸. Les archives du Quai d'Orsay l'établissent pour toute la période (1945-1955) ouverte à la consultation: voir notamment Annie Lacroix-Riz, "La France face à la menace militaire allemande au début de l'ère atlantique: vrais et faux ennemis (1947-1950)", à par. et "Paris et la "bonne Allemagne"...", *art. cit.*

¹⁹. Sur la supériorité numérique du syndicalisme de la zone soviétique, activement reconstitué dès les débuts de l'occupation, alors que les occupants occidentaux bridèrent au maximum le processus dans les premiers mois, bilans réguliers in *Allemagne...* vol. 57 à 60, MAE. Voir notamment la lettre de Seydoux n° 4274, Berlin, 21 novembre 1946: "plus de 3.700.000 adhérents" alors en zone soviétique contre un total de "2.260.000" pour les trois zones occidentales, *Allemagne...* vol. 58.

²⁰. Sur les projets de guerre anglo-américains pour l'après-guerre, Gabriel Kolko, *The Politics of War. Allied Diplomacy and the World Crisis of 1943-1945*, New York, 1968, chap. 13, et Victor Rothwell, *Britain and the Cold War 1941-1947*, Londres, 1982, chap. 1 et 2.

²¹. Rapport sur "les Américains en Allemagne", transmis par lettre n° 702 de Guyon, Berne, 3 juillet 1946, *Allemagne...* vol. 76, MAE. Sur le nationalisme exacerbé et irrédentiste du SPD, il faudrait citer la quasi totalité des cotes "allemandes" du MAE (voir par ex. "Paris et la "bonne Allemagne"...", *art. cit.*).

²². Rapport du Lieutenant Pollet, 19 octobre 1945, *Allemagne...* vol. 57.

²³. G. S. Wheeler, *Die Amerikanische Politik in Deutschland*, Berlin, 1958, p. 39-49, cité par Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine 1933-1962*, Paris, 1964, p. 283.

²⁴. Sur cette démonstration, chiffres (divisions) à l'appui, voir notamment John Bagguley, "The World War and the Cold War", *Containment and Revolution*, Boston, 1967, p.76-124. Les archives du Quai d'Orsay relatives au réarmement de l'Allemagne, avant et pendant le projet de CED, offrent un témoignage irrécusable de la haine mêlée d'un intense respect (et au total, d'une grande prudence) des responsables de la Wehrmacht vis-à-vis de la valeur militaire des Soviétiques: voir notamment Annie Lacroix-Riz, "La France face à la menace..." (II^e partie), *art. cit.*; pour l'époque de la CED, *Europe 1949-1954* vol. 21 à 31, MAE.

²⁵. La plus récente mise au point sur le sujet se trouve dans l'*Histoire de l'Allemagne contemporaine RFA RDA*, sous la direction de Gilbert Badia, Paris, 1987, notamment p. 60-61 et Première Partie consacrée à la RDA. Voir aussi *infra*.

²⁶. Rapport Pollet du 19 octobre 1945, *Allemagne...* vol. 57.

²⁷. Voir notamment la lettre de Seydoux n° 4274, Berlin, 21 novembre 1946 et la note n° 210 POL sur "le mouvement syndicaliste allemand d'après guerre", Paris, 28 février 1947, *Allemagne...* vol. 58 et *infra*.

²⁸. Sur cette alliance immédiate et préparée pendant la guerre, l'ouvrage ancien de James Stewart Martin, *All Honorable Men*, Boston, 1950, n'a pas pris une ride. Le travail de cet ancien fonctionnaire américain anti-nazi des services de la (mythique) décartellisation, fondé sur une masse de dossiers hallucinants sur les relations germano-anglo-américaines depuis le premier après-guerre et sur les liens explicites, énormes financements à l'appui, jusqu'au bout, entre les financiers allemands et le NSDAP, ne pâtit aucunement de sa confrontation avec les fonds aujourd'hui disponibles. Sir Percy Mills, Directeur des Affaires Economiques à la Commission de Contrôle britannique, ancien négociateur, au nom de la puissante Association des Patrons (*Federation of British Industries*), avec le *Reichsgruppe Industrie* allemand, notamment lors des pourparlers de 1939 à Düsseldorf sur "la future collaboration économique de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne", avait sèchement répliqué à un fonctionnaire américain qui avait procédé à une enquête instructive sur les Krupp: "Ce n'étaient pas des nazis; ce sont des hommes d'affaires", *op. cit.*, p. 96 et 90-91. N'avait rien à envier à Mills son homologue américain, le fameux Brigadier-Général William Draper, de la Banque Dylon, Read and C° qui avait financé aux Etats-Unis tous les emprunts allemands de 1937-1938, à la tête d'une Division de l'Economie "composé/e/ exclusivement de germanophiles notoires, appartenant tous plus ou moins à de grosses entreprises américaines ayant eu des chiffres d'affaires très importants avec l'Industrie Allemande (*sic*)" ("Ingérences étrangères dans les quatre zones", document français préparatoire à la Conférence de Moscou de mars-avril 1947, n° 00-400, s. d. 50-Y-48 I sd 6 I Conférence de Moscou, MAE, dossier consulté avant son classement définitif). Sur Draper, J. S. Martin, *op. cit.*, *passim*.

²⁹. Barbara Marshall cite, entre bien d'autres, l'exemple révélateur de l'interdiction signifiée par le Colonel Pownall à l'organisation d'une manifestation, le 9 novembre 1945 ("anniversaire de la Révolution allemande de 1918 et du putsch manqué de Hitler de 1923"), d'anciens déportés à la mémoire des "victimes du fascisme", sous le plaisant motif que celle-ci était "trop politique et par conséquent inopportune", "The Democratization...", *art. cit.*, p. 416 et 418 (sur la Chambre de Commerce).

³⁰. C'est avec un sérieux qui ressemble fort à de l'humour britannique que B. Marshall traite cette activité, si l'on peut ainsi la qualifier, d'un Bratke "incapable de prendre la moindre initiative", et dont la conception (la "dénazification" économique individuelle fut assurée par un comité de trois personnes, un magistrat et deux membres de la même branche que l'accusé), "permettant qu'aucun élément "politique" (*sic*) n'intervînt, correspondait exactement aux idées que les Chambres de Commerce avançaient dans les autres villes", *ibid.* p. 419 et 423.

³¹. Leitmotiv du fonds syndical allemand du MAE, *Allemagne...* vol. 57 à 60, en particulier, à propos de l'épuration, le premier vol.

³². Barbara Marshall, "The Democratization...", *art. cit.*, p. 428-432.

³³. Voir notamment *ibid.*, Victor Rothwell, *Britain...* *op. cit.*, *Allemagne...* vol. 80 et 81, MAE (ou "Paris et la "bonne Allemagne...", *art. cit.*).

³⁴. "The Democratization...", *art. cit.*, p. 433.

³⁵. Lettre n° 3341, Londres, 22 décembre 1945, *Allemagne...* vol. 80. Massigli ne fait pas allusion aux contacts germano-britanniques dans ce courrier.

³⁶. Note citée, Paris, 21 janvier 1947, *ibid.*

³⁷. Voir notamment la lettre de Tarbé n° 1182, Berlin, 16 mars 1946, *Allemagne...* vol. 57 et celle de Seydoux n° 4274, Berlin, 21 novembre 1946, sur cette tentative de fusion "de nature à alerter les Anglo-Saxons et à dissiper leurs illusions" sur leurs propres capacités à modeler à leur gré le syndicalisme allemand, *Allemagne...* vol. 58.

³⁸. Tél. n° 48-51, Berlin, 14 février 1946, *Allemagne...* vol. 57.

³⁹. Revue de la presse de Berlin, 13 février 1946, *ibid.*

⁴⁰. Tél. très secret n° 1999, Berlin, 18 février 1946, *ibid.*

⁴¹. Compte rendu des débats, 19 février 1946, *ibid.*

⁴². Voir notamment Bill Jones, *The Russia complex. The British Labour Party and the Soviet Union*, Manchester, 1977 et Anthony Carew, "The Schism...", *art. cit.*

⁴³. Lettre de Massigli n° 316, Londres, 12 février 1945, *Allemagne...* vol. 57.

⁴⁴. Sur les dispositions soviétiques aux concessions grandissantes, jusqu'à la rupture de 1949, Anthony Carew, "The Schism...", *art. cit.*

⁴⁵. Leitmotiv du fonds syndical jusque dans les premiers mois de 1948. Voir *Allemagne...* vol. 57 à 59 et *infra*.

- ⁴⁶. Compte rendu du Directoire Travail du 20 mars 1946, Berlin, 21 mars 1946, *Allemagne...* vol. 57.
- ⁴⁷. A la conférence organisée par la FSM à Berlin en juillet 1946, il "se refus/a/ à toute déclaration /relative aux/ degrés de développement syndical ou /à/ la dénazification (...) impliquant une différenciation entre les diverses zones (*sic*) de l'Allemagne". Tél. Noiret n° 570, Berlin, 19 juillet 1946, *ibid.*
- ⁴⁸. Citrine ne voulut rien savoir, invoquant "la décision" prise de refus d'attribuer "un blâme pour certaines zones et (...) des félicitations pour d'autres". Compte rendu de la séance du 20 mars 1946, *ibid.* Sur les rapports entre Américains et FSM, *cf infra*.
- ⁴⁹. Rapport *secret*, Paris, 24 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.
- ⁵⁰. Lettre de Tarbé n° 2983, Berlin, 30 juillet 1946, *ibid.*
- ⁵¹. Lettre n° 8511, Baden-Baden, 2 novembre 1946, *Y 1944-1949 (Y...)*, vol. 335, MAE.
- ⁵². Sur les déceptions mutuelles nées des contacts entre éléments réformistes européens et les dirigeants de l'AFL pendant et au sortir de la première Guerre mondiale, Ronald Radosh, *American Labor... op. cit.*, chap. I à IX.
- ⁵³. *Ibid.*, titre du chap. 10.
- ⁵⁴. Sur les oeuvres française et maghrébine de Brown -la CGT, ce qui semble à peine croyable, ne franchit pas le trait en voyant sa personne et son oeuvre partout-, réf. des n. 1 et 2 et Annie Lacroix-Riz, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington (...) 1942-1956*, Paris, 1988.
- ⁵⁵. Roy Godson, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 36-41. Précautions verbales comiques de l'auteur sur l'autonomie de l'AFL en dépit de son financement par l'Etat et notamment les services de renseignement comme la CIA, p. 46-48. Biographie de Lovestone et de Brown in Ronald Radosh, *American Labor...*, *ibid.*, p. 307-310.
- ⁵⁶. Correspondance française, de Bonnet particulièrement, à partir du 7 juin 1945, *Allemagne...* vol. 75, MAE (et "Paris et la "bonne Allemagne...", *art cit.*)
- ⁵⁷. Friedrich Engels, *Introduction de 1895 aux Luttés de classe en France* de Marx, Paris, 1946, p. 21.
- ⁵⁸. Brown, contre la politique de "go slow" du Lieutenant Ed Fruchtman, à Francfort, en 1945, Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 327.
- ⁵⁹. Rapport du 30 juin joint à la lettre de Guyon n° 702, Berne, 3 juillet 1946, *Allemagne...* vol. 76, MAE.
- ⁶⁰. Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 326-329 (Lettre de Bluestein, alors en Allemagne, à Woll, 12 décembre 1945, *ibid.*, p. 329).
- ⁶¹. *Ibid.*, p. 328. La preuve de la collaboration fut fournie lors du voyage des syndicalistes allemands des trois zones occidentales aux Etats-Unis à l'automne 1948, *cf infra*.
- ⁶². Lettre de Bonnet n° 1236, Washington, 21 août 1945, *Allemagne...* vol. 75.
- ⁶³. Annie Lacroix-Riz, "Paris et la "bonne Allemagne" ...", IIè partie, *art. cit.*
- ⁶⁴. Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 328-331.
- ⁶⁵. Lettres de Tarbé n° 2983, 30 juillet 1946 et de Seydoux n° 4274, 21 novembre 1946 (sur la volonté française de "profiter(...)"), Berlin, respectivement *Allemagne...* vol. 57 et 58.
- ⁶⁶. Tél. Tarbé n° 158-159, Baden-Baden, 21 octobre 1946, *Y...* vol. 335.
- ⁶⁷. Sur l'atmosphère berlinoise de 1946, Annie Lacroix-Riz, "Paris et la "bonne Allemagne" ...", *art. cit.* "Commissaire-priseur anglais" in lettre de Tarbé n° 329, Berlin, 29 juin 1947, *Allemagne...* vol. 80 (et *ibid.*).
- ⁶⁸. Tél. Noiret n° 679, Berlin, 24 octobre 1946, *Allemagne...* vol. 58.
- ⁶⁹. Lettre n° 4274, Berlin, 21 novembre 1946, *ibid.*
- ⁷⁰. Il répondit à la question d'un journaliste -propos fort peu syndical pour une organisation qui revendiquait si bruyamment son apolitisme scrupuleux- "que l'avenir du syndicalisme en Allemagne ne dépendait pas seulement de la liberté politique qui /lui/ serait accordée, mais aussi de la création d'un gouvernement central et d'un relèvement de la production qui pourrait en soulager la misère". Réf. n. suiv. Seydoux n'y fit pas allusion en l'espèce, mais les diplomates français, de Berne à Washington en passant par l'Allemagne occidentale, relevèrent avec force régularité le caractère d'"instrument" du Département d'Etat de l'AFL. Il faudrait citer toutes les cotes "allemandes" ou presque du Quai d'Orsay.
- ⁷¹. Lettre de Lacoste, Chargé d'affaires, n° 1911, Washington, 8 novembre 1946, *Allemagne...* vol. 58. Les secrétariats internationaux, instruments majeurs de l'AFL pour combattre la FSM -elle y retrouvait les adhérents de la FSM compréhensifs, tels les dirigeants du TUC (voir notamment Peter Weiler et Anthony Carew, *art. cit.* à la n. 1)- le furent également sur le plan financier: ils subventionnèrent, dans toute l'Europe, partis et syndicats socialistes décidés à combattre l'influence communiste au sein du mouvement ouvrier: c'est ainsi que le syndicat de Feinsberg procura "depuis la fin de la guerre" des fonds à la SFIO, "pour des usages divers", Roy Godson, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 99.
- ⁷². Sur Saillant qui, encore confédéré, ne fit jamais partie du courant *Force Ouvrière* officiellement créé en décembre 1945, Georges Lefranc, *Le Mouvement syndical de la Libération aux événements de mai-juin 1968*,

Paris, 1969 et Annie Lacroix-Riz, *CGT et revendications ouvrières (...) septembre 1944-décembre 1947*, thèse d'Etat, 1981, Université de Paris I, *passim*.

⁷³. Rapport Ziegel, *secret*, Paris, 24 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.

⁷⁴. Rapport Ziegel, Berlin, 25 février 1947, *ibid.* Le Congrès eut lieu à la mi-juin 1947, *cf infra*.

⁷⁵. Rapport de la Division d'Etudes et de Documentation du GFCC n° 2342, Baden-Baden, 23 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

⁷⁶. Voir notamment Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine 1933-1962*, Paris, 1964, p. 225-284 (*passim*) et Pierre Guillen, *La construction de deux Etats allemands 1945-1973*, Paris, 1976, p. 23-25 et 30 *sq.*

⁷⁷. Lettre n° 2795, Londres, 28 novembre 1947, *Allemagne...* vol. 81.

⁷⁸. Il continua à "discuter avec les syndicalistes allemands" raisonnables des mêmes sujets que naguère, notamment des nationalisations, par exemple en juillet 1948 à Francfort, Dusseldorf, Hambourg, Hanovre, Berlin. Note n° 2543/POL, Paris, 17 juillet 1948, *Allemagne...* vol. 60.

⁷⁹. Conférence de presse à Essen, lettre de Seydoux n° 4490, Berlin, 20 décembre 1946, *Allemagne...* vol. 80.

⁸⁰. Voir notamment Barbara Marshall, "The Democratization...", *art. cit.*, p. 434-435.

⁸¹. Lettre de Massigli n° 73, Londres, 8 janvier 1947, *Allemagne...* vol. 80.

⁸². Seuls en réalité "les intérêts /privés/ britanniques en Allemagne qui, sous forme de dette bloquée (accord de standstill de 1931), d'hypothèques et d'autres actifs investis en particulier dans les mines et la sidérurgie, se monteraient à 600 millions de livres", fondèrent une politique inchangée entre Churchill et le tandem Attlee-Bevin. Ce courrier de Massigli de janvier 1947 décrivit, parmi bien d'autres, l'utile retranchement de Bevin et du *Foreign Office* derrière une "prudence" des Américains exposée avec une remarquable mauvaise foi -de la nécessité de tenir compte de "l'opinion de leur zone (...) en majorité chrétienne-démocrate et de droite" et de "ménager les réactions du Sénat" au louable avis "que la nationalisation ne devrait pas être imposée aux Allemands mais devrait résulter de l'expression de leur volonté", *ibid.*

⁸³. La City, qui n'avait, à la différence des Américains (*cf infra*), réussi aucune percée dans la zone du puissant voisin et allié, s'intéressait, au début de 1947, à des projets d'investissements "qu'elle n'a/vait/ nulle envie de confier à l'industrie de la zone britannique en passe d'être nationalisée". "Ingérences étrangères dans les quatre zones" (chap. III, "Ingérences anglaises"), *op. cit.*, 50 Y-48 1 sd 6 I. Sur les aspirations ouvrières, *cf infra*.

⁸⁴. Outre les cotes allemandes du MAE, voir sur les positions britanniques pendant la deuxième guerre mondiale (le premier après-guerre, fort connu à ce sujet, échappant à notre champ d'investigation), Victor Rothwell, *Great Britain...*, *op. cit.*, *passim*, chap. 1.

⁸⁵. Sur cette remarquable "couverture" politico-syndicale de gauche à la reconstitution du potentiel économique, *dimension militaire incluse*, il faudrait citer toutes les cotes allemandes; du côté britannique, voir notamment *Allemagne...* vol. 80 et 81. L'astuce consista à baptiser "pacifiques" les industries soumises aux interdictions et limitations que les Anglo-Saxons, pour des raisons absolument étrangères aux desiderata des syndicalistes SPD, avaient décidé de préserver et relancer (cotes relatives à la "démilitarisation" Y...vol. 300 à 309, 355 à 360, etc., MAE): *cf infra*. Schumacher, véritable apôtre de la déculpabilisation absolue du peuple allemand, pleurnichant devant le Congrès d'octobre 1947 de l'AFL contre les démontages.

⁸⁶. Tél. Seydoux n° 1012-1014, Berlin, 1er novembre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

⁸⁷. Sur ce champion de la démagogie pro-allemande qui remplaça Hynd en avril 1947, *Allemagne...* vol. 80 et 81 (et "Paris et la "bonne Allemagne..."", *art. cit.*).

⁸⁸. Il "déclara les ouvriers allemands non responsables pour (*sic*) la guerre et fit retomber l'entière responsabilité sur la classe capitaliste (...) Il désapprouve le nouveau plan de l'industrie allemande et exprime l'espoir de voir l'Allemagne entrer dans le cercle international sur un pied d'égalité pour contribuer au développement d'une Europe socialiste". Note n° 1474/POL, Paris, 1er décembre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

⁸⁹. Lettre de Tarbé n° 380, Berlin, 1er août 1947, *Allemagne...* vol. 80.

⁹⁰. Lettre n° 113, Berlin, 1er mars 1948, *Allemagne...* vol. 81.

⁹¹. Lettre d'Arnal, Consul à Dusseldorf, n° 72, 9 avril 1948, *ibid.* Sur la violence de la campagne anticommuniste du premier semestre 1948, menée avec un sens aigu de la surenchère sur le guide et allié américain, correspondance de janvier à mai 1948, *ibid.* (et Annie Lacroix-Riz, "Du Kominform au "coup de Prague": l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme au tournant des années 1947-1949?", *art. à par., Historiens et Géographes*).

⁹². Rapport Ziegel, *secret*, Paris, 24 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.

⁹³. Lettre de Massigli n° 2492, Londres, 17 décembre 1947, *Allemagne...* vol. 81. Sur le rôle du SPD et de ses protecteurs anglo-américains pendant le "blocus", *ibid.*, *Allemagne...* vol. 78 et 79 et surtout Y..., vol. 335 à 339, MAE.

⁹⁴. Entre autres références des observateurs français, permanentes à partir de 1947, à l'imposant financement d'Etat des activités scissionnistes de l'AFL: "cette tendance est puissamment aidée, matériellement et financièrement, par les représentants américains pour l'ERP /*European Recovery Program*=Plan Marshall/ qui disposent de fonds de propagande considérables." Rapport Schwartz n° 428, juin 1949, *Allemagne...* vol. 60 et *infra*.

⁹⁵. Lettre n° 33, Washington, 7 janvier 1947, *Allemagne...* vol. 58.

⁹⁶. Rapport du 7 avril 1947, Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 331-332.

⁹⁷. Rapport de Louis Saillant sur l'activité de la FSM, 27^e Congrès de la CGT des 11-15 octobre 1948, c. r. sténogr., p. 197-198.

⁹⁸. Rapport de Louis Wisner (Département d'Etat) pour la Conférence de Moscou, 17 avril 1947, cité par Lloyd C. Gardner, *Architects of Illusion. Men and Ideas in American Foreign Policy 1941-1949*, Chicago, 1970, p. 258.

⁹⁹. Hoppenot décrit en janvier ce bureau comme l'équivalent en zone américaine du "Bureau européen de l'American Federation of Labor" à Genève, base essentielle de combat contre la FSM (et embryon de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL)). Lettre n° 214, Berne, 22 janvier 1947, *B 9-1 1947* (octobre 1946-août 1947), MAE.

¹⁰⁰. "Ingérences américaines", in "Ingérence étrangère dans les quatre zones", *50 Y-48 I sd 6 I* ou Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 332.

¹⁰¹. *Ibid.*, p. 333.

¹⁰². Lettre de Navarre n° 4565, Baden-Baden, 13 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹⁰³. Les Français ne manquèrent pas de le relever. Le chef du *FDGB* continua à susciter l'admiration alors même que la collaboration franco-anglo-saxonne avait *de facto* commencé. Le rapport Ziegel de septembre, qui dressa des leaders syndicaux de la bizone un portrait moralement peu flatteur, décrit ainsi Hans Jendretzky: "député communiste au Reichstag de 1928, encore très jeune et homme d'une grande énergie dont deux ans de discussions serrées m'ont appris à admirer la sincérité, l'austérité et l'enthousiasme". *Secret*, Paris, 24 septembre 1947, *ibid.*

¹⁰⁴. *Ibid.* Propos tenu -lors d'une session du Comité théoriquement chargé de préparer la fusion syndicale allemande, où les débats "furent d'une violence inouïe"- par Jendretzky à Richter, "porte-parole de Tarnow", qui était présent à Berlin mais qui n'assistait pas aux séances de la Commission, Tarnow lui-même étant traité de "suppôt du Plan Marshall, Agent (*sic*) de l'AFL et vendu aux Américains". *Ibid.*

¹⁰⁵. Du 8 au 10 janvier 1948, "Recommandations acceptées par le Comité interzones de Munich soumises à la Conférence interzones de Dresde prévue le 3 février 1948", 10 janvier 1948 (manuscrit), *Allemagne...* vol. 59.

¹⁰⁶. Tél. Ziegel n° 1345, Berlin, 17 janvier 1948, *ibid.*

¹⁰⁷. Rapport Ziegel du 24 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹⁰⁸. "L'aide américaine aux syndicats allemands", 31 mars 1948, Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 334. Sur le cas de *Force Ouvrière*, cf réf. *supra*.

¹⁰⁹. Il est difficile de ne pas souscrire au jugement de Gilbert Badia sur le SPD des zones occidentales en 1945 (comme d'ailleurs en 1918 dans toute l'Allemagne): "premier stade, on se prononce pour des réformes de structure (...), mais on se refuse à faire appel aux masses, à s'allier aux communistes, seuls moyens de les réaliser; deuxième stade: les forces économiques ayant renforcé leur position, on abandonne l'idée des réformes de base parce qu'elles sont dans la nouvelle conjoncture, irréalisables". *Histoire (...) 1933-1962*, *op. cit.*, p. 233.

¹¹⁰. Lettre de Huart n°229, Tubingen, 25 juin 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹¹¹. G. S. Wheeler, *Die amerikanische...*, *op. cit.*, p. 58, cité par Gilbert Badia, *Histoire (...) 1962*, p. 283.

¹¹². "Rapport sur l'Allemagne" de Lovestone, s. d., 1948, Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 335.

¹¹³. Voir notamment Gilbert Badia, *Histoire (...) 1962*, *op. cit.*, p. 266-268. Sur la CDU, il faudrait citer toute la série Europe 1944-1949 et 1949-1955, MAE.

¹¹⁴. John Gimbel, *The American Occupation of Germany. Politics and the Military, 1945-1949*, Stanford, 1968, p. 170-171.

¹¹⁵. Rapport Wiesner, 17 avril 1947, Lloyd C. Gardner, *Architects*, *op. cit.*, p. 258.

¹¹⁶. *American Labor...*, *op. cit.*, p. 335.

¹¹⁷. *Confidentiel et urgent*, lettre n° 558 (? difficilement lisible), Berlin, 28 octobre 1947; même constat in tél. Massigli n° 2851-2853, Londres, 27 novembre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

¹¹⁸. *Nouvelles internationales du Mouvement syndical libre* n° 12, décembre 1947, p. 95, *Allemagne...* vol. 59. Sur l'exploitation de la surenchère anti-réparations du Congrès par Washington, Annie Lacroix-Riz, "La perception française de la politique américaine en Europe de 1945 à 1948", *chirm* n° 25, 1986, p. 140-141.

¹¹⁹. Sur Paul Reusch, Président du Groupe national de l'Acier, directeur des *Gutehoffnungshütte Nürnberg* (Aciéries de Bonne Espérance, du Groupe Phoenix -contrôlé par la famille Haniel-, un des quatre fondateurs des *Vereinigte Stahlwerke*, (Aciéries réunies) en 1926), ami de Schacht et lié, précocement et étroitement, au nazisme, James Stuart Martin, *All..., op. cit., passim*.

¹²⁰. Lettre d'Arnal n° 99, Dusseldorf, 31 mai 1948, *Allemagne...* vol. 60.

¹²¹. Pour 1948-1949, *Allemagne...* vol. 59 et 60.

¹²². Note n° 1844 sur l'organisation des syndicats à l'échelon bizonal, Paris, 9 février 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹²³. Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 335.

¹²⁴. Mentionnons pour mémoire, parmi les oeuvres américaines le plus souvent antérieures à la proposition même de bizone de juin-juillet 1946, les missions économiques, notamment sous couvert des réparations, qui fournirent une "documentation complète" sur les ressources de la zone anglaise; les enquêtes en zone britannique d'organismes commerciaux et bancaires allemands installés en zone américaine, en réalité "conduites en sous-main par les autorités américaines"; les tentatives d'investissements américains dans des entreprises de la zone britannique, porteuses de sérieux "conflits", telles que la vente de la majorité du groupe Stinnes à un groupe américain qui lui avait accordé d'importants crédits avant 1933, les négociations américaines avec la famille Opel pour obtenir une majorité dans la *Kontinental Hanover*, contre les pourparlers alors déjà engagés, avec le même objectif, par les Britanniques ou le conflit, à Berlin, entre (l'américaine) *General Electric* (Dr Heezen) et (l'anglaise) *Gaxton Electric*, pour le contrôle des usines Siemens, mises sous séquestre par la Grande-Bretagne, qui faisaient l'objet d'un projet de "socialisation" de la municipalité de Berlin, etc. "Ingérences américaines (...)", *op. cit.*, 50 Y-48 1 sd 6 I.

¹²⁵. Ronald Radosh, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 332-333. CARE était une association (politico-)charitable.

¹²⁶. *Nouvelles internationales du Mouvement syndical libre* n° 12, décembre 1947, p. 95, *Allemagne...* vol. 59.

¹²⁷. Ronald Radosh, *American Labor...* *op. cit.*, *loc. cit.*

¹²⁸. Sur l'UGO, correspondance de février, avril et mai 1948, *Allemagne...* vol. 59, avril, juin et août 1948, Y... vol. 335, 336 et 337 respectivement.

¹²⁹. Lettre de P. Leroy-Beaulieu à Noiret n° 7455, Berlin, 6 septembre 1947. *Allemagne...* vol. 77. Sur la décision américaine (et l'évidente réticence des Britanniques, disposés pour leur part à respecter les règles de la rupture du quadripartisme, c'est-à-dire à abandonner Berlin, situé au coeur de la zone soviétique) avant la Conférence de Londres de novembre-décembre 1947, *ibid.* et Y... vol. 201, MAE.

¹³⁰. "Les Américains ont déjà prévu /pour elles/ tout un plan de refuge (...) établi dans le plus grand secret (...). Ils ont prévu que X disposerait de telle chambre, etc...". Rapport de Ganeval à Tarbé n° 263, *très secret*, 30 mars 1948, Y... vol. 335.

¹³¹. *Nouvelles internationales du Mouvement syndical libre* n° 12, décembre 1947, p. 97-98, *Allemagne...* vol. 59.

¹³². Werts "a reconnu" le 10 septembre "dans une conversation privée que la politique Américaine (*sic*) avait changé". Tél. Ziegel n° 1250, Berlin, 12 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹³³. Tél. du même n° 1249, 9 septembre 1947, *ibid.*

¹³⁴. Note n° 1844 sur l'organisation des syndicats à l'échelon bizonal, Paris, 9 février 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹³⁵. Note Schwartz (sur ce haut fonctionnaire des services français du Travail, *cf infra*) n° 3003, Berlin, 5 décembre 1947, *ibid.* Date de la déclaration de Luce in *Rapports confédéraux* en vue du 27^e Congrès de la CGT, 11-15 octobre 1948, p. 60.

¹³⁶. Tél. SEAAA, Paris, 7 juillet 1948 (copie du tél. n° 87 de Baden), *Allemagne...* vol. 60.

¹³⁷. Tél. n° 1475, Baden, 2 octobre 1948, *ibid.*

¹³⁸. Note n° 3212/POL, Paris, 3 novembre 1948, *ibid.*

¹³⁹. Tél. Gromand n° 405, Baden-Baden, 10 mai 1949, *ibid.*

¹⁴⁰. Les Américains "ont favorisé une *centralisation syndicale par la voie des fédérations industrielles*. Cette tendance est puissamment aidée, matériellement et financièrement, par les représentants américains pour l'ERP qui disposent de fonds considérables. Le but proposé est de créer des organisations financièrement prospères, pratiquement indépendantes vis-à-vis des confédérations et dont le but syndical se limiterait à une action en vue du bien-être matériel de leurs membres" (hausse des salaires, etc.): une telle structure "laisserait très peu de pouvoirs à la Confédération /qui/ seule (...) peut s'occuper des revendications générales (...) et (...) du programme politique du syndicalisme: rôle des syndicats dans la direction économique, conseils d'entreprises et

participation des travailleurs à la direction des entreprises, programme de nationalisations de certaines industries". Rapport Schwartz n° 428, juin 1949, *ibid.*

¹⁴¹. Lettre de Hoppenot n° 214, Berne, 22 janvier 1947, *B 9-1 1947* citée in Annie Lacroix-Riz, *Le choix de Marianne. Les relations franco-américaines (...) 1944-1948*, Paris, 1986, p. 102.

¹⁴². Sur cet aspect du projet de centrale internationale anti-FSM, à vrai dire indissociable de sa dimension ouest-allemande, Peter Weiler, "The United States..." et Anthony Carew, "The Schism...", *art. cit.*

¹⁴³. 1.725.385, 1.013.000 et 275.000 respectivement dans les zones britannique, américaine et française, note sur "le mouvement syndical allemand d'après-guerre", Paris, 28 février 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹⁴⁴. 4,2, trois zones confondues, lettre de Seydoux n° 282, Berlin, 10 mai 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁴⁵. Les Français perçurent le ralliement "extérieur" définitif du CIO, membre de la FSM, (l'AFL "constituerait avec le CIO un Comité pour les Affaires d'Europe") au plus tard en février 1948: tél. Ziegel n° 1385, Berlin, 24 février 1948, *ibid.*

¹⁴⁶. Tél. Dechamp n° 1236, 17 juillet 1947. Voir aussi lettre de Tarbé n° 527, Berlin, 14 août 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹⁴⁷. Tél. Tarbé (signé de Charmasse) n° 464, Baden-Baden, 25 juillet 1947, *ibid.*

¹⁴⁸. Mon collègue américain, contacté le 5 janvier à propos des "promesses" faites par Irving Brown "en sa présence", câbla Ziegel, m'a répondu "qu'il n'était pas question, pour le moment, d'inviter les syndicalistes allemands autrement que comme simples spectateurs", tél. n° 1341, Berlin, 6 janvier 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁴⁹. Ce souci, masqué par le caractère obsédant de l'anticommunisme britannique, ressort autant des fonds du Quai d'Orsay que de l'article d'Anthony Carew ("The Schism...", dont provient l'expression de "*junior partner*", p. 333). Sur le poids des Britanniques au sein de la FSM à la présidence de laquelle Deakin avait succédé à Citrine, *ibid.*, *passim*.

¹⁵⁰. Sur l'utilisation de la Belgique (Spaak en tête) dès que les projets germano-européens de Washington se heurtaient à des réticences à Paris ou à Londres, voir l'exemple du Pacte atlantique, Annie Lacroix-Riz, "Vers le Plan Schuman: les jalons de l'acceptation française du réarmement allemand 1947-1950", art. à par. *GMCC*. Sur l'exemple "syndical" de 1948, Anthony Carew, *art. cit.*, p. 306 et correspondance de février 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁵¹. Sur la manoeuvre du TUC, "peu désireux de voir l'AFL coiffer le syndicalisme de l'Ouest européen", au sein de la FSM (l'ultimatum lancé le 28 janvier 1948 pour la convocation de la Conférence des Seize, initiative ainsi arrachée à l'impatient AFL), voir notamment note Ziegel, Paris, 6 février 1948, *ibid.*

¹⁵². Tél. de Rutz du 22 février, au nom de l'AFL et de la Fédération Internationale des Travailleurs des Chemins de Fer, à Ludwig, Président de l'Union des Fédérations de Rhénanie-Palatinat (zone française) cité par Koenig, tél. n° 168/190, Berlin, 28 février 1948, *ibid.*

¹⁵³. Tél. Cérou n° 174, Berlin, 4 mars 1948, *ibid.* ou Anthony Carew, "The Schism...", *art. cit.*, p. 313-314.

¹⁵⁴. A l'occasion d'un des épisodes du feuilleton anti-unification syndicale dirigé *en apparence* par la France rétive à toute centralisation germanique (la Conférence interzonale de Dresde prévue pour février 1948 et que les Français voulaient purement et simplement interdire), Ziegel câbla avec une grande lucidité: "Britanniques et Américains seraient très contents voir Gouvernement Militaire Français assumer bénévolement rôle croquemitaine en interdisant voyage à ses syndicalistes", tél. n° 1345, Berlin, 17 janvier 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁵⁵. Lettre n° 911, 19 juillet 1945, *très confidentiel*, souligné dans le texte, *Allemagne...* vol. 75. Sur ce jugement tiré de l'observation des agissements américains en Bavière, Annie Lacroix-Riz, "La perception française...", *art. cit.*, p. 123.

¹⁵⁶. Rapport du 19 octobre 1945, souligné dans le texte, *Allemagne...* vol. 57.

¹⁵⁷. Lettre à Seydoux, Paris, 13 mai 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹⁵⁸. Lettre de la Direction d'Europe, Paris, 15 mai 1947, *ibid.*

¹⁵⁹. Lettre de Koenig (personnellement partisan du "syndicat unique", mais d'accord pour l'initiative prônée par Bidault -lors d'un entretien avec le Gouverneur de la Sarre et Hoffmann, Président du Parti chrétien populaire-, "au cas où les intéressés le demanderaient" et dans la mesure où "les tendances fédéralistes /des syndicats chrétiens/ seraient plus conformes aux buts de la politique française") n° 3059, Baden-Baden, 23 juin 1947, *ibid.*

¹⁶⁰. Le tél. Lovett enjoignait aux autorités américaines d'"intervenir auprès Autorités Françaises du Travail" pour "1° s'assurer que le rétablissement des syndicats chrétiens en Sarre était un cas particulier et qu'il n'impliquait pas l'autorité de tels syndicats dans le reste de la zone Française. 2° S'assurer que Politique Française en matière unité syndicale en zone Française n'avait pas changé. 3° Au besoin intervenir auprès des Autorités du Travail Français (*sic*), pour que celles-ci maintiennent en Zone Française le principe de ne pas

encourager la formation de syndicats dissidents". Schwartz, ainsi averti par l'Américain Stauffer, invoqua "la situation particulière de cette province" et assura que la décision prise en Sarre était "sans rapport avec la politique appliquée en Zone Française". Tél. Schwartz (reproduit selon le texte original) n° 349, Berlin, 9 septembre 1947, *ibid.*

¹⁶¹. *Ibid.*

¹⁶². Tél. n° 184 et 185 des 16 et 17 septembre 1947 contre la création, le 28 août, d'un "Comité Syndical de zone", *ibid.*

¹⁶³. Lettre de de Charmasse n° 620, Baden-Baden, 18 septembre 1947, *ibid.*

¹⁶⁴. Tél. Ziegel et Sergent n° 1285, Berlin, reçu le 25 octobre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁶⁵. Lettre n° 558(?), Berlin, 28 octobre 1947, *Confidentiel et urgent, ibid.* Sur la durable sensibilité de Tarbé au *vrai problème de l'Allemagne occidentale*, il faudrait citer tous les fonds allemands du Quai (voir par exemple Raymond Poitevin, "La nouvelle politique allemande de la France (juin 1948-avril 1949)", *Mélanges offerts à Jean-Baptiste Duroselle*, Paris, 1986, p. 203-216 et Annie Lacroix-Riz, "La France face à la menace...", *art. cit.*).

¹⁶⁶. Pour l'essentiel: Schwartz évoqua à la mi-novembre l'efficacité de sa "présence à /la Conférence interzones de/ Baden-Weiler en Août (*sic*) dernier", qui lui "avait déjà permis de redresser la situation lorsque les syndicalistes de Zone Française (*sic*) et Américaine (*sic*) voulurent admettre la constitution d'un Comité Exécutif pour l'ensemble de l'Allemagne", lettre n° 2928, Baden-Baden, 13 novembre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁶⁷. Lettre de Bidault à Koenig n° 1374, Paris, 12 novembre 1947, *ibid.*

¹⁶⁸. Lettre de de Charmasse n° 765, Baden-Baden, 13 novembre 1947, *ibid.*

¹⁶⁹. Note de Schwartz n° 3003, Berlin, 5 décembre 1947, *ibid.*

¹⁷⁰. Lettre de de Charmasse n° 765, Baden-Baden, 13 novembre 1947. Ils ont voté la résolution de Bad-Pymont, estima Schwartz, pour des "raisons sentimentales/ pour faire plaisir à M. Schneider". Lettre n° 2929, Baden-Baden, 13 novembre 1947. *Ibid.*

¹⁷¹. Rapport *secret* de Ziegel, 24 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58.

¹⁷². Lettre de Schwartz n° 2929, Baden-Baden, 13 novembre 1947, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁷³. Lettre de Navarre n° 4565, Berlin, 13 septembre 1947, *Allemagne...* vol. 58. *Cf supra.*

¹⁷⁴. Tél. Sauvagnargues n°185, Paris, 17 septembre 1947 (et tél. Bidault n° 183, 13 septembre, Debré (signé Sauvagnargues) n° 184, 16 septembre), *ibid.*

¹⁷⁵. "Je ne puis, dans ces conditions, que vous laisser le soin d'apprécier s'il y a lieu de faciliter la diffusion des publications de l'AFL dans notre zone d'occupation", lettre n° 51, Washington, 9 janvier 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁷⁶. Tél. n° 1347, Berlin, 17 janvier 1948, *ibid.*

¹⁷⁷. Note Ziegel, Paris, 6 février 1948, *ibid.* Souligné dans le texte.

¹⁷⁸. Tél. De Varreux n° 36, Baden-Baden, 12 février 1948, *ibid.*

¹⁷⁹. Tél. Koenig n° 168/190, 28 février 1948, *ibid.*

¹⁸⁰. D'accord pour la réponse favorable à l'invitation du TUC, mais "uniquement la zone française à l'exclusion de la Sarre". Tél. Wirth n° 39/POL, Berlin, 1er mars 1948, *ibid.*

¹⁸¹. Note n° 3247/POL, Paris, 6 novembre 1948, *Allemagne...* vol. 60.

¹⁸². Sur les révélations accentuées en matière de réarmement allemand à l'automne 1948, Annie Lacroix-Riz, "La France face à la menace..." et "Vers le Plan Schuman...", *art. cit.*

¹⁸³. Tél. Bonnet n° 4489-4490, Washington, 26 octobre 1948, *Y...* vol. 338. Voir aussi Ronald Radosh, *American Labor... op. cit.*, p. 334, avec ce commentaire: "Lovestone, à l'évidence, ne répugnait pas à travailler avec d'anciens pilotes de l'air nazis, pourvu qu'ils fussent opposés aux communistes".

¹⁸⁴. Tél. Mayer n° 211 à 470, Baden, 4 juin 1948, *Allemagne...* vol. 60.

¹⁸⁵. Rapport Schwaetz (*sic*), n° 2087, Baden-Baden, 10 novembre 1948, *ibid.*

¹⁸⁶. Il faudrait citer la quasi-totalité du fonds syndical, à partir de juin-juillet 1947, *Allemagne...* vol. 58 à 60.

¹⁸⁷. Le prétexte choisi pour la rupture fut l'exigence "occidentale" de l'admission de l'*UGO* berlinoise, scissionniste du FDGB, que ce dernier ne pouvait, comme prévu, admettre. Correspondance de juillet-août 1948, *Allemagne...* vol. 60.

¹⁸⁸. Ajouter aux référ. *supra* Raymond Poitevin, "La nouvelle politique...", *art. cit.*

¹⁸⁹. *Allemagne...* vol. 59 et 60.

¹⁹⁰. Tél. n° 174/219, 4 mars 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁹¹. Correspondance à partir du tél. Noiret n° 167, 28 février 1948, *ibid.*

¹⁹². Ganeval joua un rôle décisif dans la confirmation juridique et administrative du succès remporté par les listes anti-FDGB de l'UGO, dans les secteurs occidentaux de Berlin, en avril 1948. Correspondance de ce mois et de mai, *ibid.* et *Y...* vol. 335.

¹⁹³. En septembre 1948, le rejet de la loi sur les conseils d'entreprises menaça d'allumer la révolte parmi les ouvriers de la zone française: les dirigeants syndicaux préféraient discuter avec leurs interlocuteurs français du "véritable danger" du communisme et du "plan d'action" concocté par les Soviétiques et visant à installer le parti communiste au pouvoir en France et en Italie comme à Prague; ils admirent cependant que la poursuite de la hausse des prix les rendrait "incapables de freiner la tendance grandissante à la grève" ouvrière, "souvent entretenue pour des fins politiques". Notes n° 2834 et n° 2856/POL, Paris, 10 et 13 septembre 1948, *Allemagne...* vol. 60. Le "mécontentement" ouvrier atteignit en effet une telle intensité que "sous /sa/ pression (...) les Syndicats /furent/ obligés de prendre une attitude plus ferme que celle adoptée jusqu'à présent". Le cartel syndical de Ravensburg adopta en octobre une motion évoquant -à reculons et sans oser le mot- l'éventualité d'une grève générale: "les événements (*sic*) sont plus forts que nous (...) Nous dégageons d'ores et déjà notre responsabilité si l'on en arrive là". Note n° 3103/POL, Paris, 18 octobre 1948, *ibid.*

¹⁹⁴. Tél. Cérou n° 174/219, Baden, 4 mars et lettre de Varreux (pour Koenig) n° 01948, 20 mars 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁹⁵. Tél. SEAAA au MAE, Paris, 14 avril 1948, *ibid.*

¹⁹⁶. Note n° 3124/POL, Paris, 19 octobre 1948, *Allemagne...* vol. 60.

¹⁹⁷. Sur l'action anti-FSM de la France (sous prétexte d'opposition à l'effort centraliste de la Fédération vis-à-vis des syndicats allemands) qui renforça l'action américaine, *Allemagne...* vol. 59 et 60. Les Français admirent avec simplicité leur contribution à la stratégie américaine: "Nous avons empêché l'adhésion du syndicalisme allemand à la FSM et favorisons au contraire son entrée dans la nouvelle Internationale syndicale en formation (Congrès récent de Genève)" -allusion à la Conférence ouverte le 25 juin 1949, préparatoire à la fondation définitive de la CISL en décembre suivant. Note manuscrite en marge du rapport Schwartz de juin 1949, *Allemagne...* vol. 60.

¹⁹⁸. Les syndicats chrétiens en étaient "toujours à l'état de projet"; les Britanniques ne voulaient pas entendre parler de cette création, "contraire à la politique gouvernementale", car elle "ne ferait que renforcer l'extrême droite au détriment des éléments modérés". Note n° 1811/POL, Paris, 2 février 1948, *Allemagne...* vol. 59.

¹⁹⁹. Permis de circuler dans la zone française et en Sarre délivré à Vanistendael, Secrétaire général adjoint de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, tél. de Varreux (pour Koenig) à Serrarens, Secrétaire général de la CISC n° 1826, 19 mars 1948, *ibid.*

²⁰⁰. Note n° 2495/POL, Paris, 9 juillet 1948, *ibid.* et Raymond Poitevin, *Robert Schuman, homme d'Etat 1886-1963*, Paris, 1986, p. 51.

²⁰¹. Après la réunion d'Offenburg du 5 juillet évoquée *infra*, Koenig, manifestement excédé des manoeuvres en cours, écrivit à Schuman: "l'activité de M. le Député Meck n'aura pas été des plus adroites (...) Certains de ses propos seraient même en contradiction avec vos propres directives et j'aurais attaché le plus grand prix à ce que M. Meck s'entretint (*sic*) de ce sujet auparavant avec mon Cabinet". Le Commandant en chef demanda donc que les facilités de circulation accordées au député fussent diminuées et insista sur la nécessité de faire précéder "tout contact /de l'intéressé/ avec les Allemands" par une discussion avec son Cabinet. Lettre n° 04218, 2 août 1948, *Allemagne...* vol. 60.

²⁰². Note pour le Ministre n° 2114/POL, Paris, 15 avril 1948. Voir aussi note n° 2117/POL, Paris, 17 avril 1948, *Allemagne...* vol. 59.

²⁰³. *Ibid.* et note n° 2409/POL, Paris, 28 juin 1948, *Allemagne...* vol. 60.

²⁰⁴. Note n° 2415/POL, Paris, 29 juin 1948, *ibid.*

²⁰⁵. Note n° 3048/POL, Paris, 12 octobre 1948, *ibid.* Voir aussi l'argument en ce sens de Karl Gengler, un des dirigeants syndicaux CDU de zone française, ferme "partisan des syndicats uniques", note n° 2957/POL, Paris, 30 septembre 1948, *ibid.*

²⁰⁶. Sur les liens entre les deux hommes, Raymond Poitevin, *Robert Schuman, op. cit., passim*.

²⁰⁷. Note n° 2603/POL, Paris, 28 juillet 1948, *Allemagne...* vol. 60.

²⁰⁸. Dans ce courrier fort optimiste et résolument occidental, Schwartz, se portant garant de la "structure (...) saine" du syndicalisme de zone française, prôna la participation des syndicalistes concernés aux discussions trizonales afin que les statuts de la future Confédération ne fussent pas "adoptés sans leur concours"; quant à la disparition assurée des fédérations des Länder -relique, pour les Français, de leur quête du Graal fédéraliste-, Schwartz y décelait un simple "conflit intérieur" et non un problème français. Tél. n° 1475, 2 octobre 1948, *ibid.*

²⁰⁹. Tél. n° 184/POL, Paris, 6 octobre 1948, *ibid.* Souligné dans le texte.

²¹⁰. A la séance du 1er octobre, Ludwig et Fleck (soit deux sur trois des Présidents syndicaux des Länder de zone française) se firent excuser. Note n° 3020/POL, Paris, 7 octobre 1948, *ibid*. Le refus de la tutelle française leur fut inspiré par des tendances divergentes: Ludwig, on le sait, fréquentait davantage les tuteurs américains; quant à Fleck, il déplut grandement depuis l'été de 1948, où l'on constata que "quoique socialiste, /il/ évolué/ait/ de plus en plus vers le KPD", comme l'attestaient "son attitude réservée vis-à-vis du Plan Marshall et ses allusions à l'unité nécessaire des syndicats allemands". Note n° 2377/POL, Paris, 26 juin 1948, *ibid*. On lui fit donc quelques ennuis -sous forme notamment de "poursuites judiciaires"-, sans pousser trop avant les choses car "son remplaçant éventuel serait" le Vice-Président de la Fédération du Wurtemberg-Sud, le *communiste* Becker. Tél. Koenig n° 1051, 10 août 1948, *ibid*.

²¹¹. Note n° 3212/POL, Paris, 3 novembre 1948, *ibid*.

²¹². Rapport Schwartz n° 428, juin 1949, *ibid*.

²¹³. Note n° 209/POL, Paris, 10 février 1949, *Allemagne...* vol. 59 (classé par erreur dans ce vol.)

²¹⁴. Rapport n° 428, juin 1949, *Allemagne...* vol. 60.

²¹⁵. Note GFCC, Paris, 6 février 1948, *Allemagne...* vol. 59.

²¹⁶. Voir les travaux sur le réarmement allemand mentionnés *supra*.